

# CONCILIER LA FINANCE ISLAMIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE PAR LE BIAIS DES TECHNOLOGIES FINANCIÈRES

## FOCUS SUR LES PAYS DU MAGHREB



**Copyright** © Institut Islamique de Recherche et de Formation (IRTI), Banque Islamique de Développement, 2021

#### **Droits et autorisations**

Ce travail est disponible sous la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>. En vertu de la licence Creative Commons Attribution, vous êtes libre de copier, distribuer, transmettre et adapter ce travail, y compris à des fins commerciales, avec une attribution appropriée.

#### **Citation**

Institut Islamique de Recherche et de Formation, BID & Al Maali Group (2021). Concilier la Finance Islamique et le Développement Durable par le Biais des Technologies Financières : Focus sur les Pays du Maghreb. Djeddah, Arabie Saoudite.

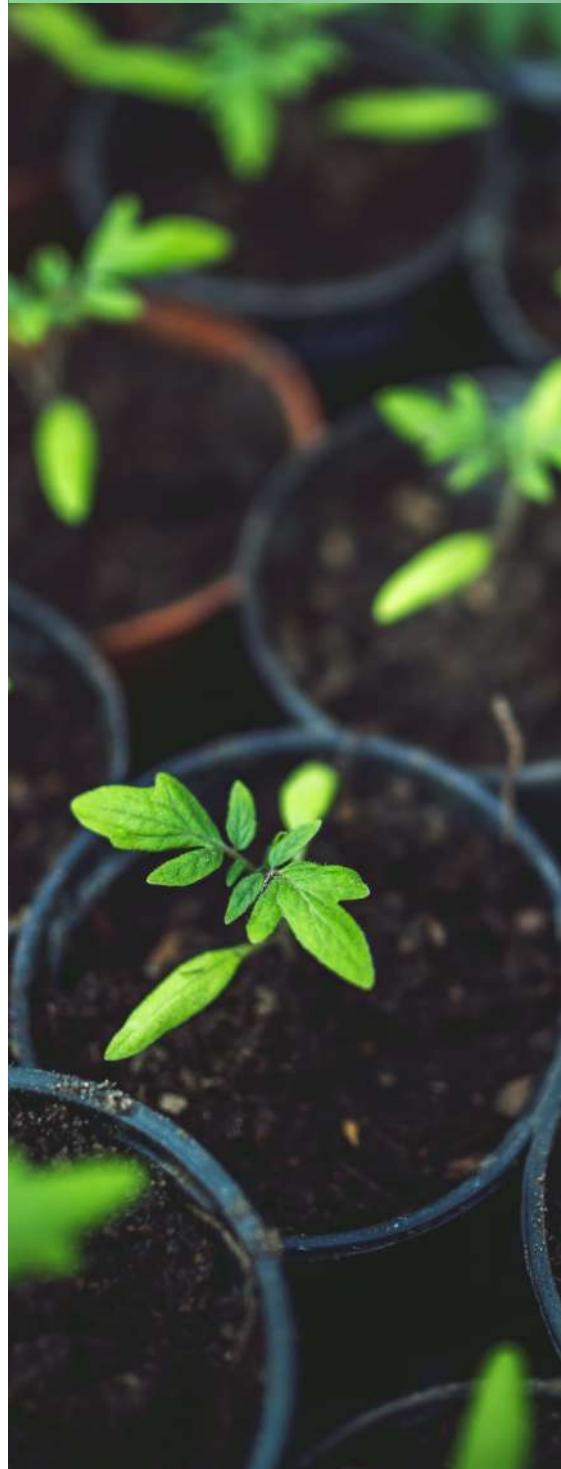
Toutes les questions doivent être adressées à l’Institut Islamique de Recherche et de Formation, Groupe de la Banque Islamique de Développement, 8111 King Khalid Street Al Nuzlah Al Yamaniyah District, Unit #1 Djeddah 2444-22332, Arabie Saoudite

Concilier la Finance Islamique et le Développement Durable par le Biais des Technologies Financières : Focus sur les Pays du Maghreb

L.D. No. 1442/6401  
e-ISBN: 978-603-0393-61-9  
961,332 dc 1442/6401

#### **AVERTISSEMENT**

Ce travail est un produit du personnel de l’Institut Islamique de Recherche et de Formation (IRTI) avec des contributions externes. Les conclusions, interprétations et conclusions exprimées dans ce travail ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l’IRTI, de la BID, ou du conseil des Directeurs exécutifs de la BID. L’IRTI ne garantit pas l’exactitude des données incluses dans ce travail. Le contenu de ce rapport est destiné à fournir des informations générales uniquement et ne doit donc pas être considéré comme un conseil juridique ou professionnel.



# AVANT-PROPOS

Il est de plus en plus reconnu que pour que la finance soit au service du développement économique, celle-ci doit être intégrée parfaitement aux activités productives et créatrices de richesse. En outre, elle doit refléter des valeurs morales qui renforcent des principes promouvant des résultats positifs et durables. Cependant, ces caractéristiques ne sont pas pleinement reflétées dans le système financier actuel. La finance islamique, qui aspire atteindre ces résultats en s'appuyant sur ses nobles principes, s'efforce toujours d'avoir un impact au sein d'un système réglementaire conventionnel et d'une culture de dette bien ancrée.

Dans ce contexte, les avancées technologiques ont ouvert de nouvelles voies pour que la finance islamique puisse atteindre ses objectifs plus facilement. En effet, certaines innovations extrêmement utiles sont devenues possibles grâce au big data, à l'intelligence artificielle et aux technologies des registres distribués. Il s'agit d'un domaine de recherche à la fois prospectif et intensif.

L'Institut Islamique de Recherche et de Formation (IRTI) œuvre dans ce sens pour rendre la finance plus utile en appliquant les principes islamiques de la finance ainsi que les nouvelles technologies pour relever les défis du développement économique et du développement durable. Nous comprenons qu'à l'heure actuelle, que les banques islamiques accordent trop d'importance aux garanties et aux nantissemens pour accorder les financements. Cependant, celles-ci sont des innovations héritées du passé qui ont permis de développer le système financier pour l'amener au niveau d'aujourd'hui.

Nous avons à présent besoin de nouvelles méthodes pour développer davantage le système financier afin qu'il soit pertinent pour l'économie et pour qu'il soit durable. Plusieurs rapports récents, documents de recherche et projets novateurs de l'IRTI vont dans ce sens.

Le présent rapport "Concilier la Finance Islamique et le Développement Durable par le Biais des Technologies Financières : Focus sur les Pays du Maghreb" s'inscrit dans le cadre de cet effort. Le rapport se focalise sur la manière de mettre à profit les technologies financières dans le secteur bancaire islamique pour relier la finance au développement durable. Il s'agit d'objectifs ambitieux étant donné qu'il existe de grandes différences entre les pays quant à leur préparation à l'utilisation des techniques et innovations financières pour le développement durable en général. Le rapport tente de trouver un équilibre entre la réalité et l'idéal. Il préconise l'utilisation de la technologie dans la finance islamique pour son efficacité et son grand impact sur le développement économique durable.

Le rapport a été élaboré par une équipe composée de chercheurs de l'IRTI, dirigés par Dr Salman Syed Ali, et de spécialistes du groupe Al Maali, dirigés par Dr Wail Aaminou. Le soutien d'experts régionaux et de praticiens qui ont contribué par le biais d'entretiens a également enrichi le contenu de ce rapport. Leurs noms figurent dans la section des remerciements.

Nous espérons que ce rapport, ses analyses, ses études de cas et ses recommandations seront utiles aux décideurs du secteur financier, technologique et aux régulateurs ainsi qu'aux praticiens travaillant dans le secteur bancaire islamique en général, et particulièrement dans la région du Maghreb. Nous invitons nos lecteurs à nous faire part de leurs commentaires sur les améliorations à apporter à ce rapport pour le bénéfice de la communauté des chercheurs et des décideurs.

**Sami Al-Suwailem**  
Directeur général par intérim, IRTI

# EDITORIAL

La pandémie du Covid-19 a eu des effets néfastes sur la région du Maghreb avec une contraction massive du PIB mondial et une dégradation des indicateurs sociaux, notamment la santé, l'éducation, le chômage et les inégalités. Ces effets ont réduit à néant de nombreuses réalisations accomplies au cours de la dernière décennie.

Reconstruire la période suivant la crise et maintenir la réalisation des ODD sur la bonne voie exigent une forte implication non seulement des gouvernements mais aussi du secteur privé, en particulier des institutions financières. La finance participative (islamique) devrait naturellement prendre part à ce processus étant donné la place centrale de l'éthique dans sa proposition de valeur fondamentale.

Ce rapport met en lumière le rôle des institutions financières participatives pour combler le déficit de financement des ODD dans la région du Maghreb. Il se focalise sur le recours à la Fintech pour concilier finance participative et développement durable.

Je pense que le présent rapport apporte une contribution précieuse aux régulateurs, aux institutions financières, aux organisations à but non lucratif ainsi qu'aux entreprises Fintech de la région du Maghreb sur la manière de créer des synergies et de mettre en place des écosystèmes qui favorisent le fait de bien faire tout en faisant le bien.

**Wail AAMINOU**

Directeur Général, AL MAALI GROUP



# REMERCIEMENTS

Ce rapport a été co-rédigé par Al Maali Group et IRTI.

Les principaux auteurs du côté de Al Maali Group sont WAIL M. AAMINOU, AHMED TAHIRI JOUTI, FADWA CHAKER et HOUSSAM AYAOU, soutenus par ANAS HOUZALI, ABDELILAH EL MORTAJI et CHAYMAA TALAAT IDRIS-SI. Du côté d'IRTI, les principaux auteurs sont SALMAN SYED ALI, soutenu par HILAL M. HUSSAIN et RAMI ABDUL KAFI.

Nous tenons également à remercier les experts suivants qui ont participé aux entretiens et ont apporté un témoignage précieux sur les aspects relatifs aux technologies financières et au développement durable dans le contexte des institutions financières islamiques au Maghreb :

- **M. ESAM ALKHESHNAM**, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE INTERNATIONAL TURNKEY SYSTEMS – ITS
- **M. MAHFLOUDH BAROUNI**, ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BANQUE ZITOUNA ET MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE PLUSIEURS IFI EN TUNISIE
- **Dr. SAID BOUHERAOUA**, DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT RECHERCHE À ISRA ET CONSEILLER AUPRÈS DE PLUSIEURS IFI
- **M. FOUAD HARRAZE**, ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL DE AL AKHDAR BANK, MAROC
- **M. ANAS HASNAOUI**, EXPERT INTERNATIONAL EN AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE ET EN FINANCE SOCIALE ET ISLAMIQUE
- **M. NASSER HIDEUR**, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE AL SALAM BANK, ALGÉRIE
- **M. ABDESSAMAD ISSAMI**, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE UMNIA BANK, MAROC
- **Mme. MOUNA LEBNIOURY**, DIRECTRICE GÉNÉRALE DE BANK AL YOUSR, MAROC
- **M. MOHAMED MAAROUF**, ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BTI BANK, MAROC
- **M. HAMID RASHID**, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE FINTERRA

Al Maali Group et IRTI ayant conservé le contrôle éditorial du rapport, la participation de ces experts ne doit pas être interprétée comme une approbation de tout le contenu du rapport.

# BANK AL YOUSR

## UNE AUTRE FAÇON DE FAIRE LA BANQUE

Bank Al Yousr, banque participative universelle, couvre l'ensemble des métiers de la banque et s'adresse à l'ensemble des segments de la clientèle.

Prônant l'innovation et la proximité, Bank Al Yousr met ses services à la disposition de ses clients à travers :

- Ses agences qui couvrent les 7 régions du royaume
- Ses plateformes en ligne d'ouverture et de gestion de compte
- Un réseau de plus de 1400 agences de la banque populaire où Bank Al Yousr propose des services complémentaires en synergie avec le groupe BCP.

Ouvrez votre  
compte à distance



Découvrez nos offres  
de financement



Découvrez nos offres  
de dépôt et de placement



BANK AL YOUSR

# SOMMAIRE



**03**

AVANT-PROPOS

---

**04**

ÉDITORIAL

---

**05**

REMERCIEMENTS

---

**11**

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

---

**16**

INTRODUCTION

---

1. À propos du développement durable	17
2. À propos des Fintech	20
3. La nécessité de concilier la finance islamique et le développement durable par le biais des technologies financières	22
4. Objectif et public cible du rapport	23
5. Structure du rapport	26

**27**

LE  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DANS  
LA RÉGION DU  
MAGHREB

---

1. Engagement des pays du Maghreb en matière de développement durable	29
1.1. Le Maroc	29
1.2. La Tunisie	31
1.3. L'Algérie	33
2. Réalisation en termes des ODD dans les pays du Maghreb	36
2.1. Évaluation thématique – ODD 1 : Pas de pauvreté	38
2.2. Évaluation thématique - ODD 3 : Bonne santé et Bien-être	40
2.3. Évaluation thématique - ODD 4 : Éducation de qualité	42
2.4. Évaluation thématique - ODD 8 : Travail décent et croissance économique	44
3. L'impact du Covid-19 sur la réalisation des ODD dans la région du Maghreb	46
Conclusion	49

**50**

INTÉGRATION DU  
DÉVELOPPEMENT  
DURABLE DANS  
LES MODÈLES  
D'AFFAIRES DES  
INSTITUTIONS  
FINANCIÈRES  
ISLAMIQUES DU  
MAGHREB

---

1. Aperçu Général de la Finance Islamique et Sociale dans les pays du Maghreb	51
1.1. Le Secteur Bancaire Islamique	51
1.2. Takaful	60
1.3. Les Marchés des Capitaux Islamiques (MCI)	61
1.4. La finance sociale au Maghreb	61
2. Logique de conciliation de la finance islamique et du développement durable dans les pays du Maghreb.	65
3. Intégration du développement durable dans le contexte des institutions financières islamiques du Maghreb	67
Conclusion	70



## 71

### PAYSAGE DE LA FINTECH DANS LA REGION DU MAGHREB

---

1. Le paradoxe de la Fintech au Maghreb	72
1.1. Les facteurs d'émergence des Fintech au Maghreb	72
1.1.1. Population jeune	72
1.1.2. Population orientée vers le digital	73
1.1.3. Inclusion financière relativement faible	74
1.1.4. Niveau élevé de transferts de fonds avec des coûts de transfert élevés	75
1.2. Facteurs entravant l'émergence des Fintech au Maghreb	75
1.2.1. Qualité et disponibilité de l'internet	77
1.2.2. Préférence pour l'argent liquide	78
1.2.3. Structure des marchés financiers	79
1.2.4. Cadre légal et réglementaire	80
2. Zoom sur le cadre légal et réglementaire de la Fintech au Maghreb	80
2.1. Paiements	80
2.2. Signature électronique	83
2.3. Crowdfunding	84
2.4. Crypto-monnaies	85
2.5. Les Sandbox Fintech	85
2.6. Start-ups	86
3. Une sélection d'expériences en matière de Fintech au Maghreb	87
4. Conclusion	90

---

## 91

### MOBILISER LES FINTECH AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE : UNE SÉLECTION D'EXPÉRIENCES INTERNATIONALES

1. Pas de Pauvreté (ODD1)	94
2. Faim "Zéro" (ODD 2)	100
3. Bonne Santé et Bien-être (ODD3)	101
4. Education de Qualité (ODD4)	103
5. Eau Propre et Assainissement (ODD6)	105
6. Energie Propre et d'un Coût Abordable (ODD7)	106
7. Mesures Relatives à la Lutte Contre Les Changements Climatiques (ODD13)	107
8. Conclusion	108

---

Introduction	110
Recommandation 1: Compléter le cadre légal et réglementaire existant	111
Recommandation 2: Sandbox réglementaires	111
1. Présentation de la recommandation	111
2. Objectifs de la recommandation	111
3. Processus d'implémentation de la recommandation	113
4. Défis de la recommandation	113
Recommandation 3: Laboratoires d'innovation / accélérateurs	114
1. Présentation de la recommandation	114
2. Objectifs de la recommandation	114
3. Processus d'implémentation de la recommandation	115
4. Défis de la recommandation	115

---

## 109

### MOBILISER LES FINTECH AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE AU MAGHREB : RECOMMANDATIONS

Recommandation 4: Développer une taxonomie liée à la finance verte et sociale	116
1. Présentation de la recommandation	116
2. Objectifs de la recommandation	116
3. Processus d'implémentation de la recommandation	117
4. Défis de la recommandation	117



Recommandation 5 : Renforcement des capacités et des compétences	118
1. Présentation de la recommandation	118
2. Objectifs de la recommandation	118
3. Processus d'implémentation de la recommandation	119
4. Défis de la recommandation	119
Recommandation 6 : Education financière et technique des consommateurs	120
1. Présentation de la recommandation	120
2. Objectifs de la recommandation	120
3. Processus d'implémentation de la recommandation	121
4. Défis de la recommandation	121
Recommandation 7 : Politiques d'Open banking	122
1. Présentation de la recommandation	122
2. Objectifs de la recommandation	122
3. Processus d'implémentation de la recommandation	123
4. Défis de la recommandation	123
Conclusion	123

---

## 124

ANNEXES

---

## 125

ANNEXE A : APPROCHE PROGRESSIVE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA VBI (BANK NEGARA MALAYSIA)

---

## 126

ANNEXE B : PRÉSENTATION D'UNE SÉLECTION D'INDICATEURS RELATIFS AU RÉSEAU MOBILE

---

## 127

ANNEXE C : LIER L'INCLUSION FINANCIÈRE AUX CIBLES DES ODD

---

## 128

ANNEXE D: PRINCIPAUX POINTS À RETENIR DES ENTRETIENS AVEC LES EXPERTS (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

---

## 140

NOTES

---



# Facilitating Fintech

Empowering businesses with next generation technology to stay ahead of the curve.

The Digital Partner trusted by businesses at home and **across the globe.**



# RÉSUMÉ EXÉCUTIF



La principale problématique abordée dans ce rapport concerne la faible contribution des institutions financières islamiques au développement social, économique et environnemental dans la région du Maghreb, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Cette problématique trouve son origine dans un certain nombre de causes et de sous-causes allant de l'extensibilité et la réglementation à la gouvernance et l'innovation.

Pour y répondre, le présent rapport préconise l'intégration du développement social, environnemental et économique dans les modèles d'affaires des institutions financières islamiques par le biais des technologies financières comme un levier essentiel.

Depuis 2016, le Maroc, la Tunisie et l'Algérie ont défini des feuilles de route pour atteindre les ODD à travers des stratégies nationales et des programmes intersectoriels. Cependant, les résultats obtenus jusqu'à présent ont montré une nette insuffisance dans l'ensemble pour relever les défis de la durabilité dans ces trois pays. À l'exception de l'ODD 1 (Pas de Pauvreté), qui a été pleinement atteint par l'Algérie, tous les autres ODD sont en deçà des niveaux de réalisation attendus par les trois pays, avec des constats relativement similaires. Les performances les plus faibles concernent "égalité entre les sexes" (ODD 5), "énergie propre et d'un coût abordable" (ODD 7) et "travail décent et croissance économique" (ODD 8). Les trois pays stagnent ou s'améliorent par rapport à ces ODD.

En effet, des défis importants sont principalement présents concernant 10 des 17 ODD, avec une tendance générale à l'amélioration, où les efforts les plus prometteurs sont observés pour l'objectif "Bonne Santé et Bien-être" (ODD 3), "Eau propre et Assainissement" (ODD 6), et "Industrie, Innovation et Infrastructures" (ODD 9).

Des défis demeurent pour les trois pays en ce qui concerne la réduction

des inégalités (ODD 10), le Maroc et la Tunisie étant particulièrement confrontés à la réduction de la pauvreté (ODD 1) et à la promotion d'une consommation et d'une production responsables (ODD 12).

La pandémie du Covid-19 va forcément exacerber les économies déjà vulnérables du Maghreb, conduisant ces pays à ne pas atteindre leurs objectifs de développement durable si les politiques y relatives ne sont pas améliorées, la coopération internationale n'est pas renforcée et les ressources pour financer les investissements ne sont pas mobilisées. Se concentrer sur la contribution des services publics uniquement ne suffira pas pour atteindre les ODD. Dans ce contexte, l'intégration des modèles de développement durable dans les stratégies des institutions financières islamiques sera essentielle pour contribuer à atténuer l'impact de la crise et à construire des économies et des sociétés plus résilientes.

Bien que la finance islamique soit présente au Maghreb depuis les années 1990, le développement de cette industrie n'a commencé que dans les années 2010. D'un point de vue avantage concurrentiel, les institutions financières islamiques s'appuient principalement sur des instruments basés sur la dette, perçus comme similaires aux produits conventionnels, et manquent généralement d'économies d'échelle pour permettre une différenciation en termes de prix. Par conséquent, la valeur ajoutée des institutions financières islamiques reste centrée sur la conformité à la Charia.

Sur le plan de la durabilité, de nombreuses institutions financières islamiques de la région entreprennent plusieurs initiatives sociales allant du Qard Hassan et de la conservation de l'énergie au paiement de la Zakat et au soutien d'œuvres caritatives. Pourtant, en moyenne, les initiatives sociales et environnementales de ces institutions ont été en deçà des attentes des clients. En outre, les institutions financières is-

lamiques sont moins performantes que leurs homologues conventionnelles, car elles publient peu d'informations sur l'éthique et la durabilité.

Les IFI ont la légitimité nécessaire pour jouer un rôle de premier plan dans la conciliation de la finance et du développement durable dans le cadre d'une proposition de valeur unique, compte tenu de la place centrale de l'éthique dans le paradigme de la finance islamique, du potentiel de l'intégration des opérations de la finance islamique dans l'économie réelle, des synergies possibles avec les Awqaf et les institutions de la Zakat, de l'attitude favorable des clients à l'égard de la dimension du développement durable et, enfin, de la nécessité d'élaborer une proposition de valeur qui aille au-delà de la "conformité à la Charia".

Les technologies financières (Fin-tech) sont des leviers intéressants qui facilitent la transition du "business as usual" (affaires opérées comme d'habitude) vers des phases plus avancées du parcours de durabilité des institutions financières islamiques. En effet, les technologies financières favorisent l'excellence opérationnelle, encouragent l'innovation en matière de produits et offrent la possibilité de transformer radicalement l'expérience client.

Il existe de multiples exemples d'entreprises en matière de technologies financières initiées par des organisations publiques, privées et à but non lucratif visant à relever les défis de la durabilité. Ces expériences mettent en évidence le rôle des technologies financières dans la réduction du coût des transactions, l'amélioration de l'efficacité et la promotion de l'innovation afin de construire une proposition de valeur qui concilie les exigences du profit et les impératifs d'avoir un impact.

Bien que la plupart des initiatives en matière de technologies financières présentées dans ce rapport concernent la finance conventionnelle, ces expériences fournissent des informations précieuses qui

peuvent être exploitées dans le contexte de la finance islamique.

Malheureusement, les pays du Maghreb font partie des régions du monde les moins développées en matière des technologies financières malgré la popularité du sujet et les facteurs environnementaux qui devraient les soutenir tels qu'une population jeune et orientée vers le digital, un niveau relativement faible d'inclusion financière et un niveau élevé de transferts de fonds avec des coûts de transfert élevés.

Les initiatives Fintech actuelles se concentrent principalement sur les paiements et le Crowdfunding et de nombreuses entreprises opèrent en dehors du cadre légal et réglementaire. En outre, les contraintes à l'émergence des Fintech au Maghreb incluent la qualité et la disponibilité de l'internet, la préférence pour l'argent liquide, des marchés de capitaux peu profonds et un cadre légal et réglementaire limité en matière de Fintech.

Ce rapport propose sept recommandations pour faire des technologies financières un levier essentiel pour atteindre les objectifs de développement durable dans la région du Maghreb. Ces recommandations sont les suivantes :

1. Compléter le cadre légal et réglementaire existant des pays du Maghreb comme une étape essentielle avant de s'engager dans des politiques plus complexes et élaborées ;
2. Mettre en place des "Sandbox" réglementaires afin de permettre de tester de nouveaux services financiers dans un environnement protégé ;
3. Initier des laboratoires d'innovation et des accélérateurs pour fournir le soutien et le conseil nécessaires aux entreprises Fintech ;
4. Développer une taxonomie liée à la finance verte et sociale comme un outil nécessaire dans l'objectif

d'unifier l'utilisation des termes de ce domaine et d'éviter la confusion entre les acteurs du marché ;

5. Améliorer les compétences et le savoir-faire du personnel des régulateurs et des parties prenantes en renforçant leurs capacités dans un environnement technologique qui évolue rapidement ;
6. Renforcer l'éducation financière et technique des consommateurs afin de rendre l'utilisation des services Fintech par les utilisateurs finaux facile, efficace et rentable, ce qui aura un impact positif sur l'inclusion financière ;
7. Mettre en place des politiques d'"open banking" qui visent à partager les données avec des développeurs tiers, ce qui favoriserait l'innovation en termes de proposition de services financiers digitaux.

La mise en place de ces recommandations permettra d'établir des stratégies publiques qui favorisent l'innovation en matière de Fintech et de créer des conditions appropriées pour le succès des entreprises Fintech locales. Ces recommandations visent également à réduire les coûts liés aux Fintech, à renforcer la protection des consommateurs et à améliorer l'inclusion financière.

Les technologies financières (Fintech) sont des leviers intéressants qui facilitent la transition du "business as usual" vers des phases plus avancées du parcours de durabilité des institutions financières islamiques.



# Première banque participative au Maroc



أول بنك  
تشاركي في  
المغرب

# INTRODUCTION



## 1. À propos du développement durable

L'humanité est aujourd'hui confrontée à de nombreux défis urgents. En fait, avec une population mondiale de plus de 7 milliards de personnes qui augmente de 75 millions par an, les inégalités économiques n'ont jamais été aussi importantes<sup>1</sup>. A titre d'illustration, au moins 1 milliard de personnes vivent aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté avec des problèmes d'accès aux soins de santé, une alimentation insuffisante et des conditions de logement insalubres. Quant au changement climatique, l'effet des catastrophes naturelles extrêmes équivaut à une perte annuelle de 520 milliards de dollars américains et crée 26 millions de nouvelles personnes pauvres chaque année selon la SFI (Banque mondiale)<sup>2</sup>.

En réponse à cette situation critique, la communauté internationale a adopté en 2015 un ensemble d'objectifs pour mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et assurer la prospérité pour tous dans le cadre d'un nouveau programme de développement durable. Chaque objectif est décliné en indicateurs spécifiques (169 au total) à atteindre sur 15 ans<sup>3</sup>. Les ODD sont, aujourd'hui, le cadre universel en matière de développement durable.

Le tableau suivant présente les objectifs de développement durable (ODD) sélectionnés<sup>4</sup>:

ODD	Détails
1: Pas de pauvreté	Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde
2: Faim "zéro"	Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable
3: Bonne santé et bien-être	Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge
4: Education de qualité	Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie
5: Égalité entre les sexes	Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles
6: Eau propre et assainissement	Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable
7: Energie propre et d'un coût abordable	Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable
8: Travail décent et croissance économique	Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous
9: Industrie, Innovation, et Infrastructures	Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation
10: Inégalités réduites	Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre
11: Villes et communautés durables	Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables
12: Consommation et production responsables	Établir des modes de consommation et de production durables
13: Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques	Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions
14: Vie aquatique	Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

15: Vie terrestre	Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité
16: Paix, justice et institutions efficaces	Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous
17: Partenariats pour la réalisation des objectifs	Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et le revitaliser.

Tableau 1: Objectifs de Développement Durable (Descriptif)



Figure 1: Objectifs de Développement Durable (Icônes)



### **En Bref : Impact du Covid-19 sur la lutte contre la pauvreté**

La crise du COVID-19 est susceptible d'inverser des décennies de progrès dans la lutte contre la pauvreté et d'exacerber les inégalités et les fragilités socio-économiques préexistantes, ce qui menace la stabilité de nombreuses régions en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire. A titre indicatif, les heures travaillées ont chuté de 20% entre avril et juin 2020 par rapport à la même période en 2019. Les transferts de fonds devraient diminuer de 20% d'ici la fin de 2020 et enfin, les estimations indiquent une réduction de la croissance économique mondiale à un taux de -4,5% à -6,0% en 2020.

Figure 2 : Impact du Covid-19 sur la lutte contre la pauvreté<sup>567</sup>

Pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) susmentionnés d'ici 2030, les pays doivent élaborer des feuilles de route pour respecter les engagements pris. Au vu des tendances actuelles, les pays manqueront largement les cibles si les politiques ne sont pas améliorées, si la coopération internationale n'est pas renforcée et si les ressources financières publiques et privées nécessaires au financement des investissements ne sont pas mobilisées. Concentrer les efforts sur la contribution des services publics uniquement ne suffira pas pour atteindre les ODD<sup>8</sup>.

Ainsi, selon "Sustainable Development Solutions Network"<sup>9</sup>, qui opère sous les auspices du Secrétaire général des Nations Unies, 1,5 à 2,5 % du PIB mondial par an pourraient être nécessaires pour financer la réalisation des ODD dans tous les pays. Plus précisément, les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI) devraient augmenter leurs dépenses publiques et privées d'environ USD 400 milliards par an pour atteindre les ODD. Cela correspond à 4 % du PIB des PRFI en parité de pouvoir d'achat et à 11,5 % du PIB des PRFI en dollars.

Pour sa part, "World Wildlife Fund" (WWF)<sup>10</sup> estime que pour limiter l'augmentation de la température globale à 2 ° C (voire 1,5 ° C) et s'adapter aux impacts du changement climatique, une transformation des modes de développement au niveau mondial est nécessaire pour évoluer vers une économie plus durable et résiliente. Un investissement annuel estimé à environ USD 2 000 milliards sur les 15 prochaines années serait nécessaire pour transformer le système énergétique mondial, préserver les écosystèmes et assurer une utilisation durable de l'eau !



## 2. À propos des Fintech

Relever les défis susmentionnés en matière de financement du développement durable doit se faire dans un monde régi par les tendances marquantes de la quatrième révolution industrielle, qui a été rendue possible par les avancées technologiques modernes au carrefour des mondes physique, digital et biologique.<sup>11</sup> Les entreprises de la Fintech illustrent cette mutation des marchés financiers.

Selon HKEX (Hong Kong Exchanges and Clearing Company)<sup>12</sup>, La technologie financière, ou Fintech, désigne les "innovations financières portées par le progrès technologique sous la forme de nouveaux modèles d'affaires, de nouveaux services financiers et de nouveaux logiciels et applications qui ont un grand impact sur la fourniture de services financiers et le développement de l'industrie financière". CIBAFI propose une définition légèrement différente en incluant dans les Fintech "tout ce qui va du trading algorithmique à haute fréquence sur les marchés financiers à la fourniture de services de paiement à petite échelle via les smartphones. Certaines activités Fintech impliquent de nouveaux modèles d'affaires, par exemple le prêt entre particuliers (peer-to-peer lending), tandis que d'autres impliquent l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des modèles d'affaires existants, par exemple l'utilisation de la technologie des registres distribués pour améliorer la gestion des données de back-office".<sup>13</sup>

Ces définitions ne se limitent pas aux start-ups ou aux nouveaux entrants ; elles incluent les scale-ups, les entreprises ayant atteint la phase de maturité, et même les sociétés non financières à proprement parler, comme les entreprises de télécommunication et les détaillants en ligne (" e-retailers "). L'essor de la Fintech est stimulé non seulement par les récents développements technologiques en matière de blockchain (distributed ledger / registre distribué), de technologies mobiles ou d'intelligence artificielle, mais aussi par l'émergence de la mentalité du "service immédiat" et du Crowdsourcing (production participative) d'informations et de solutions<sup>14</sup>. Tout en reconnaissant qu'il n'existe pas de taxonomie communément acceptée pour les innovations Fintech, l'Institut pour la Stabilité Financière de la Banque des Règlements Internationaux<sup>15</sup> classe l'écosystème Fintech dans les catégories suivantes :

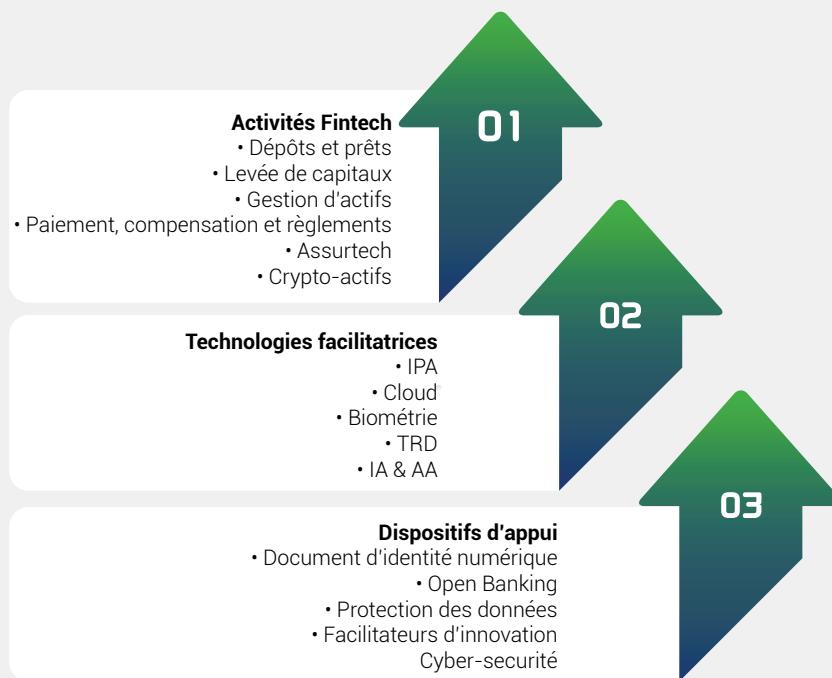


Figure 3: L'écosystème Fintech





Dispositif d'appui	Détails
Document d'Identité numérique	Sécuriser l'identification et l'authentification à distance de l'identité d'une personne via un canal numérique
Open banking	Accéder et partager les informations des clients des banques avec des entreprises tierces pour créer des applications et des services innovants pour les clients
Protection des données	Cadres/stratégies pour la protection des données
Facilitateurs d'innovation	Trois types principaux : les hubs d'innovation, les Sandbox réglementaires et les accélérateurs
Cyber-sécurité	Cadre qui facilite l'atténuation des cyber-risques et assure une réponse efficace contre les cyberattaques

Tableau 2: Détails des dispositifs d'appui

Technologies facilitatrices	Détails
IPA	Interface de Programmation d'Applications
Cloud	Cloud computing ou Informatique en nuage
Biométrie	Identification et authentification biométriques
TRD	Technologie des Registres Distribués
IA & AA	Intelligence Artificielle et Apprentissage Automatique

Tableau 3: Détails des technologies facilitatrices

Activités Fintech	Détails
Dépôts et prêts	<ul style="list-style-type: none"><li>Services bancaires digitaux</li><li>Les prêts bilanciers Fintech (ne lèvent pas de fonds auprès de la "masse" mais s'appuient sur d'autres sources, telles que les capitaux propres ou l'émission de dette).</li><li>Crowdfunding par la dette (plates-formes basées sur Internet) fournissant un financement provenant de la "masse" à des entreprises privées sous forme de dette.</li></ul>
Levée de capitaux	Crowdfunding par capital (plates-formes basées sur Internet) fournissant un financement provenant de la "masse" à des entreprises privées sous forme de capitaux propres.
Gestion d'actifs	Conseil robotique sur les produits d'investissement à l'aide d'outils basés sur des algorithmes
Paiements, compensation et règlements	<ul style="list-style-type: none"><li>Services de monnaie électronique (e-money) : une créance de valeur fixe envers son émetteur (fournisseur de monnaie électronique) qui garantit le remboursement à une valeur nominale préétablie, libellée en monnaie fiduciaire.</li><li>Services de paiement digital : utilise la technologie pour faciliter les transactions de paiement.</li></ul>
Assurtech	Couvre l'utilisation des technologies digitales ainsi que les nouveaux modèles d'affaires qui ont le potentiel de transformer l'activité d'assurance
Crypto assets (actifs crypto)	Activités financières liées aux actifs cryptographiques

Tableau 4: Détails des activités Fintech

### **3. La nécessité de concilier la finance islamique et le développement durable par le biais des technologies financières**

D'un point de vue avantage concurrentiel, les institutions financières islamiques s'appuient principalement sur des instruments basés sur la dette, perçus comme similaires aux produits conventionnels, qui manquent généralement d'économies d'échelle pour permettre une différenciation en termes de prix. Par conséquent, la valeur ajoutée (et proposition de valeur) des IFI reste centrée sur la conformité à la Charia, ce qui est insuffisant pour attirer les clients sans affinité religieuse.

Sur le plan de la durabilité, de nombreuses IFI entreprennent plusieurs initiatives sociales allant du Qard Hassan et de la conservation de l'énergie au paiement de la Zakat et au soutien d'œuvres caritatives. Pourtant, en moyenne, les initiatives sociales et environnementales de ces institutions ont été en deçà des attentes des clients. En outre, les institutions financières islamiques sont moins performantes que leurs homologues conventionnelles, car elles publient peu d'informations sur l'éthique et la durabilité.

La finance islamique a la légitimité pour mener l'industrie de la finance à impact et pour apporter de nouvelles perspectives à la finance responsable. Tout d'abord, la finance islamique est déjà établie dans la plupart des pays de l'OCI et, en tant que telle, elle peut relever les immenses défis économiques, sociaux et environnementaux auxquels ces pays sont confrontés, notamment dans le contexte de la crise du Covid-19. Deuxièmement, la perspective éthique fait partie intégrante de l'ADN de la finance islamique. Troisièmement, le modèle d'affaires de la finance islamique est intrinsèquement lié à l'économie réelle et peut être facilement intégré dans différents écosystèmes sectoriels. Quatrièmement, les Awqaf et les

institutions de la Zakat disposent des leviers nécessaires pour canaliser les capitaux vers des projets à "rendement inférieur au marché" par le biais de systèmes de subvention ou de garantie. Cinquièmement, les clients attendent des institutions financières islamiques qu'elles soient très actives sur le plan social<sup>16 17</sup> et enfin, la finance à impact peut offrir aux IFI un avantage concurrentiel allant au-delà de la proposition de valeur "conformité à la Charia".

Malgré l'abondante littérature sur l'adéquation entre le développement durable et la finance islamique, ainsi que certaines initiatives réussies de financement à impact, en particulier en Asie du Sud-Est, le marché n'a pas encore vu le potentiel de l'industrie de la finance islamique dans la promotion du développement durable avec des résultats positifs sur le plan environnemental, social et de la gouvernance.

Si l'industrie de la finance islamique veut intégrer la durabilité dans ses modèles d'affaires de référence, alors l'investissement dans la technologie financière est un levier important à considérer. La Fintech offre aujourd'hui d'énormes opportunités qui n'étaient pas possibles dans le passé. Aujourd'hui, la technologie (smartphones, plateformes Peer-to-Peer, Blockchain, intelligence artificielle...) offre diverses possibilités pour rendre les services financiers abordables, évolutifs, personnalisables et efficaces.

Bien que les startups Fintech opérant dans la sphère de la finance islamique soient relativement petites en termes de taille, elles croissent et se développent rapidement<sup>18</sup>. En 2018, il n'y avait que 93 startups Fintech islamiques dans le monde, dont 65 et 15 entreprises se concentraient respectivement sur le financement Peer-to-Peer et la gestion de patrimoine<sup>19</sup>. En 2017, "Innovate Finance" a identifié seulement 103 entreprises Fintech islamiques à travers 24 pays<sup>20</sup>. Par conséquent, la Fintech islamique représente une proportion minuscule des montants massifs levés à l'échelle mondiale

dans l'industrie Fintech. La valorisation totale des start-ups Fintech au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, par exemple, n'était que de USD 66,6 millions en décembre 2017. Cependant, le marché Fintech dans la région MENA peut atteindre USD 2,5 milliards d'ici 2022<sup>21</sup>.

En ce qui concerne les banques islamiques, les services bancaires mobiles et les paiements représentent les champs d'application les plus répandus de la Fintech. À l'inverse, les crypto-monnaies, les autres utilisations des technologies des registres distribués et les services de robot-conseil présentent des niveaux de mise en œuvre plus faibles<sup>22</sup>.

Pour ce qui est de la durabilité, plusieurs modèles d'affaires de la Fintech islamique abordent les questions sociales et environnementales. Par exemple, dans le cadre du Crowdfunding basé sur les dons, la plateforme Global Sadaqah met en relation les donateurs de Sadaqah, Zakat et Waqf avec des partenaires caritatifs crédibles au niveau international<sup>23</sup>. En matière de Crowdfunding basé sur l'investissement, la plateforme Ethis permet d'investir directement dans des projets de développement et de construction immobiliers, avec un accent particulier sur le logement social en Indonésie<sup>24</sup>. Dans le domaine de la blockchain, Finterra fournit un écosystème blockchain pour améliorer la performance et l'efficacité de la gestion du Waqf<sup>25</sup>. Malgré ces réalisations, les Fintech islamiques n'ont fait qu'effleurer la problématique de lutte contre les problèmes de durabilité jusqu'à présent. Il reste une marge de progrès substantielle en élargissant et en diversifiant les initiatives existantes centrées sur le financement "peer-to-peer" et en mettant à profit d'autres technologies financières telles que les crypto-monnaies et l'intelligence artificielle pour le développement durable.

#### 4. Objectif et public cible du rapport

La principale problématique abordée dans ce rapport concerne la faible contribution des institutions financières islamiques au développement social, économique et environnemental dans la région du Maghreb, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Cette problématique provient de nombreuses causes et sous-causes, comme indiqué dans le diagramme de causes et effets (Ishikawa) suivant, qui fournit un outil utile pour visualiser graphiquement ce diagnostic.

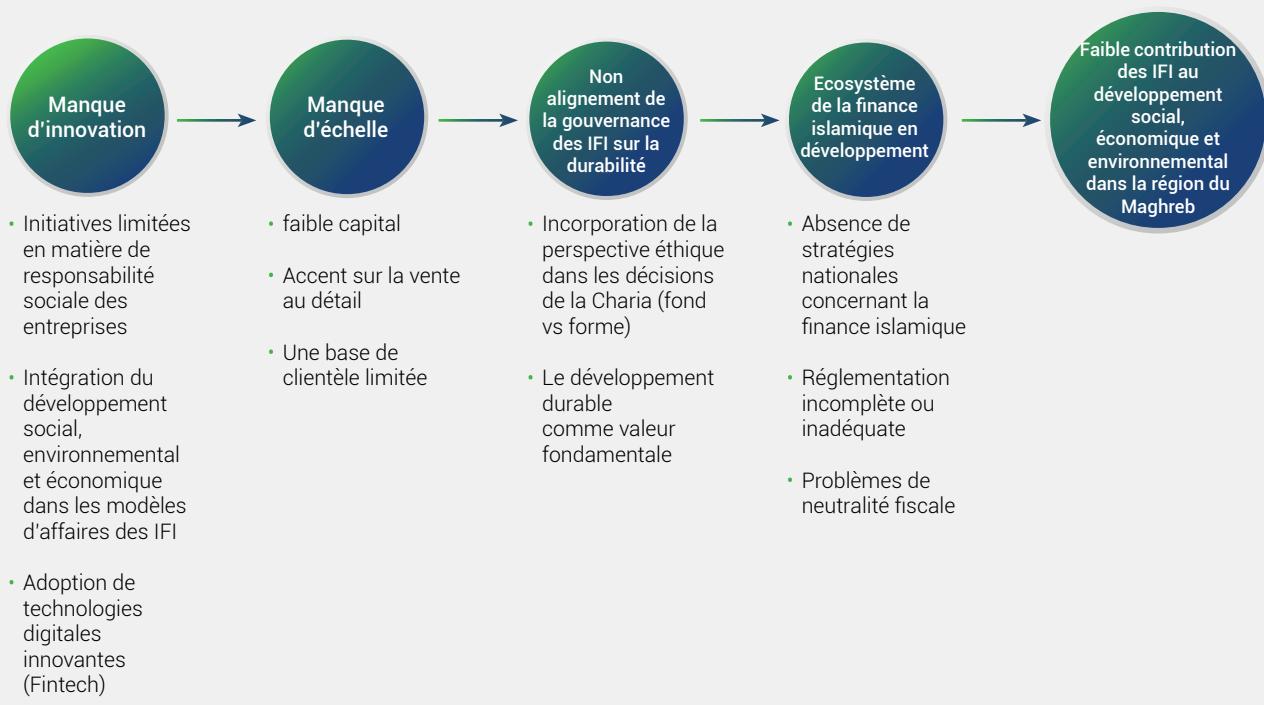


Figure 4: Diagramme de causes et effets



Causes – Sous-causes	Détails
<b>Manque d'échelle</b>	
Faible capital	Parce que les institutions financières islamiques sont jeunes, leur capital est faible par rapport à leurs homologues conventionnelles
Accent sur la vente au détail	Les institutions financières islamiques servent principalement les clients particuliers et ont une exposition limitée sur les entreprises clientes et les investisseurs institutionnels
Part de marché marginale	Les IFI ont une part de marché marginale par rapport aux institutions financières conventionnelles
<b>Manque d'innovation</b>	
Initiatives limitées en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE)	Bien que les IFI prennent des initiatives en matière de RSE, leur taille et leur portée restent limitées.
Intégration du développement social, environnemental et économique dans les modèles d'affaires des IFI	La plupart des IFI n'ont pas intégré le développement social, environnemental et économique dans leurs opérations et leur proposition de valeur.
Adoption de technologies digitales innovantes (Fintech)	L'adoption par les IFI d'initiatives innovantes en matière de technologies financières reste au mieux limitée.
<b>Un environnement légal et réglementaire peu favorable</b>	
Réglementation incomplète ou inadéquate	Pendant une longue période, de nombreuses institutions financières islamiques au Maghreb ont opéré en l'absence d'un environnement réglementaire dédié et approprié. Aujourd'hui, de nombreuses réglementations clés (produits, gouvernance, solvabilité...) sont encore en cours d'élaboration.
Problèmes de neutralité fiscale	L'absence de neutralité fiscale totale couvrant tous les cas a entravé le développement de la finance islamique dans la région
Absence de stratégies nationales concernant la finance islamique	Les pays du Maghreb manquent de stratégies nationales pour la finance islamique avec des objectifs clairs et une feuille de route consolidée couvrant l'ensemble de l'écosystème de la finance islamique (banque, assurance, marchés de capitaux et finance sociale)
<b>Non alignement de la gouvernance des IFI sur la durabilité</b>	
Incorporation de la perspective éthique dans les décisions de la Charia (fond vs forme)	L'éthique doit être intégrée aux règles de la Charia. En pratique, sur la base des directives de la Charia existantes, rien n'empêche les IFI de financer des projets ayant des externalités sociales ou environnementales négatives.
Le développement durable comme valeur fondamentale	Lorsque la durabilité est définie comme une valeur fondamentale dans la déclaration de mission de l'institution financière islamique, elle doit se répercuter sur l'ensemble du système de gouvernance d'entreprise.

Tableau 5: Fiche explicative du diagramme de causes et effets

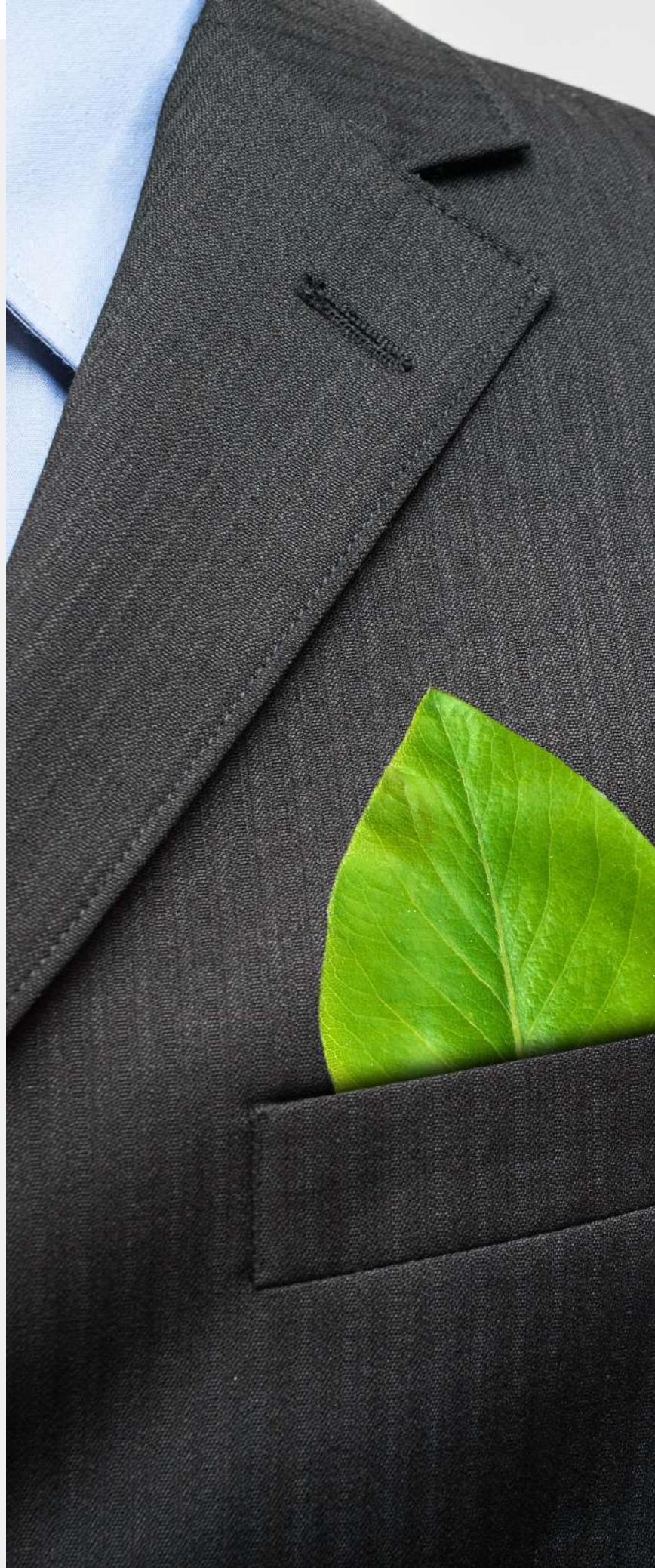
Le diagramme de causes et effets permet de décomposer le problème énoncé en questions gérables qui peuvent être directement traitées par des interventions politiques spécifiques. Dans le présent rapport, nous avons choisi de nous concentrer sur les sous-causes suivantes :

- Intégration du développement social, environnemental et économique dans les modèles d'affaires des institutions financières islamiques.
- Adoption de technologies digitales innovantes (Fintech)

Le rapport examine la relation entre la durabilité et la finance islamique du point de vue des technologies de l'information. Plus précisément, le rapport étudie les défis de la durabilité dans les pays du Maghreb et le rôle que la finance islamique devrait jouer dans ce contexte. Enfin, le rapport analyse les expériences globales de Fintech en matière de durabilité et formule des recommandations pour exploiter le potentiel des Fintech dans le cadre de la finance islamique dans la région du Maghreb.

Ce rapport devrait être utile aux décideurs des institutions financières islamiques (banques, assurances, marchés de capitaux et finance sociale) et des entreprises Fintech, ainsi qu'aux régulateurs de la région du Maghreb. Les IFI de la région sont relativement jeunes. La plupart d'entre elles peinent à clarifier leur avantage concurrentiel au-delà de la conformité à la Charia et font face à une forte concurrence de la finance conventionnelle.

L'ambition du rapport est de déclencher un changement stratégique dans le secteur de la finance islamique et des Fintech en les faisant participer activement à la réalisation des ODD tout en exploitant le potentiel des Fintech.



## 5. Structure du rapport

Les questions clés abordées par le rapport sont résumées dans le schéma suivant :

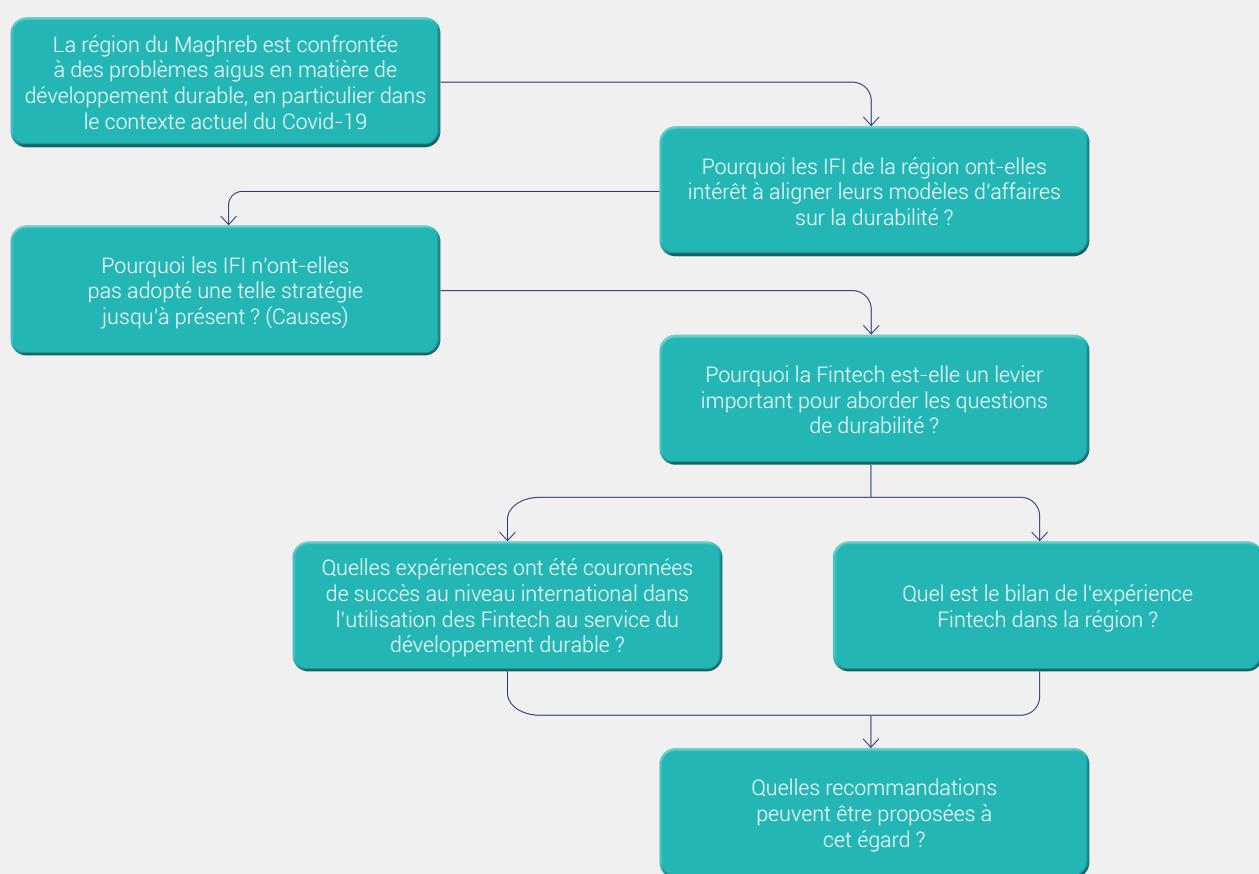


Figure 5: Schéma récapitulatif du rapport

Le présent rapport est structuré comme suit : La section 1 traite des politiques et de l'évaluation de la mise en œuvre des ODD dans les pays du Maghreb, suivie de la section 2, qui évalue l'intégration du développement durable dans le modèle d'affaires des institutions financières islamiques du Maghreb. Dans la section 3, le rapport se penche sur le paysage Fintech dans la région du Maghreb, puis les meilleures pratiques internationales pour mettre les Fintech au service du développement durable sont examinées dans la section 4. Enfin, le rapport propose des recommandations pour exploiter le potentiel de la Fintech en faveur du développement durable au Maghreb dans la section 5.



# LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LA RÉGION DU MAGHREB

**Politiques et  
évaluation de la  
mise en œuvre  
des ODD**

## Focus sur :



## ODD 1: Pas de Pauvreté



## ODD 3: Bonne Santé et Bien-Etre



## ODD 4: Education de Qualité

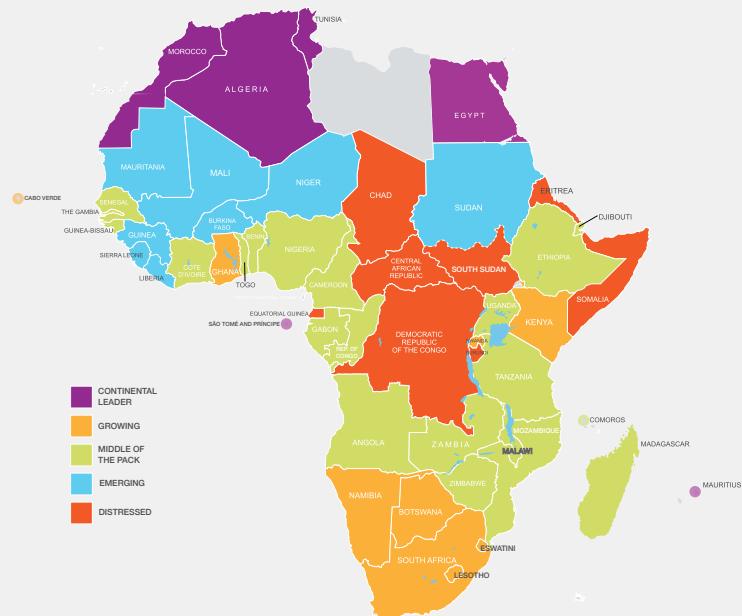


## ODD 8: Travail Décent et Croissance Economique

## **Principales conclusiones**

- Le Maroc, l'Algérie et la Tunisie ont défini des stratégies nationales de développement durable ambitieuses en phase avec l'Agenda mondial des ODD à l'horizon 2030
  - En 2019, la réalisation de la plupart des ODD n'était pas en phase avec les prévisions. Il existe des différences entre les pays et de nombreux indicateurs s'améliorent.
  - Les pays du Maghreb sont confrontés à des difficultés persistantes pour atteindre la plupart des cibles concernant la pauvreté (ODD 1), la santé (ODD 3), l'éducation (ODD 4), le travail décent et la croissance économique (ODD 8).
  - Les répercussions de la pandémie du Covid-19 vont exacerber les économies déjà vulnérables du Maghreb.
  - L'intégration des impératifs du développement durable dans les modèles économiques des institutions financières peut contribuer à atténuer l'impact de la crise et à construire des économies plus durables et plus résilientes.

Les pays africains se sont engagés dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations unies à atteindre les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD). En 2019, les pays du Maghreb ont été les principaux leaders<sup>26</sup> continentaux de la mise en œuvre des ODD avec une progression régulière vers la réalisation des objectifs. Depuis 2016, le Maroc, la Tunisie et l'Algérie ont défini des feuilles de route stratégiques claires pour atteindre les ODD à travers des stratégies nationales et des programmes intersectoriels.



Source: Rapport 2019 sur l'indice et les tableaux de bord des ODD en Afrique

## 1. Engagement des pays du Maghreb en matière de développement durable

### 1.1. Le Maroc

Le Maroc est l'un des pays africains leaders dans la réalisation des ODD. Le Royaume a adopté le concept de développement durable conformément aux principales conventions internationales et régionales qu'il a signées et ratifiées (par exemple, le Sommet de Rio en 1992, le Sommet de Johannesburg en 2002 et l'Accord de Paris en 2015). Pour permettre la concrétisation de ces engagements, le Maroc a progressivement instauré les bases d'une croissance durable et inclusive à travers une succession de réformes institutionnelles et politiques menées au cours des vingt-cinq dernières années. Des programmes d'inclusion sociale et des lois de protection de l'environnement ont été adoptés comme leviers fondamentaux de ce processus. L'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH), la Stratégie de Mise à Niveau de l'Environnement (MANE), la Stratégie Energétique Nationale, et la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable sont quelques événements marquants de ce processus (Figure 6). Ces initiatives phares ont fusionné en juin 2017 pour donner naissance à la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD), basée sur le cadre légal N°99-12 et promulguée par le Conseil des Ministres sous la présidence de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Sélection des programmes et initiatives les plus importants entrepris par le Maroc au cours des vingt-cinq dernières années pour atteindre le développement social, écologique et économique.

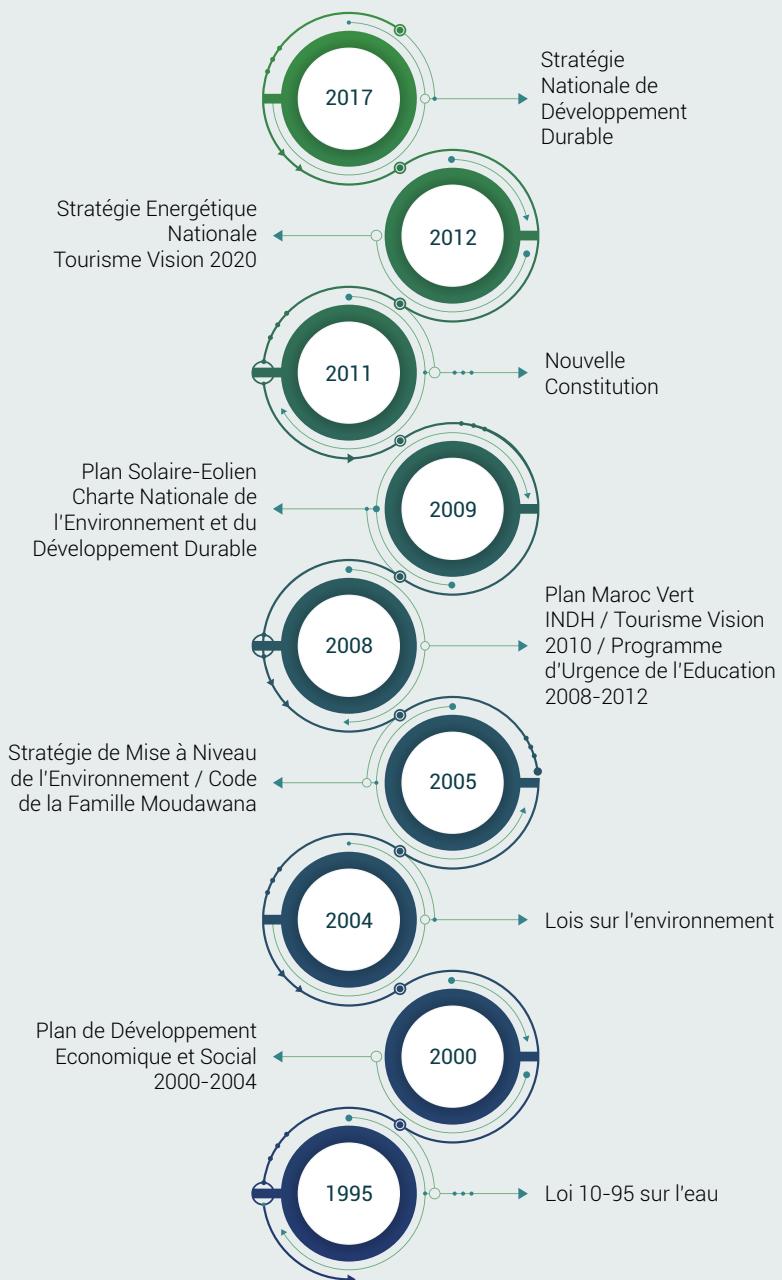


Figure 6: Étapes importantes vers la réalisation des ODD au Maroc<sup>27</sup>

Cette stratégie marque l'aboutissement des efforts du Maroc pour atteindre un développement durable et inclusif. Elle s'articule autour de 7 enjeux/objectifs clés :

- i. Consolider la gouvernance du développement durable;
- ii. Réussir la transition vers une économie verte;
- iii. Améliorer la gestion et la valorisation des ressources naturelles et renforcer la conservation de la biodiversité;
- iv. Accélérer la mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre le changement climatique;
- v. Accorder une vigilance particulière aux territoires sensibles;
- vi. Promouvoir le développement humain et réduire les inégalités sociales et territoriales; et
- vii. Promouvoir une culture du développement durable (Figure 7).

La SNDD s'articule autour de 7 défis clés, 31 axes stratégiques et 137 objectifs.



Figure 7: Stratégie Nationale de Développement Durable du Maroc

La Stratégie Nationale de Développement Durable du Maroc vise à renforcer la cohérence des politiques tout en étendant la gouvernance du développement à toutes les parties prenantes vers une vision intégrée et partagée et vers la mise en œuvre de la durabilité. Pour assurer le bon suivi de cette stratégie, le Gouvernement a mis en place un cadre de gouvernance à travers un comité stratégique présidé par le Chef du gouvernement et un comité de pilotage présidé par le Secrétariat d'Etat chargé du développement durable. Le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération assure le leadership politique et le Ministère des Affaires Générales et de la Gouvernance veille à l'harmonisation des politiques publiques<sup>28</sup>.

Le secteur privé a également été impliqué dans cet important processus de transition. En 2018, la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) s'est associée au PNUD Maroc et aux Nations Unies pour lancer officiellement le réseau Global Compact Maroc par la signature d'un protocole d'accord.<sup>29</sup> Sept des plus grandes entreprises nationales ont participé à cet événement et ont fait preuve jusqu'à présent d'un engagement constant pour intégrer les Objectifs dans leurs stratégies d'entreprise.

## 1.2. La Tunisie

La Tunisie est un acteur majeur du développement durable en Afrique du Nord. Depuis la révolution du 14 janvier 2011, le pays a enregistré des progrès remarquables en matière de démocratie. La Constitution de 2014 garantit les droits et libertés conformément aux normes internationales et consacre des principes progressistes. Cette jeune démocratie a réussi sa transition politique pacifique, ce qui a valu au pays le prix Nobel de la paix 2015. Depuis son indépendance, la Tunisie a mis l'accent sur l'éducation, la santé et la liberté des femmes. Aujourd'hui, conformément à ses engagements internationaux, le pays a multiplié les efforts en vue de l'opérationnalisation de stratégies de développement intégrées abordant aussi bien les questions de gouvernance que les questions environnementales, écologiques et économiques. Parmi les jalons les plus importants, on peut citer la Stratégie Nationale de Développement Durable 2020, le Plan Quinquennal de Développement 2016-2020, Tunisie Digitale 2020, et le Programme National de Développement Durable 2030 (aussi appelé Agenda de Développement Durable d'ici 2030) (Figure 8). Cette stratégie constitue le nerf de la guerre dans la marche vers une société durable et inclusive. Elle identifie 11 défis clés qui englobent les grandes stratégies nationales adoptées jusqu'à présent (Figure 9).



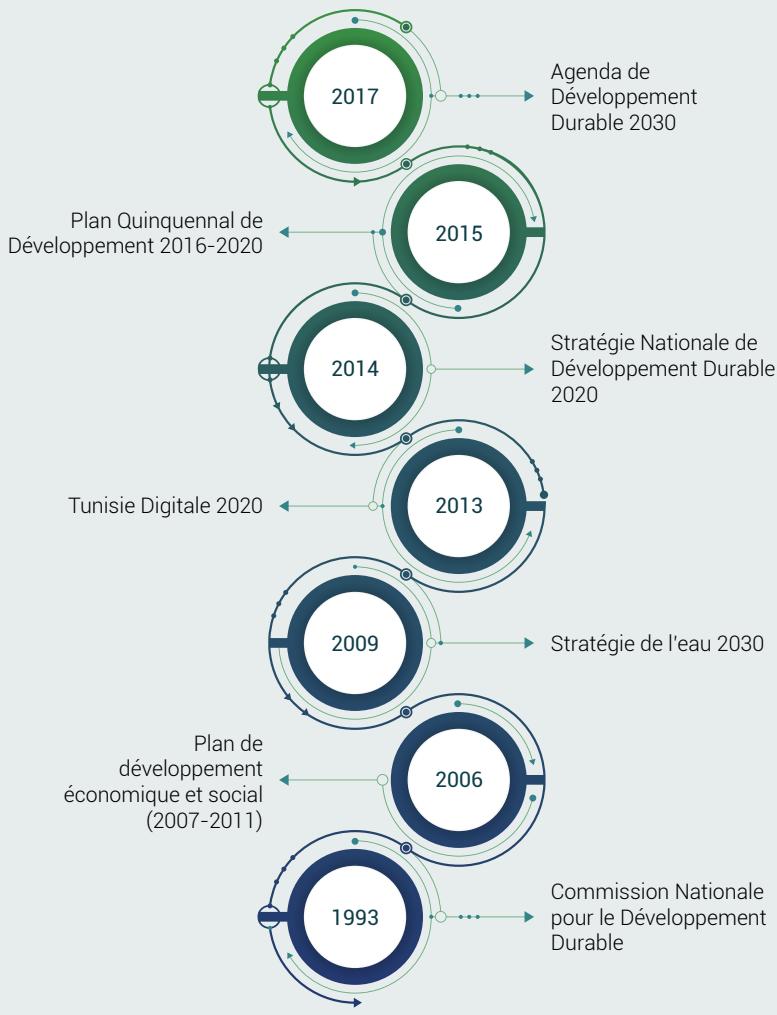


Figure 8: Jalons de la réalisation des ODD en Tunisie

La dimension sociale a été fortement mise en avant dans l'Agenda 2030 de la Tunisie. Le programme " Ne laisser personne de côté " est un aspect fondamental de cette stratégie nationale. Il cible les groupes les plus vulnérables, les femmes et filles rurales, les femmes maltraitées, les enfants, les jeunes, les personnes en situation de handicap et les personnes les plus pauvres. De manière plus globale, l'agenda s'articule autour de 11 défis (Figure 9): i) Instaurer une consommation et une production durables, (économie verte, etc.) ii) Renforcer l'équité sociale et la solidarité nationale, iii) Gérer durablement les ressources naturelles, iv) Promouvoir la qualité de vie des citoyens, v) Développer des villes durables, vi) Gérer harmonieusement et durablement le littoral, vii) Promouvoir un transport durable, viii) Rationaliser la consommation énergétique de plus en plus déficitaire associée à des augmentations inexorables des prix des hydrocarbures, ix) Renforcer les capacités d'adaptation au changement climatique, x) Promouvoir la société du savoir, and xi) Adapter la gouvernance pour une meilleure promotion du développement durable.<sup>30</sup>



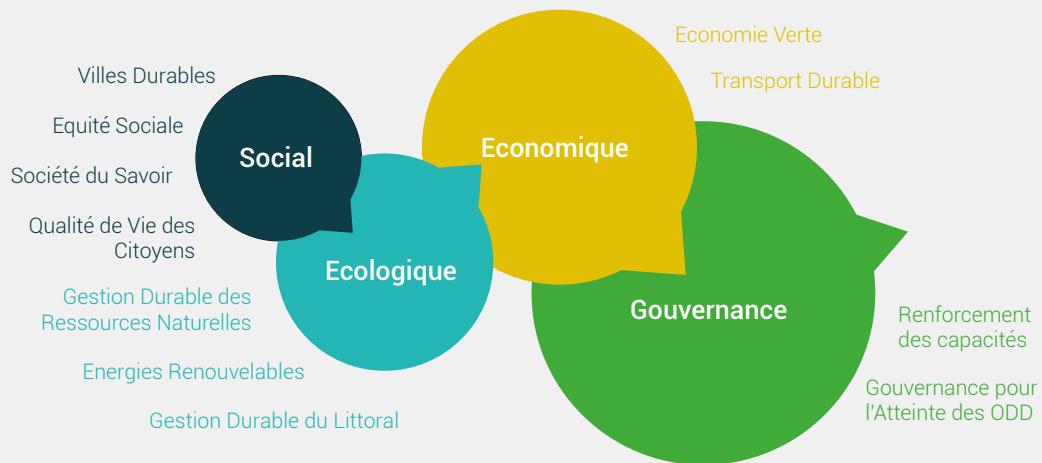


Figure 9: Piliers du Programme de développement durable de la Tunisie à l'horizon 2030

L'Agenda 2030 pour le développement durable est suivi conjointement par le Ministère tunisien des Affaires étrangères, qui est chargé du leadership diplomatique, et le Ministère du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale, en charge de la planification nationale, du pilotage technique et de la coordination interministérielle. Ce modèle de pilotage multipartite est fondé sur les meilleures pratiques internationales et les expériences acquises lors de l'élaboration, du suivi et de la mise en œuvre des plans de développement existants.<sup>31</sup>

### 1.3. Algérie

Depuis le Sommet de Johannesburg en 2002, l'Algérie a intensifié ses efforts en matière de protection de l'environnement et de développement durable, accordant ainsi une place prépondérante aux aspects sociaux et écologiques dans ses choix de modèle de développement. Ceci est principalement dû à l'industrialisation très peu dense du pays, qui ne contribue qu'à hauteur de 5% environ à la croissance économique, et ce qui ouvre de nouveaux horizons à la création de valeur. Les nouveaux secteurs de l'économie verte, tels que les énergies renouvelables, la gestion de l'eau et des déchets, l'éco-construction, les plantes médicinales et les services liés à l'environnement, sont considérés comme des leviers viables pour revitaliser la croissance économique dans un pays où la balance commerciale est principalement alimentée par l'exportation d'hydrocarbures. L'économie verte est également un catalyseur de l'innovation technologique verte, un facteur important pour la compétitivité et la résilience des PME/PMI.

Conformément à cette vision, le gouvernement algérien a mis en œuvre une Stratégie Nationale de l'Environnement (SNE) et un Plan National d'Actions pour l'Environnement et le Développement Durable (PNAE-DD) à travers l'adoption, entre autres, du Programme National de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (PROGDEM), du Plan de Protection du Littoral et du Plan National Climat (Figure 10).



En 2018, ces programmes et plans de développement, qui visaient principalement la protection de l'environnement, l'atténuation du changement climatique, la sécurité énergétique et la gestion des ressources en eau, ont été consolidés et articulés autour d'une stratégie de développement durable phare : La Stratégie Nationale de l'Environnement et du Développement Durable (SNEDD)<sup>32</sup>. Cette stratégie a permis de mutualiser les efforts pour atteindre les ODD. Elle est structurée autour de 7 axes stratégiques, 19 objectifs, 34 actions prioritaires et une centaine d'indicateurs de performance (Figure 11). La SNEDD a notamment constitué le socle de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable en Algérie.

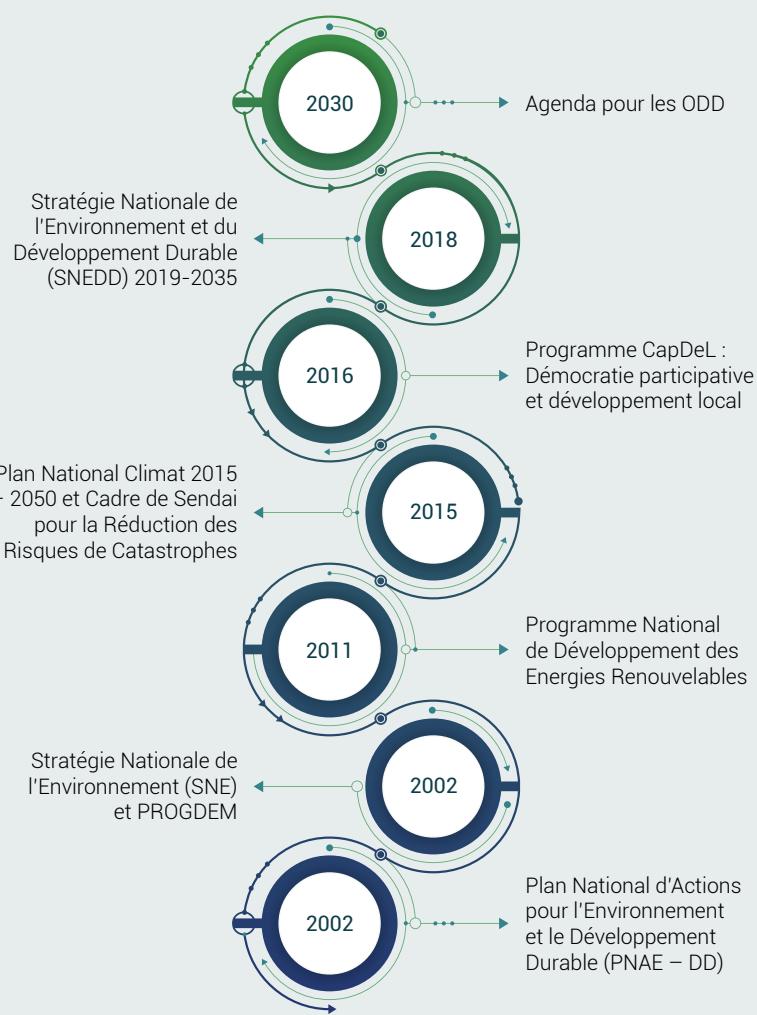


Figure 10: Principaux jalons du développement durable en Algérie





Figure 11: Stratégie Nationale de l'Environnement et les piliers du développement durable

L'Algérie a fait preuve d'un engagement conséquent en matière d'actions environnementales et de développement durable. Néanmoins, un accent supplémentaire doit être mis sur l'aspect social avec un effort particulier au niveau de l'égalité des sexes, de l'autonomisation des jeunes et des femmes, et de l'accès à une éducation de qualité.

Pour assurer la réussite de la mise en œuvre de la SNEDD, l'Algérie a mis en place un comité interministériel chargé de la coordination et du suivi des ODD, présidé par le Ministre des Affaires Etrangères<sup>33</sup>.

## 2. Réalisation en termes des ODD dans les pays du Maghreb

Les pays du Maghreb, comme la plupart des pays d'Afrique, sont confrontés à des défis structurels pour mettre en œuvre leurs stratégies de développement durable respectives. Le manque de cohérence des politiques entre les parties prenantes sectorielles et les niveaux de gouvernance, la sensibilisation et les capacités insuffisantes de la société civile, ainsi que le manque de ressources financières adéquates et des données fiables sont des obstacles majeurs à la mise en œuvre des ODD. Le suivi, le manque de ressources financières, de ressources statistiques, de clarté et de disponibilité des indicateurs sont les obstacles les plus importants dans plusieurs pays<sup>34</sup>.

Les stratégies de développement ambitieuses que les pays du Maghreb ont mises en avant ont en effet fourni à ces pays une base viable pour soutenir leur progression dans la réalisation des ODD. En 2019, les trois pays ont déployé des efforts pour améliorer leurs performances en ce qui concerne les défis de développement les plus pressants. Dans l'ensemble, les trois pays se sont classés dans les cinq premiers en termes du score de l'Indice et Tableaux de Bord des ODD en Afrique 2019 (Tableau 6). Toutefois, les scores de performance restent insuffisants par rapport aux normes internationales et les écarts les plus importants sont liés aux aspects du développement humain (Figure 12).

Classement	Pays	Score
2	Tunisie	66,19
3	Algérie	65,77
4	Maroc	64,37

Tableau 6. Classement de l'indice ODD - Région du Maghreb 2019



Figure 12. Tableau de bord ODD avec tendances - Région du Maghreb 2019

Source : CENTRE DES ODD POUR L'AFRIQUE et Le Réseau de Solutions pour le Développement Durable (2019) : Afrique 2020 : Indice et Tableaux de Bord des ODD

Le tableau de bord des ODD montre une faiblesse globale et significative en matière de réponse aux défis du développement durable dans les trois pays. À l'exception d'un seul ODD (ODD 1. Pas de pauvreté) qui a été entièrement atteint par l'Algérie, tous les autres ODD sont en dessous des niveaux de réalisation attendus par les trois pays selon des configurations relativement similaires. Les plus faibles performances sont constatées en ce qui concerne l'égalité entre les sexes (ODD 5), l'énergie propre et d'un coût abordable (ODD 7) et le travail décent et la croissance économique (ODD 8).

Les trois pays stagnent ou s'améliorent par rapport à ces ODD. Des défis importants sont principalement présents dans 10 des 17 ODD, avec des tendances générales à l'amélioration. Les ODD pour lesquels les efforts sont les plus prometteurs dans cette catégorie sont la bonne santé et le bien-être (ODD 3), l'eau propre et l'assainissement (ODD 6), et l'industrie, l'innovation et les infrastructures (ODD 9). Des défis demeurent pour les trois pays en ce qui concerne la réduction des inégalités (ODD 10), le Maroc et la Tunisie étant particulièrement confrontés à la réduction de la pauvreté (ODD 1) et à la promotion d'une consommation et d'une production responsables (ODD 12).

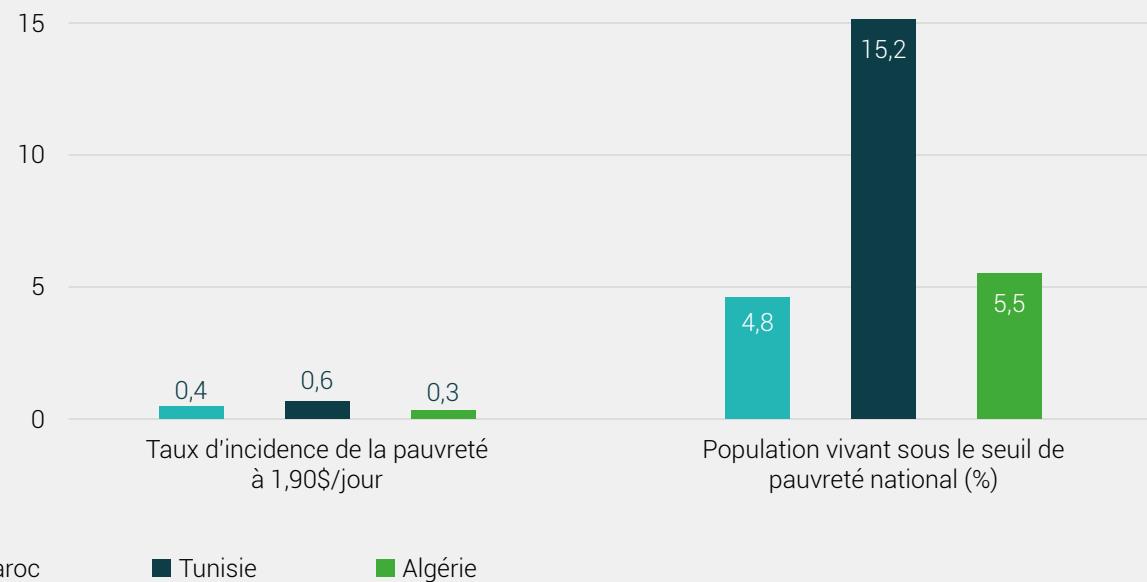


## 2.1. Évaluation thématique – ODD 1 : Pas de pauvreté

### 1 PAS DE PAUVRETÉ



En 2019, l'Algérie était le premier et le seul pays africain à avoir réussi à atteindre le premier objectif de développement durable, avec 0,3 % de la population vivant avec moins de 1,90 dollar par jour (PPA 2011), et 5,5 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté national.





**Le Maroc** a mis en œuvre de nombreuses initiatives pour renforcer la cohésion sociale et éradiquer l'extrême pauvreté.<sup>35</sup> L'un des programmes les plus importants est l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH), qui a permis à 5 millions de bénéficiaires d'améliorer leurs revenus et leur bien-être social grâce à 22 000 projets et un investissement de MAD 14 milliards au cours des six premières années d'activité. La deuxième phase a été lancée avec un budget de 21 milliards de dirhams.<sup>36</sup> Le Plan Maroc Vert est un autre programme de développement important qui visait directement à améliorer les revenus agricoles de 3 millions de personnes économiquement vulnérables vivant en milieu rural. Le gouvernement a lancé et développé plusieurs autres programmes visant à améliorer la situation des populations vulnérables, en particulier dans les zones rurales et suburbaines (exemples : Programme Dâam; Fonds d'Appui à la Cohésion Sociale; Espaces Multifonctionnels pour l'Autonomisation des Femmes; Programme Irtiqaa de Renforcement des Capacités pour les associations, coopératives et zones défavorisées; Centres d'Orientation et d'Assistance des Personnes en Situation de Handicap). Malgré ces efforts, de nombreux obstacles subsistent, notamment en ce qui concerne la mise en place d'une protection sociale pour tous (cible 1.3), l'accès aux services de base, aux technologies et aux ressources économiques (cible 1.4).<sup>37</sup>



**La Tunisie** a mis en place une politique multisectorielle pour améliorer les conditions de vie des populations et réaliser son agenda de développement. Pour lutter contre la pauvreté sous toutes ses formes et la précarité des enfants, le pays a défini une politique à cinq piliers s'articulant autour de la gratuité de l'enseignement, la subvention des produits de base, l'intégration socio-économique des personnes vulnérables via des activités génératrices de revenus, l'amélioration des conditions de vie dans les zones défavorisées et la généralisation du système de sécurité sociale et sanitaire. En 2018, 888 130 familles (30 % de la population) ont bénéficié des programmes d'assistance médicale (types 1 et 2) et 285 000 familles ont reçu une aide financière mensuelle<sup>38</sup>. La réforme complète du système de sécurité nationale qui a été menée en 2013 a eu un effet bénéfique direct sur la réduction de la pauvreté en garantissant un revenu de base minimum aux personnes âgées, aux personnes en situation de handicap, aux enfants et aux jeunes actifs incapables de générer des revenus pour cause de maladie ou de handicap. L'accès aux services de base tels que le transport, la technologie, la couverture médicale et les ressources économiques s'est amélioré grâce à diverses stratégies d'inclusion financière et sociale (exemples : Caisse Nationale d'Assurance Maladie, Carte Labes, Amen Social, Cartes Intelligentes, etc.). Des défis importants restent cependant à relever en ce qui concerne les cibles de développement 1.1, 1.2 et 1.4.



Depuis 2000, **l'Algérie** a mis en œuvre des plans de développement ambitieux et engagé d'importantes ressources financières pour promouvoir le développement humain. Cette politique a porté ses fruits en termes d'amélioration du bien-être de la population : l'Algérie a atteint le premier objectif de développement durable des Nations unies : l'élimination de la pauvreté. L'éradication de la pauvreté est le résultat de multiples efforts, à savoir l'élimination de l'extrême pauvreté et la réduction de la pauvreté nationale en termes monétaires (cibles 1.1 et 1.2) ; la garantie d'une protection sociale pour tous (cible 1.3) ; et l'accès abordable pour tous les Algériens aux services sociaux de base tels que la santé, une éducation de qualité, les infrastructures de base (énergie, etc.) et un logement décent (cible 1.4). Plusieurs mécanismes ont été déployés pour rendre ces réalisations possibles, notamment l'Agence de Développement Social, l'Agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes, le régime d'assurance chômage, les institutions de protection de l'enfance et les programmes nationaux d'assurance sociale pour les travailleurs et les retraités. A ce jour, 3 746 associations à vocation sociale et humanitaire sont agréées et opérationnelles, dont 119 qui gèrent des centres d'accueil pour l'enfance, les enfants handicapés et les personnes âgées<sup>39</sup>.

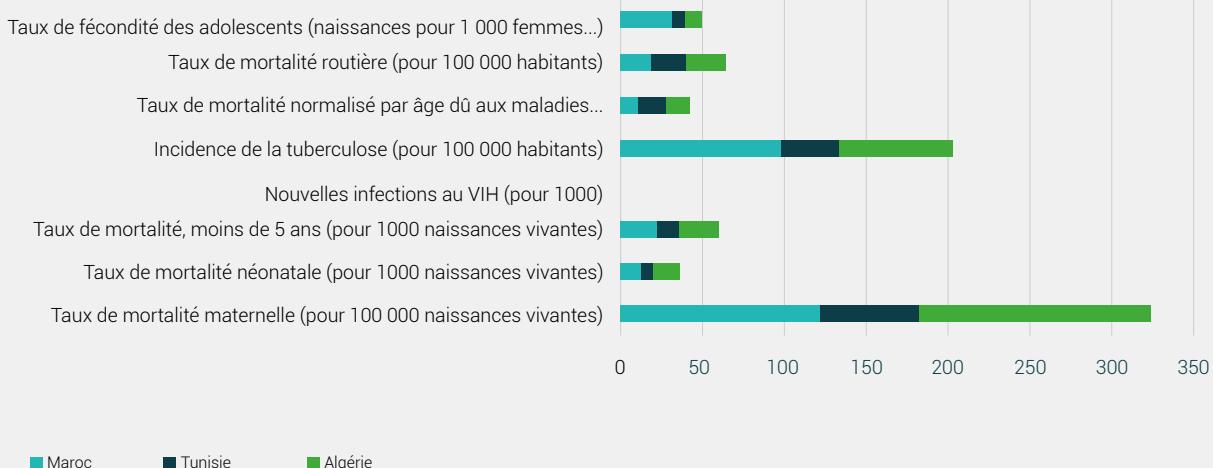
## 2.2. Évaluation thématique - ODD 3 : Bonne santé et Bien-être

### 3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

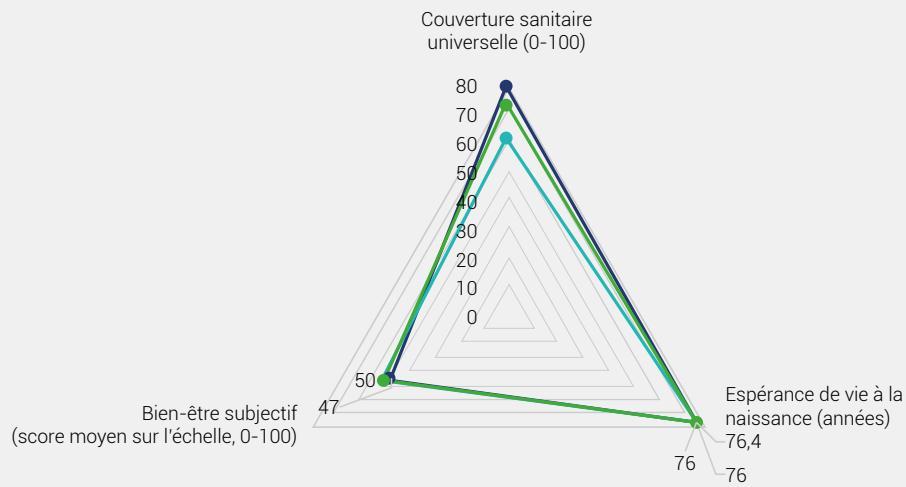


Les trois pays présentent de grandes similitudes dans la performance globale de l'ODD 3. Ils sont tous confrontés à d'importants défis en ce qui concerne les différentes cibles de développement, mais affichent une amélioration modérée vers la réalisation de l'objectif.

Relativement, la Tunisie obtient de meilleurs résultats que ses voisins du Maghreb en ce qui concerne la plupart des indicateurs clés de performance de l'ODD 3.



■ Maroc ■ Tunisie ■ Algérie



■ Maroc ■ Tunisie ■ Algérie



**Le Maroc** a réalisé une amélioration significative en matière de soins de santé et de bien-être. Le taux de mortalité des nourrissons et des jeunes enfants (0 - 4 ans) est passé de 30 pour mille en 2011 à 23,3 pour mille en 2018.<sup>40</sup> Une amélioration modérée a été enregistrée en ce qui concerne les taux de mortalité néonatale et les taux de mortalité maternelle par rapport à la dernière décennie (cibles 3.1 et 3.2).

Améliorer l'accès aux soins de santé de qualité dans les zones urbaines et rurales et réduire les inégalités d'accès aux services de santé est un défi majeur pour le pays. Plusieurs initiatives ont été mises en œuvre, tant pour renforcer les infrastructures existantes que pour améliorer les pratiques de gestion des hôpitaux et des unités sanitaires dans toutes les régions du pays. En outre, la maîtrise de la pénurie de ressources humaines dans les établissements de santé et le renforcement de leurs capacités constituent un défi permanent que le gouvernement a pour ambition de relever.<sup>41</sup> Bien que la mise en œuvre de programmes de santé publique ait permis d'améliorer la santé globale, de grandes inégalités subsistent entre les zones rurales et urbaines et entre les hommes et les femmes. En outre, les modes de vie (sédentarité, mauvaises habitudes alimentaires et dégradation de la qualité de l'environnement (air, sols, etc.)) ont entraîné ces dernières années une augmentation des maladies respiratoires et chroniques, en particulier dans les grandes villes à forte densité. Enfin, il est nécessaire de renforcer les actions visant à rattraper certains retards importants, notamment en renforçant la prévention et le traitement de l'abus de substances (cible 3.5), en assurant une couverture sanitaire universelle (cible 3.8) et en réduisant sensiblement le nombre de décès et de maladies (cible 3.9).



**La stratégie tunisienne** d'amélioration de la santé et du bien-être a permis d'accomplir des progrès substantiels dans la réalisation de cet objectif.<sup>42</sup> Le taux de mortalité maternelle est passé sous la barre des 70 pour 100 000 naissances (cible 3.1), et les taux de mortalité néonatale et infantile sont tombés respectivement à 7,5 et 13 pour 1 000 en 2018 (cible 3.2). La Tunisie a mis en place des programmes nationaux de dépistage de l'infection et de la propagation des maladies transmissibles (cible 3.3). Un programme national de lutte contre la tuberculose a été mis en œuvre et la tuberculose est désormais classée dans le pays comme une maladie évitable et curable avec un taux de mortalité inférieur à 1 pour 100 000 en 2018. La Tunisie s'engage dans le programme mondial initié par l'Organisation Mondiale de la Santé pour lutter contre les maladies non transmissibles (MNT) 2017-2025 (Cible 3.4). Par ailleurs, la stratégie nationale 2018-2025 pour la prévention et le contrôle des maladies non transmissibles est une approche multisectorielle qui vise à garantir une vie longue et saine pour tous d'ici 2025. Entre 2010 et 2015, le taux de mortalité attribué aux maladies cardiovasculaires, au cancer, au diabète ou aux maladies respiratoires chroniques pour la population âgée de 30 à 70 ans a légèrement diminué, passant de 12,4% à 12,1% pour les femmes et de 22,6% à 21,1% pour les hommes. La Tunisie s'est engagée à mettre en place une couverture sanitaire universelle (CSU), conformément au Pacte CSU 2030 signé en 2018 à Salalah. En 2018, le pays a affiché un indice de suivi de la CSU correct de 79,4 surpassant ses voisins du Maghreb (cible 3.8). Par ailleurs, la Tunisie a mis en place plusieurs programmes pour prévenir et réduire les maladies et les décès dus aux substances chimiques dangereuses et à la pollution (cible 3.9). Le pays a formalisé un programme de développement visant à promouvoir un mode de développement intégral fondé sur l'équité sociale et le bien-être de tous dans un environnement sain et préservé (Agenda 21 National).<sup>43</sup> Malgré ces efforts, plusieurs défis demeurent, notamment l'inégalité d'accès aux services de santé, le traitement des maladies chroniques, la pauvreté des ménages, la qualité des services et la gouvernance.



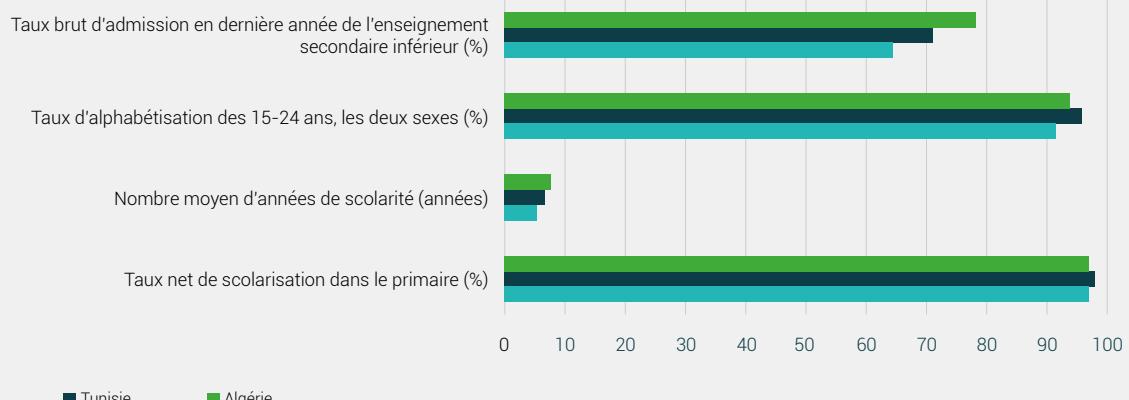
**L'Algérie** a maintenu ses efforts pour continuer à progresser vers la réalisation de l'ODD 3. Le gouvernement algérien a mis en œuvre un plan national de réduction de la mortalité maternelle pour la période 2015-2019. Le suivi de la grossesse et de l'accouchement est passé de 76 % en 1992 à 97,1 % en 2012-2013. Le taux de mortalité maternelle est passé de 117,4 décès pour 100 000 naissances en 1999 à 57,7 en 2016 (cible 3.1). Le taux de mortalité infantile (moins de 5 ans) est passé de 55,7 pour mille naissances vivantes en 1990 à 24,2 pour mille naissances vivantes en 2018 et la mortalité néonatale (moins de 28 jours) était estimée à 17,1 pour 1 000 naissances vivantes en 2018 (Cible 3.2). L'Algérie a réalisé une diminution nette des maladies transmissibles (cible 3.3) et a mis en œuvre de multiples initiatives pour lutter contre les maladies non transmissibles (cible 3.4) (par exemple, le Plan National de Lutte Contre le Cancer pour la période 2015-2019, le Comité National Multisectoriel de promotion de la Santé Mentale, etc.). De surcroît, le Gouvernement a défini un cadre légal en adoptant une loi pour lutter contre la consommation et le trafic de drogues (cible 3.5). L'Office National de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie a été créé pour lutter contre la toxicomanie et la dépendance et pour élaborer, proposer et mettre en œuvre une politique nationale permettant d'atteindre cet objectif de développement. Enfin, l'Algérie a entrepris d'importants efforts pour fournir des soins médicaux spécialisés couvrant l'ensemble du territoire national en développant les activités de soins à domicile, en créant des unités sanitaires mobiles pour les populations nomades et en fournissant des soins de santé aux patients dans les régions où certaines spécialités médicales ne sont pas disponibles (cible 3.8).

## 2.3. Évaluation thématique - ODD 4 : Éducation de qualité

### 4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



L'accès à une éducation de qualité est un défi important pour la plupart des pays africains. Si la Tunisie et l'Algérie ont affiché des résultats relativement meilleurs, le Maroc continue de faire face à des obstacles majeurs pour atteindre cet objectif de développement.





**Le Maroc** a lancé des réformes structurelles dans l'enseignement public primaire, secondaire et supérieur. Si la qualité n'a pas pu être sacrifiée, ces réformes "d'urgence" ont surtout visé à combler les importantes lacunes en matière d'infrastructures constatées dans ce secteur. Depuis 2015, une centaine de nouvelles écoles ont été ouvertes chaque année, avec 137 nouvelles écoles pour la seule année de 2019. Des efforts supplémentaires ont été déployés en faveur des zones rurales, notamment par la création d'écoles et de dortoirs communautaires dont le nombre de bénéficiaires a augmenté de 20%. En 2019, le taux de scolarisation a atteint 99% dans l'enseignement primaire et 91% dans le collège. Cependant, la déperdition scolaire reste un défi important. Si le taux d'abandon scolaire à l'école primaire a diminué, passant de 2,9 % en 2015 à 0,6 % en 2019, il atteint toujours un pic de 5 % dans les zones rurales.<sup>44</sup> Au collège, ce taux a légèrement diminué entre 2015 et 2019, passant de 12 % à 10,7 %, ce qui suggère des pertes importantes et des efforts supplémentaires à fournir, notamment pour les petites filles des zones rurales. L'enseignement préscolaire présente une autre carence majeure avec seulement 4 000 salles de classe en 2019. Néanmoins, le développement des synergies entre la formation professionnelle et l'éducation formelle, le renforcement des compétences et des capacités du personnel enseignant, ainsi que la promotion de l'éducation à la durabilité à différents niveaux, ont mis le pays sur la voie de la réalisation de l'ODD 4.<sup>45</sup>



Depuis son indépendance en 1956, **la Tunisie** a fait de l'éducation une priorité nationale. Le pays a adopté une stratégie ambitieuse pour que tous les Tunisiens aient accès à l'éducation, sans exception. Des écoles ont été construites dans les régions les plus reculées du pays et l'accès à l'éducation et à la formation a été ouvert à tous les enfants dès l'âge de 6 ans par une législation adoptée en 1958. En 2018, la Tunisie a démocratisé l'accès à l'éducation avec un taux de scolarisation dépassant 99% pour les enfants âgés de 6 à 11 ans, et un taux d'inscription dans les universités publiques de plus de 89%, ainsi que 37% des étudiants bénéficiant d'une bourse d'études<sup>46</sup>. Quatre axes majeurs sont suivis sous l'ODD 4 dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le développement durable de la Tunisie: i) Assurer un cycle complet d'éducation pour toutes les filles et tous les garçons (dès la petite enfance, dans le primaire et le secondaire), ii) Faciliter un accès abordable pour tous aux études supérieures et à la formation technique et professionnelle, iii) Éliminer les disparités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et garantir l'accès à l'éducation des plus vulnérables, et iv) généraliser l'éducation en vue du développement durable.

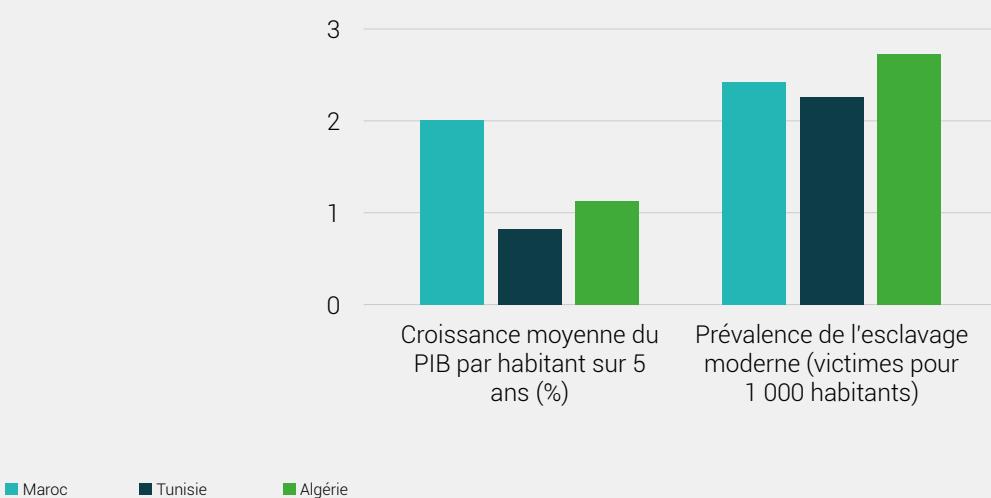
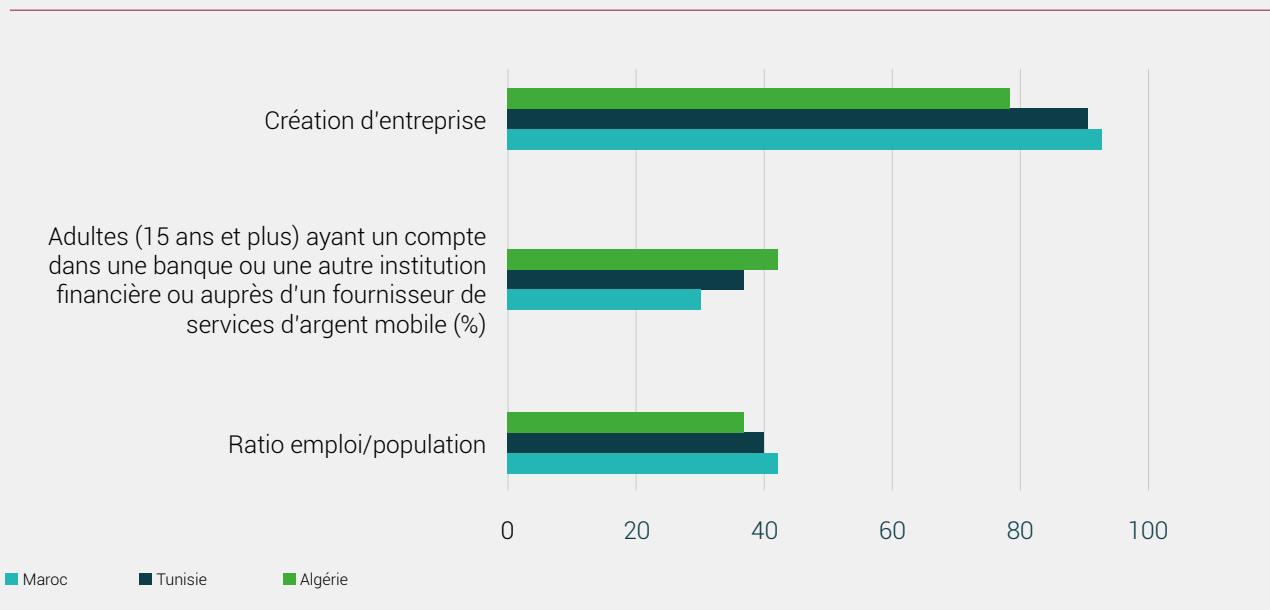


**L'Algérie** s'est engagée à réaliser l'ODD 4 à travers une politique nationale clairement définie. Le défi du pays consiste non seulement à généraliser l'accès à l'éducation, mais aussi à faire en sorte que ce système éducatif réponde aux critères de qualité et de performance avancés dans le cadre stratégique 2030. Les quatre objectifs principaux de la politique nationale d'éducation de l'Algérie sont : i) Offrir la meilleure éducation à tous, ii) l'égalité des chances du préscolaire à l'enseignement supérieur, iii) l'alphabétisation pour tous, et iv) l'éducation pour l'appropriation des valeurs universelles. Au cours de l'année 2018-2019, le taux de scolarisation dans les écoles primaires publiques a atteint 97%, et 96% dans les écoles secondaires. Ce nombre a augmenté entre 2000 et 2018 à un taux de 4 % par an. L'enseignement préscolaire a été progressivement généralisé à tous les enfants de 5 ans, avec le soutien des autorités publiques locales et institutionnelles, des associations et des organisations à but non lucratif, ainsi que du secteur privé. Le gouvernement algérien a concentré son attention sur les jeunes de 6 à 16 ans qui abandonnent l'école, par le biais de programmes spécifiquement ciblés, et a renforcé l'autonomisation des femmes au foyer et des jeunes filles dans les zones rurales par le biais de formations professionnelles qualifiantes.<sup>47</sup>

## 2.4. Évaluation thématique - ODD 8 : Travail décent et croissance économique



La plupart des pays africains sont confrontés à des défis majeurs dans la réalisation de l'ODD 8. Au Maghreb, l'Algérie et la Tunisie affichent des indicateurs de performance alarmants avec une évolution favorable pour l'Algérie. Le Maroc affiche une performance globale qui suggère des défis importants à relever.





**Le Maroc** a adopté une série de stratégies audacieuses pour accélérer la transition vers une économie verte et durable, qui constitue le deuxième pilier de la Stratégie Nationale de Développement Durable du pays. Le gouvernement a défini des cadres réglementaires adaptés et a mis en place de multiples initiatives intersectorielles suivies à différents niveaux ministériels pour assurer cette transition. Des subventions sont proposées pour soutenir les entreprises actives dans les domaines de l'énergie verte, de l'agriculture durable, du recyclage et de l'utilisation responsable de l'eau et des ressources naturelles. Une attention particulière est accordée aux territoires vulnérables, aux zones montagneuses et à la vie marine. Ces initiatives ont permis de maintenir le taux de croissance moyen du PIB par habitant sur 5 ans à 2 % en 2018<sup>48</sup> et contenir le taux de chômage à 10,1% au cours de la même année et le ramener à 9,2% en 2019.<sup>49</sup>



Après la révolution de 2011, **la Tunisie** n'a pas réussi à relancer la croissance pour réduire le chômage. Avec une faible reprise économique, le taux de croissance était de 1% en 2016, 1,9% en 2017 et 2,5% en 2018.<sup>50</sup> Le taux de chômage global était de 15,5% vers la fin de 2018, 12,5% pour les hommes et 22,9% pour les femmes. Ce taux était particulièrement élevé chez les diplômés de l'enseignement supérieur, avec 17,2 % et 38,8 % pour les hommes et les femmes respectivement. Face à ces défis, la Tunisie a mis en place un ensemble d'instruments et de programmes incitatifs visant à créer des emplois et à intégrer les catégories vulnérables sur le marché du travail (exemples : Programme Pays pour le Travail Décent en Tunisie 2017-2022, Contrat social, Conseil National du Dialogue Social, Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat 2019, Stratégie pour les Entreprises Sociales, Plan d'Action National de Lutte contre le Travail des Enfants en Tunisie, etc.). Cependant, malgré la multiplicité des stratégies et plans d'action, en l'absence d'un suivi rigoureux et d'une évaluation des résultats, peu de choses peuvent être dites sur l'efficacité des initiatives actuellement déployées. La Tunisie reste confrontée au chômage des jeunes et au travail des enfants (estimé à 7,9%), qui constituent les principaux obstacles à la réalisation de l'ODD 8.



La croissance du PIB **algérien** est fortement dépendante des hydrocarbures. En 2017, cette industrie représentait 20 % du PIB, 38 % des recettes budgétaires de l'État et 95 % des exportations.<sup>51</sup> Cette dépendance a entraîné des fluctuations de la croissance économique et un grave déclin économique lorsque les prix mondiaux du pétrole ont chuté. En 2018, le taux de croissance moyen du PIB par habitant sur 5 ans était de 1,1 %, soit un net recul par rapport au taux de 3,5 % enregistré sur la période 2002-2017.<sup>52</sup> Dans un tel contexte, la restructuration et la diversification de l'économie constituent le premier défi auquel le pays est confronté. Le chômage de la population active, établi à 11,7% en 2018 contre 30% en 2000, reste un défi majeur, notamment chez les jeunes. Pour relever ces défis en s'alignant sur l'Agenda 2030, l'Algérie a mis en avant une politique économique visant à : i) Promouvoir une économie diversifiée et une croissance durable et soutenue, ii) Améliorer la productivité et moderniser les infrastructures technologiques, iii) Créer plus d'emplois pour réduire le chômage et assurer une meilleure répartition des richesses, et iv) Défendre et consolider les droits des travailleurs conformément aux engagements internationaux de l'Algérie.

### 3. L'impact du Covid-19 sur la réalisation des ODD dans la région du Maghreb

La pandémie du Covid-19 pose de sérieux défis à l'économie et au bien-être global. Les pays africains feront partie des pays les plus sévèrement touchés par les externalités de cette crise. Même si, pour l'instant, ces pays sont moins touchés que le reste du monde, la vulnérabilité de leurs économies, la faiblesse de leurs infrastructures médicales et la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales auront des effets négatifs considérables sur la croissance. Le Maroc, la Tunisie et l'Algérie ne font pas exception à cette tendance continentale. Les répercussions de la crise du Coronavirus se feront sentir dans plusieurs secteurs et à plusieurs niveaux :

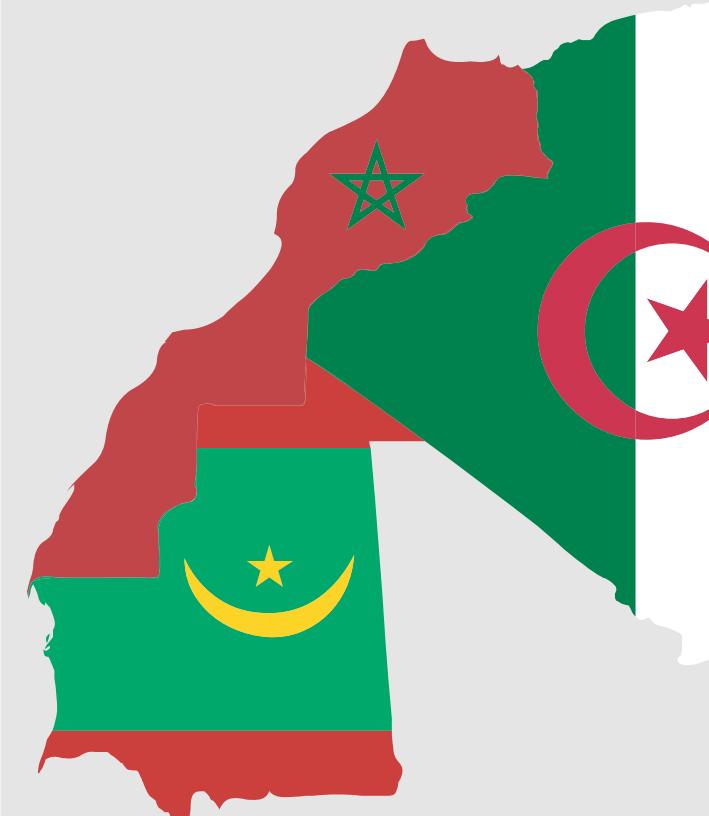


#### Croissance Economique ODD 8

La forte dépendance des économies africaines en général envers les économies étrangères laisse présager des retombées économiques négatives pour le continent, estimées à une perte moyenne de 1,5 point sur la croissance économique 2020.<sup>53</sup> Cette perte s'explique principalement par une dépendance persistante aux prix mondiaux des matières premières. Au Maghreb, l'économie algérienne dépend en grande partie des hydrocarbures et de l'exportation du pétrole. La chute des prix du pétrole fin 2014 a contribué à une baisse significative du

PIB national qui est tombé à 2,3% en moyenne sur la période 2015-2017. Aujourd'hui, la pandémie actuelle devrait engendrer des conséquences encore plus désastreuses. Avec un pétrole brut confronté au plus grand choc en termes de demande de son histoire - en dessous de 30 dollars le baril en raison notamment de l'arrêt du commerce mondial et du désaccord sur la production entre l'Arabie saoudite et la Russie, le plus gros coup économique sera surtout ressenti par les économies dépendantes des matières premières, comme l'Algérie. En effet, le Fonds Monétaire International estime que chaque baisse de 10 % des prix du pétrole réduira, en moyenne, la croissance des exportateurs de pétrole de 0,6 % et augmentera les déficits budgétaires globaux de 0,8 % du PIB. Les prix des produits de base non pétroliers ont également baissé depuis janvier, les prix du gaz naturel et des métaux ayant chuté respectivement de 30 % et de 4 %.<sup>54</sup>

Les industries du tourisme et des compagnies aériennes seront également touchées par la crise du Covid-19 avec la généralisation de la distanciation sociale, des restrictions de voyage et de la fermeture des frontières. L'IATA estime la contribution économique de l'industrie du transport aérien en Afrique à 55,8 milliards de dollars, soutenant 6,2 millions d'emplois et contribuant à 2,6% du PIB. Avec les fermetures d'aéroports dues au Covid-19, les compagnies aériennes africaines ont déjà perdu 4,4 milliards de dollars de revenus en date du 11 mars 2020 et devraient connaître une baisse de 42 % selon la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement de 2019. Au Maroc et





en Tunisie, le tourisme contribue à hauteur de 7 % et 13,8 % au PIB, avec respectivement 12,3 millions et 8,3 millions de touristes.<sup>55,56</sup> L'interruption de l'industrie hôtelière mondiale entraînera des pertes substantielles pour ces pays en termes d'emplois et de valeur économique.

Les exportations et les importations seront également affectées par les externalités de cette pandémie mondiale. Le commerce devrait chuter d'au moins 35 % pour les pays africains par rapport au niveau atteint en 2019, ce qui se traduirait par une perte estimée à environ 270 milliards de dollars. Les principaux partenaires commerciaux des pays du Maghreb sont l'Union européenne, la Chine et les États-Unis. Pour ces pays, 59 % des exportations sont dirigées vers l'Europe, et avec la chute des prix du pétrole brut et la contraction de la demande, le commerce connaîtra une forte baisse en volume et en valeur. Pour le Maroc, l'interruption brutale des chaînes d'approvisionnement mondiales entraînera des pertes profondes pour l'industrie automobile (-44%) et pour les exportations de phosphates qui représentaient respectivement 6 % et 4,4 % du PIB sur la période 2017-2019. Les prix mondiaux des produits de base, tels que le blé, le riz et le thé, pourraient avoir un impact sévère sur la balance commerciale des pays du Maghreb qui sont des importateurs nets de ces produits. Un tel impact pourrait s'aggraver avec une prolongation de la crise jusqu'à la fin de 2020.

Outre la diminution des recettes fiscales collectées en interne en raison du quasi-gel de l'activité économique, les sources de financement externes subiront également de

brusques pénuries. Pour les pays du Maghreb, les envois de fonds, qui ont été la source la plus importante et la plus régulièrement croissante de flux financiers internationaux provenant principalement de l'Europe, pourraient diminuer drastiquement en raison de la morosité de l'activité économique mondiale. Les investissements directs étrangers devraient également diminuer, contrairement à la hausse sans précédent de 11 % enregistrée en 2019 sur le continent<sup>57</sup>. Le Maroc, qui figurait parmi les cinq premiers pays bénéficiaires en 2017 des IDE (USD 3,6 milliards, +35,5 %), pourrait connaître une baisse substantielle de ces flux (-5 % et -15 % en 2020).



#### Bien-être social ODD 1 et ODD 3

Les répercussions sociales de la pandémie du Covid-19 ont été effroyables. Les taux de morbidité et de mortalité ont été sans précédent, même dans les pays les plus développés, qui ont été confrontés à une surcharge de leurs infrastructures et à une incapacité à faire face à l'augmentation imprévue du nombre de patients infectés. En Afrique et au Maghreb, même si le taux d'infection a été plus lent et plus bas que dans le reste du monde, le manque d'infrastructures médicales de base et l'incapacité des gouvernements à financer les services de santé, en partie à cause de la baisse des recettes fiscales, pourraient conduire, en l'absence de mesures drastiques, à une propagation envahissante du virus et à une incapacité

à contenir ses impacts à court et moyen termes.

Les dépenses publiques consacrées aux services sociaux seront affectées par la pénurie de ressources qu'engendrera la crise liée au Covid-19. Les dépenses pour le développement des infrastructures pourraient chuter d'au moins 25 % en raison de la baisse des recettes fiscales et de la difficulté à mobiliser des ressources extérieures. Les pays du Maghreb connaîtront également une pénurie de médicaments et d'équipements de santé, étant donné que leurs principaux fournisseurs, l'Union européenne et l'Asie, ont interrompu la fabrication de médicaments en raison de la pandémie.

Cette crise sanitaire sera exacerbée par une crise de pauvreté causée par des pertes d'emplois massives. Au Maroc, 810.000 emplois ont été temporairement perdus à fin avril 2020 et 113.000 entreprises ont déclaré un arrêt de travail temporaire depuis le 15 mars en raison de la crise du Covid-19 selon le Ministère de l'Emploi. Ces chiffres sont aggravés par le secteur informel qui emploie plus de 70% de la population et contribue à environ 30% du PIB. Les femmes seront les plus durement touchées par cette pandémie qui amplifiera les inégalités déjà existantes. Selon l'ONU Femmes au Maroc, l'impact disproportionné de la crise sanitaire et du confinement sur les femmes entravera davantage leur accès aux ressources et aux activités génératrices de revenus, intensifiant ainsi les multiples formes de discriminations et de vulnérabilités.

Ces tendances sont similaires à travers l'Algérie et la Tunisie où des centaines de milliers de salariés

se retrouvent sans emploi et sans compensation, l'Etat ne pouvant subvenir aux besoins de tous. Les plus vulnérables doivent défier la mort au quotidien pour subvenir à leurs besoins les plus élémentaires selon l'ONG CONECT.

Cependant, à mesure que la crise se déroule, le défi le plus délicat pour les pays du Maghreb est de maintenir les populations dans le strict respect des mesures de confinement. Un échec dans ce domaine pourrait être dévastateur pour ces pays. Le Ministre tunisien de la santé a déploré qu'une minorité nuise à la majorité et a dépeint un scénario infernal si le relâchement actuel persiste.<sup>58</sup>

### **Surmonter la crise et l'après-crise : Intégration du développement durable**

L'intégration du développement durable dans les modèles d'affaires des organisations s'est avérée efficace pour surmonter la crise mondiale, réinventer les pratiques commerciales et les paradigmes de gestion.<sup>59,60</sup> Ce nouvel impératif est devenu encore plus essentiel avec la crise du Covid-19 qui a provoqué le gel de l'économie mondiale pendant plusieurs mois et amené les leaders du monde à remettre en question les modèles de croissance existants.<sup>61</sup>

Dans la région du Maghreb, les efforts de durabilité ont été progressivement intégrés dans les activités commerciales et institutionnelles, principalement sous l'impulsion des programmes de développement politique et des priorités nationales. Toutefois, ces efforts sont restés insuffisants face à une situation socio-économique de plus en plus difficile.



## Conclusion

Comme évoqué, les pays du Maghreb ont mis en place un certain nombre de stratégies pour relever les défis du développement durable en impliquant tous les acteurs politiques ainsi que la société civile. Cependant, des défis structurels demeurent, entravant la réalisation des ODD. La pandémie du Covid-19 va intrinsèquement exacerber les économies déjà vulnérables du Maghreb, mais l'intégration de modèles de développement durable dans les stratégies des pays, des entreprises et des institutions financières contribuera certainement à atténuer l'impact de la crise et à construire des économies/sociétés plus résilientes.

Le chapitre suivant, intitulé "Intégration du développement durable dans les modèles d'affaires des Institutions Financières islamiques du Maghreb", explore les facettes et les mécanismes d'une telle intégration et dévoile les principales opportunités et les principaux défis auxquels sont confrontés les pays du Maghreb pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies axées sur le développement durable au sein des institutions financières islamiques.

# INTÉGRATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES MODÈLES D'AFFAIRES DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ISLAMIQUES DU MAGHREB

## Principales conclusions

- Bien que la finance islamique ait été présente au Maghreb depuis les années 1990, le développement du secteur n'a commencé qu'au cours de la dernière décennie.
- La part de marché de la finance islamique dans la région est encore très faible mais les perspectives de croissance sont importantes
- Outre la conformité à la Charia, les institutions financières islamiques ne proposent pas un avantage concurrentiel majeur par rapport aux acteurs de la finance conventionnelle.
- Le développement durable est rarement intégré dans le modèle d'affaires des institutions financières islamiques de la région. Au mieux, ces institutions prennent des initiatives isolées en matière de responsabilité sociale des entreprises.
- Aborder les questions du développement durable par le biais du modèle d'affaires principal constitue un positionnement logique et prometteur pour les institutions financières islamiques de la région.

“

Ce chapitre présente l'industrie de la finance islamique dans les pays du Maghreb, la logique qui justifie l'intégration de la durabilité dans le modèle d'affaires des institutions financières islamiques et les principaux défis qui empêchent ces institutions d'intégrer de telles initiatives dans leurs modèles d'affaires.

”

## 1. Aperçu Général de la Finance Islamique et Sociale dans les pays du Maghreb

### 1.1. Le Secteur Bancaire Islamique

#### 1.1.1. Le Secteur Bancaire Islamique au Maroc

En octobre 2006, la Banque Centrale du Maroc (Bank Al Maghrib) a autorisé les banques conventionnelles à proposer des produits de financement alternatif basés sur les contrats Ijara, Mourabaha et Moucharaka. En mai 2010, la première société de financement alternatif, Dar Assafaa, filiale à 100 % d'Attijariwafa Bank, a obtenu la licence de Bank Al Maghrib pour proposer des produits alternatifs de financement immobilier. Ces produits alternatifs n'étaient pas compétitifs d'un point de vue tarifaire par rapport aux produits bancaires conventionnels en raison de l'absence de la neutralité fiscale et de l'absence d'un écosystème favorable (Takaful, instruments de marchés de capitaux, etc.).

En 2015, l'industrie de la finance islamique ou finance participative (terminologie adoptée par le régulateur) a connu un tournant. Selon la loi 103-12, les banques participatives sont autorisées à proposer leurs produits et services après l'approbation du Conseil supérieur des Oulémas (Comité National des spécialistes de la Charia).

Au total, Bank Al Maghrib a accordé des licences à cinq banques islamiques à part entière et à quatre fenêtres (voir le Tableau 7 ci-dessous).

Banques Islamiques au Maroc	Nature	Actionnaire(s)
Bank Assafa	Banque Islamique à part entière	Attijariwafa bank
Umnia Bank	Banque Islamique à part entière	CIH bank, CDG et Qatar International Islamic Bank
Bank Al Yousr	Banque Islamique à part entière	BCP et Guidance Financial Group
Al Akhdar Bank	Banque Islamique à part entière	Crédit Agricole et ICD (Banque Islamique de Développement)
Bti Bank	Banque Islamique à part entière	BMCE Bank of Africa et Al Baraka Group
Dar Al Amane	Fenêtre	Société Générale
BMCI Najmah	Fenêtre	BMCI (BNP Paribas Group)
Arreda	Fenêtre	Crédit du Maroc (Groupe Crédit Agricole)
Sanad Tamwil	Fenêtre	CCG (fonds national de garantie)

Tableau 7: Liste des institutions bancaires islamiques (participatives) marocaines

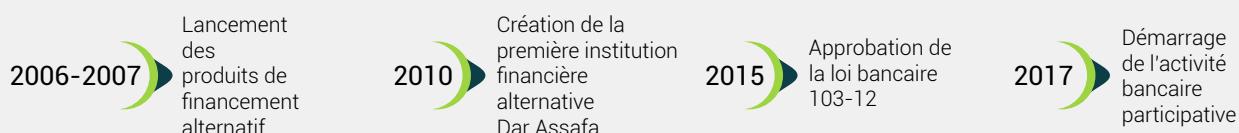


Figure 13: Les grandes étapes du secteur bancaire islamique marocain

“  
À fin 2019, le nombre d'agences bancaires islamiques a dépassé 127 sur l'ensemble du territoire marocain.  
”

Selon les statistiques monétaires de janvier 2020 de la Banque Centrale, le total des actifs du secteur bancaire islamique était d'environ MAD 12,85 milliards<sup>62</sup> (US\$1,3 milliard) avec une part de marché qui ne dépasse pas 1%<sup>63</sup> du total des actifs du secteur bancaire. Le financement participatif total en décembre 2019 a atteint MAD 9,1 milliards<sup>64</sup> (US\$ 962 millions). Par ailleurs, le total des dépôts a atteint MAD 3,964 milliards (US\$ 413 millions) selon le même rapport.

À fin 2019, le nombre d'agences bancaires islamiques a dépassé 127<sup>65</sup> sur l'ensemble du territoire marocain. Actuellement, les banques islamiques marocaines s'appuient sur la Mourabaha comme le seul produit disponible pour le financement des biens immobiliers, des véhicules, des matières premières, des équipements et des stocks pour les particuliers et pour les entreprises. En ce qui concerne les dépôts, les banques participatives marocaines proposent des comptes chèques et des comptes d'investissement basés sur la Moudaraba (partage des profits et des pertes). En ce qui concerne le refinancement, les banques participatives marocaines proposent la Wakala bil Istithmar aux investisseurs financiers et non financiers désireux d'investir dans le respect de la Charia. Pour compléter cet instrument de refinancement, la Banque Centrale envisage de mettre en place un marché interbancaire conforme à la Charia.

La Figure 14 résume les produits participatifs actuellement offerts sur le marché marocain. Les offres actuelles ne couvrent pas tous les besoins des clients. Les produits Mousharaka, Moudaraba et Istisna' ne sont pas disponibles et les contrats et circulaires Ijara et Salam viennent d'être publiés en mai 2020 mais n'ont pas encore été commercialisés par les banques. Globalement, le secteur bancaire participatif marocain est largement orienté vers le financement de l'immobilier principalement pour les particuliers (environ 85% du portefeuille de financement des banques).<sup>66</sup>

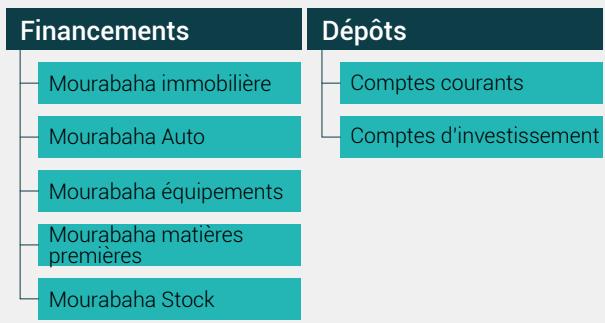


Figure 14: Les principaux produits du secteur bancaire participatif marocain en 2019

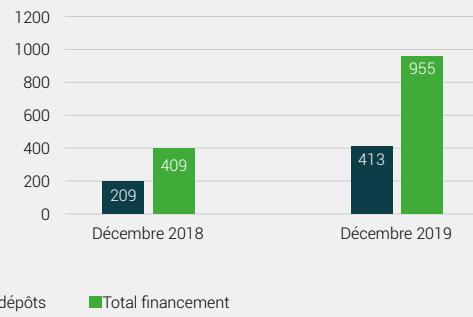


Figure 15: Total des dépôts et financements participatifs entre décembre 2018 et 2019 (en millions de dollars US)<sup>67</sup>



Selon la Figure 15, le montant total des dépôts et financements participatifs a doublé entre décembre 2018 et 2019. Le total des financements a atteint US\$955 millions en décembre 2019 contre US\$409 millions en 2018 (croissance de 133% entre 2018 et 2019). Le total des dépôts en décembre 2019 a atteint US\$413 millions contre US\$209 millions en 2018 (croissance de 97%). Il convient de noter que contrairement à la Tunisie et à l'Algérie, les dépôts des banques islamiques au Maroc ne couvrent que la moitié des financements, ce qui oblige les institutions bancaires islamiques à refinancer leur activité à travers la Wakala bil Istithmār auprès des investisseurs institutionnels.

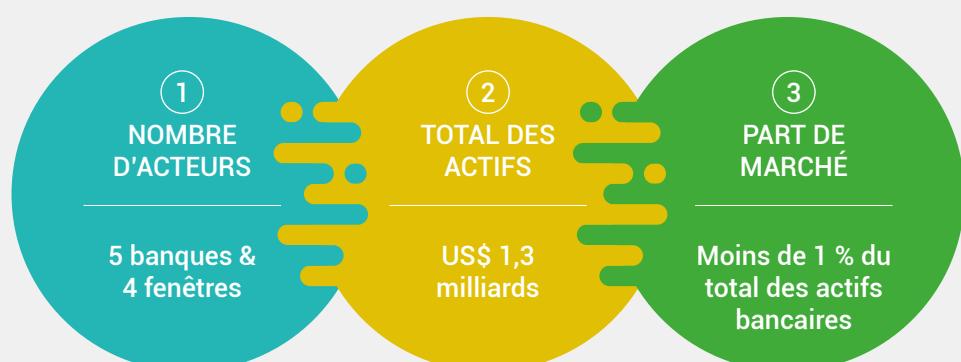


Figure 16: Chiffres clés du secteur bancaire islamique au Maroc en 2019

### 1.1.2. Le Secteur Bancaire Islamique en Tunisie

Au cours de la dernière décennie, l'industrie bancaire islamique tunisienne a connu des développements importants, tant du point de vue commercial que réglementaire. En 2016, la Banque Centrale de Tunisie (BCT) a adopté une loi relative aux services bancaires conformes à la Charia (48-2016). Cette loi établit un cadre juridique spécifique régissant l'exercice des opérations des banques islamiques en permettant aux banques et aux institutions financières conventionnelles de s'engager dans des activités bancaires islamiques après l'autorisation de la Banque Centrale. En outre, la BCT a émis, le 14 octobre 2019, des circulaires complémentaires à cette loi. Les circulaires publiées couvrent, entre autres, les opérations de finance islamique (Mourabaha, Istisna' et Mousharaka), les dépôts d'investissement, les fenêtres islamiques et les droits et obligations des banques et des institutions financières. Avant l'exemption de la double imposition en 2016, les produits islamiques proposés étaient coûteux par rapport à leurs homologues conventionnels, ce qui était principalement dû à la taxe sur la valeur ajoutée appliquée à la marge bénéficiaire et à la double imposition sur le transfert de propriété.

Trois banques islamiques opèrent actuellement en Tunisie (Tableau 8). Al Baraka Bank a commencé ses opérations en 1983 en tant que banque offshore (Beit Ettamwil Tounsi Saoudi - Best Bank) avant l'existence de tout cadre réglementaire de la banque islamique. En 2010, Banque Zitouna est entrée sur le marché en tant que première banque islamique on-shore, suivie en 2014 par Al Baraka Bank en tant que banque à part entière. Enfin, Wifak Bank a introduit ses produits bancaires islamiques sur le marché tunisien en 2015.

Banques islamiques en Tunisie	Nature	Actionnaire(s)
Al Baraka Bank	Banque Islamique à part entière	Al Baraka Banking Group, l'Etat Tunisien, Caisse Nationale de Sécurité Sociale et autres
Banque Zitouna	Banque Islamique à part entière	Majda Tunisia, Groupe Triki, Pouline Group, Société centrale laitière du cap bon et Mokhtar Group holding
Wifak Bank	Banque Islamique à part entière	ICD et des investisseurs locaux

Tableau 8: Liste des institutions bancaires islamiques tunisiennes



Figure 17: Étapes importantes du secteur bancaire islamique tunisien

Les actifs totaux du secteur bancaire islamique tunisien s'élèvent à environ US\$10 milliards, ce qui représente approximativement 5,1%<sup>68</sup> en termes de part de marché en 2019.

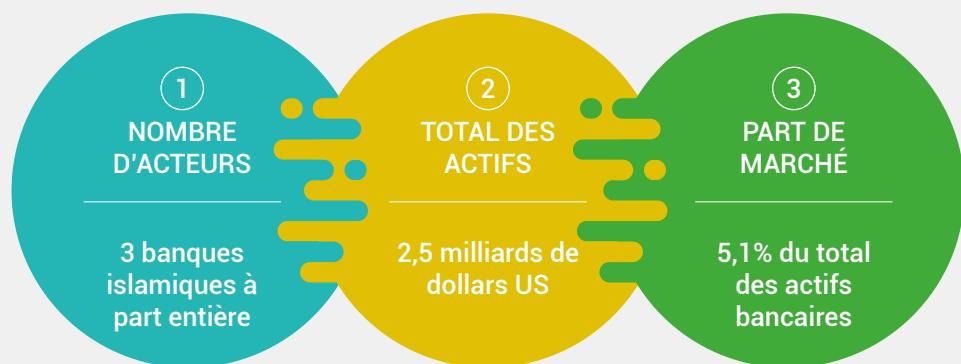


Figure 18: Chiffres clés du secteur bancaire islamique tunisien en 2019<sup>69 70</sup>

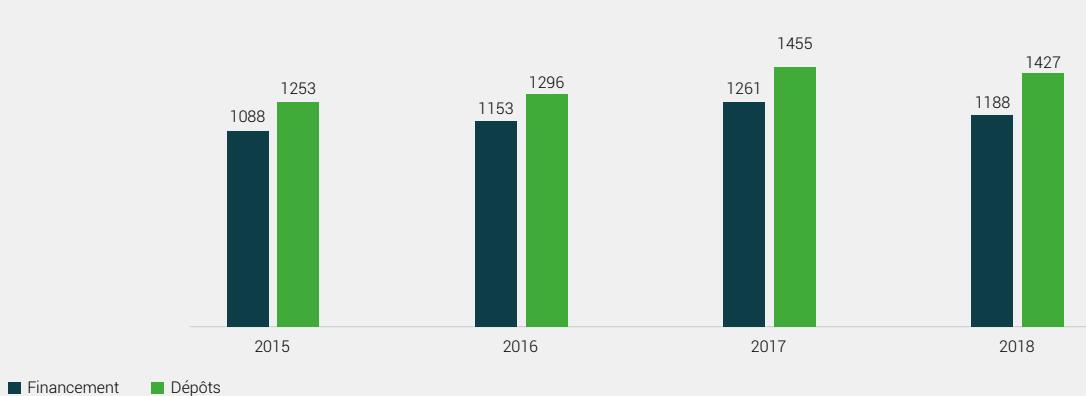


Figure 19: Évolution du financement total et des dépôts totaux conformes à la Charia entre 2015 et 2018 (en millions US\$)<sup>71</sup>



Figure 20: Evolution des financements Mourabaha et Ijara proposés par les banques islamiques tunisiennes entre 2015 et 2018<sup>72</sup>, en millions US\$

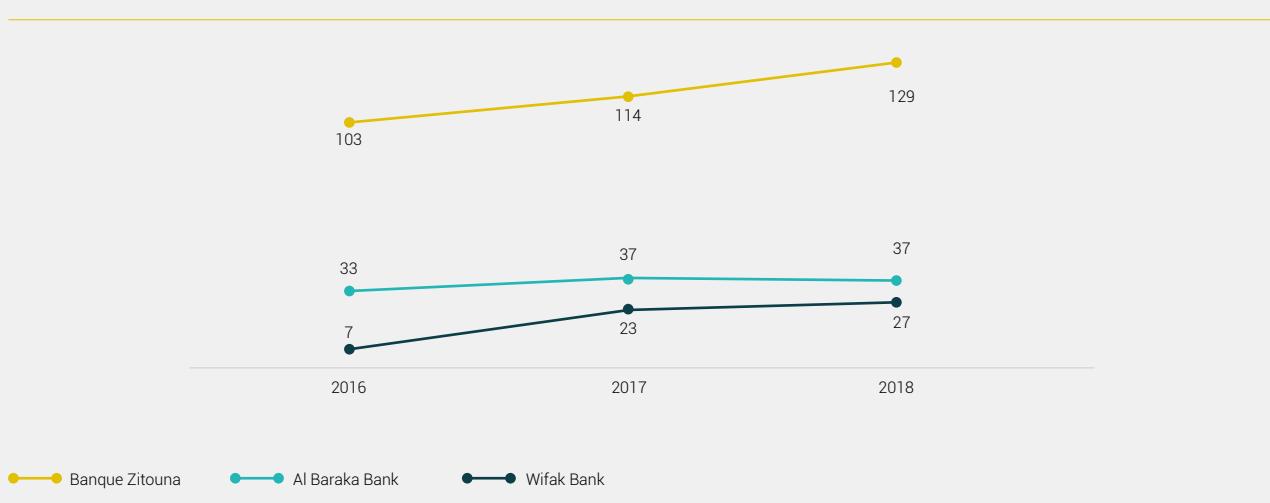


Figure 21: Evolution du nombre d'agences des trois Banques Islamiques<sup>73</sup>

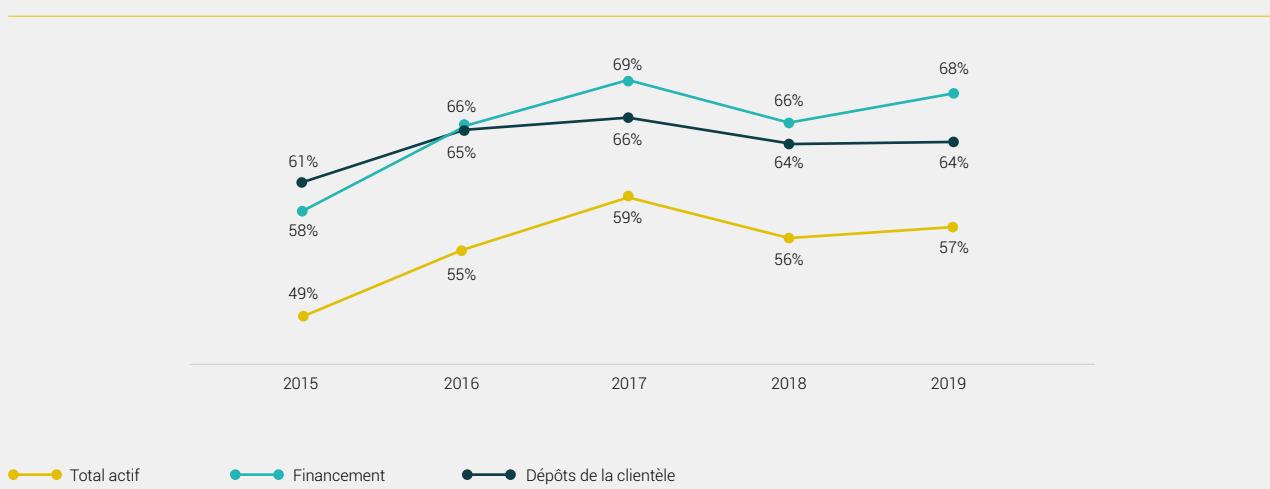


Figure 22: Evolution de la part de marché de Banque Zitouna (total actif, financement et dépôts de la clientèle)<sup>74</sup>

Au cours des dernières années, les institutions bancaires islamiques tunisiennes ont enregistré des résultats plutôt positifs en termes de financement et de dépôts, bien que leur croissance ait connu un ralentissement ces dernières années, comme le montre la Figure 19. Par ailleurs, le nombre total d'agences bancaires islamiques ne cesse d'augmenter (Figure 21) pour atteindre 197 agences en 2019 couvrant la majeure partie du territoire tunisien.<sup>75</sup> Comme l'indique la Figure 22, Banque Zitouna est le leader du marché en termes de financement et de dépôts.



### 1.1.3. Le Secteur Bancaire Islamique en Algérie

Al Baraka Bank d'Algérie, première banque islamique du Maghreb, est entrée sur le marché juste après que la nouvelle loi bancaire du 14 avril 1990 ait mis fin au monopole de l'Etat. Son arrivée sur le marché est le résultat d'une joint-venture entre la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural d'Algérie (BADR) et Al Baraka Banking Group. Al Baraka Bank a commencé ses activités bancaires sans aucun cadre réglementaire lié à la banque islamique.

Depuis 2018, la Banque Centrale Algérienne a mis en place un cadre réglementaire autorisant à la fois les Banques Islamiques (participatives) et les fenêtres. Ce cadre définit les produits suivants qui sont offerts par les institutions bancaires islamiques algériennes: Mourabaha, Moucharaka, Moudaraba, Ijara, Istisna', Salam, comptes chèques et comptes d'investissement. Comme au Maroc, les produits et opérations bancaires islamiques doivent être approuvés par un comité national de la Charia (Haut Conseil Islamique). De plus, les activités des fenêtres doivent être séparées de l'organisation mère du point de vue comptable, organisationnel ainsi qu'en termes de ressources humaines.<sup>76</sup>

Aujourd'hui, deux banques (Al Baraka Bank et Al Salam Bank) et deux fenêtres (Trust Bank et Gulf Bank Algérie) proposent des produits bancaires conformes à la Charia (Tableau 9). Tous ces acteurs ont commencé à opérer dans le pays en l'absence de tout cadre réglementaire de la finance islamique, qui est toujours en cours de finalisation. En termes de performance, les Figures 25 et Figure 26 montrent une forte croissance des dépôts et des financements bancaires totaux de 2012 à 2018 pour Al Baraka et Al Salam Bank. Cependant, selon un rapport de l'IFSB publié en 2019, la part de marché du secteur bancaire islamique algérien ne dépasse pas 2 % avec un total d'actifs d'environ USD 1 milliard.<sup>77</sup> Enfin, le nombre des agences bancaires islamiques en Algérie est faible par rapport au Maroc et à la Tunisie. (Figure 27).



Figure 23: Les grandes étapes du secteur bancaire islamique algérien

Banques islamiques en Algérie	Type	Actionnaires(s)
Al Baraka Bank	Banque islamique à part entière	Al Baraka Banking Group
Al Salam Bank	Banque islamique à part entière	Mr. Almahiri, Al Salam Bank Bahrain, L.C.B Investment Holding Company et autres
Gulf Bank Algérie	Fenêtre	Burgan Bank, TIB et JKB
Trust Bank	Fenêtre	Trust Algeria Investment Company, Compagnie d'Assurances et Réassurance Générale Du Qatar, Trust Algeria Assurances Et Réassurance et autres

Tableau 9: Liste des institutions bancaires islamiques algériennes

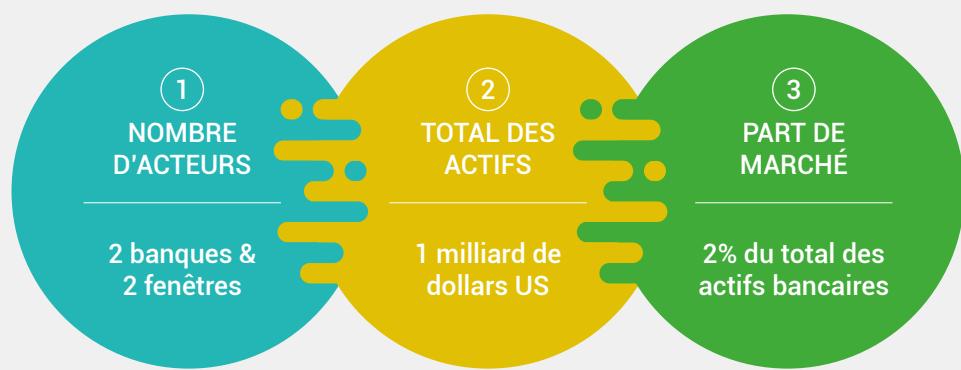


Figure 24: Indicateurs clés du secteur bancaire islamique algérien

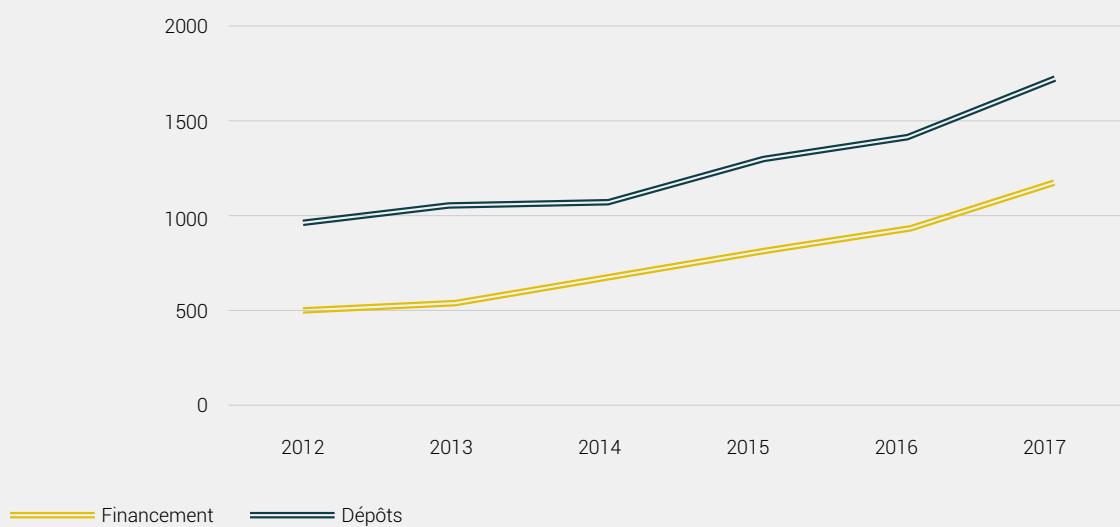


Figure 25: Al Baraka Bank d'Algérie - évolution du financement total et des dépôts entre 2012 et 2017 (en US\$ millions)<sup>78</sup>

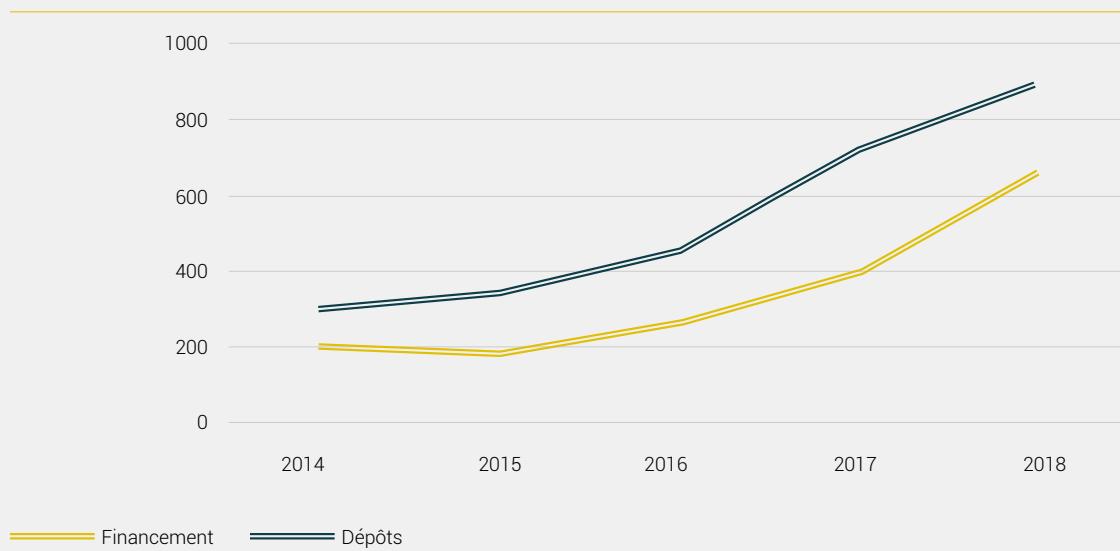


Figure 26: Evolution des financements et des dépôts d'Al Salam Bank entre 2014-2018 (en US\$ millions)<sup>79</sup>

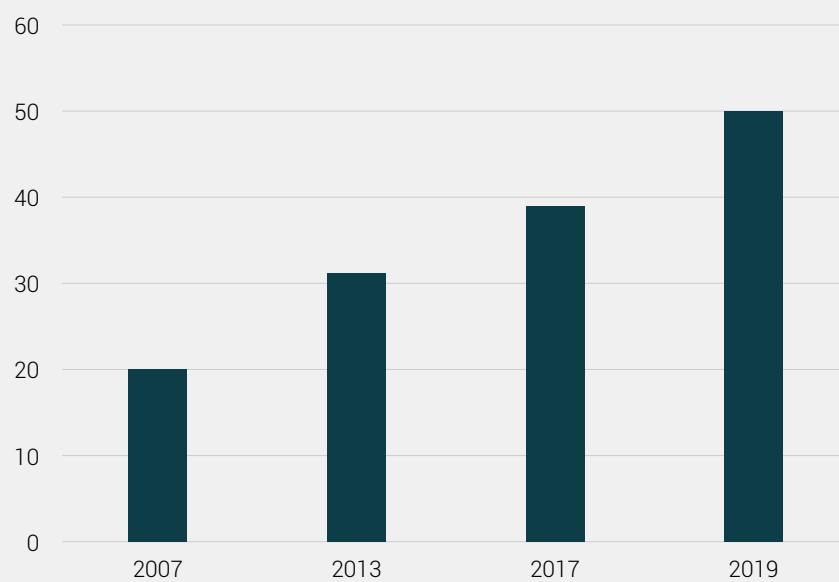


Figure 27: Evolution du nombre des agences des banques islamiques en Algérie entre 2007 and 2019<sup>80</sup>

#### ***En Bref : Réponse des Banques Centrales du Maghreb à la crise du Covid-19***

Afin de limiter l'impact de la pandémie sur le secteur bancaire et l'économie, les Banques Centrales du Maghreb ont mis en œuvre diverses mesures réglementaires pour soutenir l'activité économique et les ménages tout en assurant la stabilité financière. Ces interventions politiques s'appliquent généralement aux banques islamiques et conventionnelles et comprennent la réduction du coût de refinancement auprès de la banque centrale, l'utilisation de divers coussins de capital et de liquidité, l'assouplissement des exigences en matière de réserves, les moratoires sur les dettes et les garanties de crédit aux PME.

Figure 28: Réponse des Banques Centrales du Maghreb face à la pandémie du Covid-19

## 1.2. Takaful

### 1.2.1. Le Takaful au Maroc

En 2019, le gouvernement a finalisé et promulgué la loi 87.18, modifiant et complétant les lois en vigueur relatives au secteur des assurances 59.13 et 17.99. La nouvelle loi comprend un certain nombre de dispositions relatives aux conditions d'exercice et à l'octroi de licences aux opérateurs Takaful. En outre, la loi fournit des directives sur la gestion des fonds Takaful pour le compte des participants par les entreprises Takaful et Retakaful agréées. Enfin, la loi traite des produits Takaful "Famille" et "Général" et du cadre de gouvernance pour les opérateurs Takaful. Cependant, d'autres projets de circulaires relatifs aux aspects opérationnels et organisationnels sont toujours en cours de traitement par l'autorité locale d'assurance (ACAPS) et le Ministère des Finances.

### 1.2.2. Le Takaful en Tunisie

Le 24 juillet 2014, la Tunisie a révisé et complété la loi sur les assurances par un cadre réglementaire spécifique dédié au Takaful (loi n° 2014-46)<sup>81</sup>. Les premier et deuxième chapitres de cette loi traitent respectivement du système d'assurance Takaful et de la gestion financière et comptable des entreprises Takaful. Le troisième chapitre porte sur les contrats Takaful et le quatrième chapitre sur les contrats Retakaful. Le cinquième chapitre présente les dispositions générales relatives au Takaful.

En Tunisie, il existe quatre sociétés agréées offrant des produits Takaful conformes à la Charia. Le premier opérateur Takaful tunisien ayant commencé ses opérations en 1985 était "Best Re" offrant des solutions Retakaful offshore. Zitouna Takaful a été le deuxième opérateur Takaful établi en 2011, suivi par El Amana Takaful et Attakafulia en 2013.

Selon le rapport annuel 2018 du Comité Général des Assurances<sup>82</sup>, les opérateurs Takaful tunisiens ont enregistré une croissance significative en termes de chiffre d'affaires en 2018 par rapport à 2017, comme l'illustre la Figure 29. Zitouna Takaful est en tête du secteur Takaful tunisien, suivi par El Amana Takaful et Attakafulia avec des revenus totaux estimés à US\$18,7, US\$10,5 et US\$8 millions respectivement en 2018. En outre, en termes de points de vente, Zitouna Takaful est le leader du marché avec 40 distributeurs.

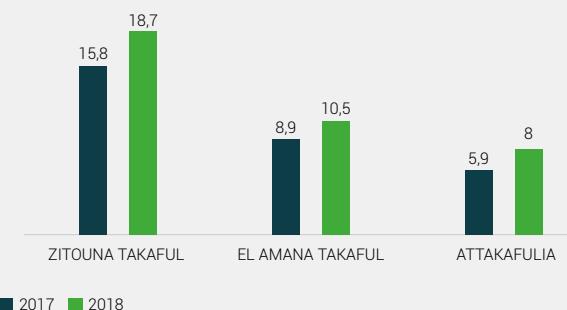


Figure 29: Chiffre d'affaires total des opérateurs Takaful tunisiens en 2017 et 2018 en millions US\$

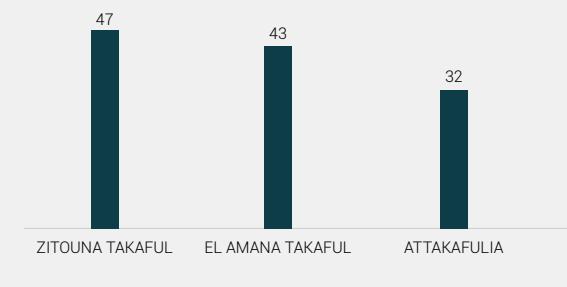


Figure 30: Nombre d'intermédiaires Takaful

### **1.2.3. Le Takaful en Algérie**

Bien que les banques islamiques opèrent depuis les années 1990, le secteur du Takaful reste pratiquement inexistant malgré son importance pour soutenir la croissance du secteur bancaire islamique. Cependant, indépendamment de l'absence d'un cadre réglementaire spécifique, Salama, une compagnie d'assurance conventionnelle algérienne, a été la seule compagnie à proposer des produits Takaful " Général " et " Famille ". En décembre 2019, la loi de finances a autorisé les compagnies d'assurance à offrir des services Takaful et a indiqué qu'une réglementation spécifique devrait être établie pour structurer cette activité.

## **1.3. Les Marchés des Capitaux Islamiques (MCI)**

### **1.3.1. Les MCI au Maroc**

Le cadre réglementaire relatif aux Sukūk au Maroc est défini dans le cadre de la loi 33.06 relative à la titrisation qui a été progressivement amendée par les lois 119.12, 05.14 et 69.17. Les nouvelles lois sur la titrisation ont élargi le champ des actifs éligibles à la titrisation tels que les actifs tangibles, les biens immobiliers et les biens mobiliers et ont fourni des lignes directrices pour l'émission et la gouvernance des Sukūk. Jusqu'à présent, les dispositions relatives aux Sukūk ne couvrent que les Sukūk Ijara. Le Ministère des Finances prépare actuellement la réglementation relative aux autres structures de Sukūk. En 2018, le Maroc a émis son premier Sukūk Ijara local. Le montant de l'émission était de US\$ 106 millions avec un rendement annuel de 2,66 %. Les investisseurs de Sukūk étaient principalement des institutions financières conventionnelles locales.

### **1.3.2. Les MCI en Tunisie**

Le champ d'application de la loi n° 30 (Loi relative aux Sukūk islamiques), approuvée le 30 juillet 2013, couvre les définitions des Sukūk, les conditions d'émission des Sukūk, les exigences relatives aux fonds commun des Sukūk, la négociation des Sukūk et la conformité. Cette loi sur

les Sukūk a été complétée en 2018 par le décret gouvernemental n° 2018-579 qui définit les conditions d'émission des Sukūk d'entreprise. Avant l'entrée en application de la loi Sukūk, la Banque Zitouna a émis en 2016 des certificats participatifs "CHAHEDET ZITOUNA" d'un montant total de US\$ 16,62 millions et d'un rendement annuel de 8%. Les fonds d'investissement islamiques sont couverts par la loi n° 2013-48, qui a été approuvée le 9 décembre 2013. La loi couvre principalement la gouvernance Charia (composition du comité Charia, audit Charia, publication d'informations...) ainsi que le paiement de la Zakat. Plusieurs fonds islamiques ont été créés en Tunisie, notamment ATID Fund, Al Kaouther Fund, FCPR MAX-Jasmin, Theemar Investment Fund, UGFS Islamic Fund et CEA Islamic Fund.

### **1.3.3. Les MCI en Algérie**

À ce jour, il n'existe pas de réglementation spécifique concernant les Sukūk en Algérie. En 2018, Al Salam Bank Algeria était en cours de préparation pour émettre des Sukūk al-Istithmār.<sup>84</sup>

## **1.4. La Finance Sociale au Maghreb**

Cette section présente une vue d'ensemble concernant certaines expériences de la finance sociale dans la région, couvrant le Waqf, la microfinance islamique et la Zakat.

### **1.4.1. Le Waqf au Maroc**

L'institution du Waqf au Maroc est sous la supervision du Ministère des Habous et des Affaires Islamiques et du Conseil Supérieur du Contrôle des Finances des Habous. En 2010, le gouvernement marocain a adopté pour la première fois une loi spécifique au Waqf. Cette loi vise à préserver le Waqf et à fournir des moyens juridiques modernes qui garantissent sa protection et sa croissance. En outre, la loi prévoit des méthodes d'investissement qui permettent au Waqf de contribuer à des projets de développement économique et social.<sup>85</sup>

En 2018, la " Stratégie Awqaf 2030 " a été adoptée. Cette stratégie sou-

ligne, entre autres, l'importance du Cash Waqf, de la digitalisation et du développement des synergies avec le secteur financier afin de relever les défis du développement durable par le biais de mécanismes financiers.<sup>86</sup>

#### 1.4.2. Le Waqf en Tunisie

Le Waqf en Tunisie a été établi depuis les premiers jours de l'Islam dans le pays, il a prospéré pendant la période ottomane et a continué même pendant l'ère de la colonisation française. Cependant, le Waqf a été aboli après l'indépendance par l'ancien président tunisien Habib Bourguiba en 1956. Après le printemps arabe, de nombreuses tentatives ont été menées pour faire revivre cette institution en adoptant une loi spécifique au Waqf. Le projet de loi a suscité de nombreux débats au sein du Parlement tunisien.

#### 1.4.3. Le Waqf en Algérie

Le Waqf en Algérie est sous la supervision du Ministère des Affaires Religieuses et des Waqfs. Comme en Tunisie, les Awqaf publics et privés ont connu un développement important pendant l'ère ottomane en Algérie, mais ont ensuite été mar-

ginalisés pendant la colonisation française.

Malgré l'absence d'un environnement légal et réglementaire spécifique, certaines initiatives pilotes ont été lancées dans le domaine du Cash Waqf. Selon M. Nasser Hideur, Directeur Général d'Al Salam Bank et ancien Secrétaire Général d'Al Baraka Algérie, Al Baraka en collaboration avec le Ministère des Affaires Religieuses et des Waqfs, a pris l'initiative de créer une société financée par le Cash Waqf. Cette société opérait dans le secteur des taxis et les recettes générées par son activité étaient destinées à l'enseignement du Coran. L'idée derrière ce projet était de rendre le Waqf accessible à tous, ce qui n'est pas le cas du Waqf basé sur l'immobilier. Bien que l'activité soit prometteuse, le projet a été confronté à des problèmes juridiques liés au fait de considérer les actions de la société comme un Waqf.

#### 1.4.4. Fonds de la Zakat en Algérie

L'Algérie est le seul pays du Maghreb à disposer d'un fonds de la Zakat. Crée en 2003, ce fonds est une institution religieuse et sociale fonction-

nant sous la tutelle du Ministère des Affaires Religieuses et des Waqfs. Le Fonds de la Zakat est présidé par un comité national qui supervise 48 comités régionaux. Chaque comité régional est composé de comités de base dans les arrondissements du pays. En 2016, la collecte totale de la Zakat s'est élevée à DZD 1267,2 millions (environ USD 11,5 millions).<sup>87</sup>

Après déduction des salaires des fonctionnaires et des dépenses opérationnelles du fonds de la Zakat, les ressources sont acheminées vers les nécessiteux pour leur consommation, comme dans le cas des familles en difficulté et sans source de revenu. De plus, lorsque les fonds collectés dépassent DZD 5 millions, la Zakat finance des activités génératrices de revenus (petits et micro-projets) par le biais de Qard Hassan (Figure 31)<sup>88</sup>.

#### Fonds de Zakat pour la consommation

Familles en difficulté et sans source de revenus



Lorsque les fonds collectés annuellement dépassent DZD 5M

#### Fonds de zakat pour l'investissement

Financement de petits et micro-projets par Qard Hassan



Figure 31: Distribution du fonds algérien de la Zakat

#### 1.4.5. La Microfinance Islamique en Tunisie

Approuvée par le Ministère des Finances en 2016, Zitouna Tamkeen est la première institution de microfinance islamique à part entière de la région. Zitouna Tamkeen vise à promouvoir l'inclusion financière et économique des jeunes et des individus en difficulté sociale. Zitouna Tamkeen offre une variété d'instruments conformes à la Charia pour financer et assister techniquement des projets ayant un impact social et économique. L'institution tunisienne de microfinance islamique offre quatre services principaux. Premièrement, le financement de projets d'autonomisation économique. Il s'agit d'étudier les chaînes de valeur à fort potentiel en termes de création d'emplois et de calibrer les points d'intervention afin d'atteindre le plus grand nombre de bénéficiaires. Deuxièmement, la fourniture de micro-assurances aux bénéficiaires par l'intermédiaire d'opérateurs Takaful existants. Troisièmement, le microfinancement à l'aide d'une large gamme de produits financiers conformes à la Charia. Quatrièmement, le renforcement des capacités et le développement du capital humain par la formation et le développement.

Une autre expérience de micro et méso finance islamique axée sur l'emploi des jeunes a été entreprise par la Banque Tunisienne de Solidarité avec le soutien de la Banque Islamique de Développement de 2015 à 2020. (Voir Figure 34)<sup>89</sup>



#### Zitouna Tamkeen

- 1 Autonomisation économique
- 2 Micro-assurance
- 3 Microfinance
- 4 Développement du capital humain

Figure 32: Les services offerts par Zitouna Tamkeen

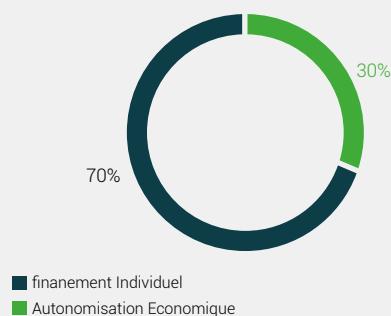


Figure 33: Répartition des projets financés par Zitouna Tamkeen

**“ Les indicateurs de performance de la finance islamique dans les pays du Maghreb sont encore modestes par rapport à d'autres régions en raison de divers facteurs.**

#### ***En Bref : Programme "Yes\_Tu" de la Banque Tunisienne de Solidarité***

*La Banque Tunisienne de Solidarité, créée en 1997 à l'initiative de l'Etat tunisien, est spécialisée dans la mésofinance pour la promotion des très petites entreprises.*

*"Yes\_Tu" est un programme de soutien à l'emploi des jeunes, financé par la Banque Islamique de Développement (50 M USD) et mis en œuvre par la Banque Tunisienne de Solidarité depuis 2015. Les contrats de financement utilisés sont Ijara et Mourabaha.*

*En août 2019, le programme a financé 5600 entrepreneurs et contribué à la création de 9243 emplois*

Figure 34: Programme "Yes\_Tu" de la Banque Tunisienne de Solidarité

Les indicateurs de performance de la finance islamique dans les pays du Maghreb sont encore modestes par rapport à d'autres régions en raison de divers facteurs. Tout d'abord, bien que l'industrie ait démarré dans les années 1990, les dispositions réglementaires n'ont été mises en place que récemment et de nombreux domaines ne sont pas encore couverts (Takaful en Algérie et au Maroc, fonds islamiques au Maroc...).

Cette absence de réglementation a deux conséquences: d'une part, les banques islamiques et les opérateurs Takaful ont proposé une gamme limitée de produits qui ne répondent pas à tous les besoins financiers, en particulier à ceux des entreprises. D'autre part, comme l'a déclaré le Dr. Said Bouheraoua, Directeur du Département Recherche à ISRA, "cette situation a limité le nombre d'acteurs, ce qui a entravé l'intensité de la concurrence et l'innovation, en particulier sur les marchés qui connaissent un excédent de liquidités, comme en Algérie". Deuxièmement, les banques islamiques et les opérateurs de Takaful du Maghreb n'ont pas développé une proposition de valeur compétitive allant au-delà de la simple conformité à la Charia. Par conséquent, elles sont confrontées à une concurrence féroce de la part des institutions financières conventionnelles qui ont réalisé des économies d'échelle et de gamme sur une longue période. Enfin, l'écosystème de la finance islamique dans la région est encore en phase de construction. Par exemple, le Takaful n'est présent qu'en Tunisie, les instruments du marché des capitaux sont généralement absents et les initiatives de financement social sont fragmentées et mal intégrées aux activités bancaires et au Takaful.

## 2. Logique de conciliation de la finance islamique et du développement durable dans les pays du Maghreb.

À l'échelle mondiale, les actifs de la finance islamique ont dépassé US\$2 190 milliards en 2018 (Tableau 10) avec une croissance de 6,9% d'une année à l'autre selon le rapport de stabilité 2019 de l'IFSB. Compte tenu des limites du financement public destiné à couvrir les ODD dans les pays en développement, y compris les pays du Maghreb (Figure 35), il faudrait mobiliser les ressources privées pour combler le déficit dans des domaines tels que la santé, l'éducation, les infrastructures, l'énergie, l'eau et l'assainissement. Les institutions financières islamiques peuvent donc jouer un rôle majeur en contribuant à réduire ce déficit pour trois raisons principales.

### Répartition des actifs de la finance islamique

Actifs du secteur bancaire	1571,3
Sukūk	530,4
Actifs des fonds islamiques	61,5
Contributions Takaful	27,7
<b>Total</b>	<b>2190</b>

Tableau 10: Répartition des actifs de la finance islamique en 2018 dans le monde (en millions US\$)<sup>90</sup>

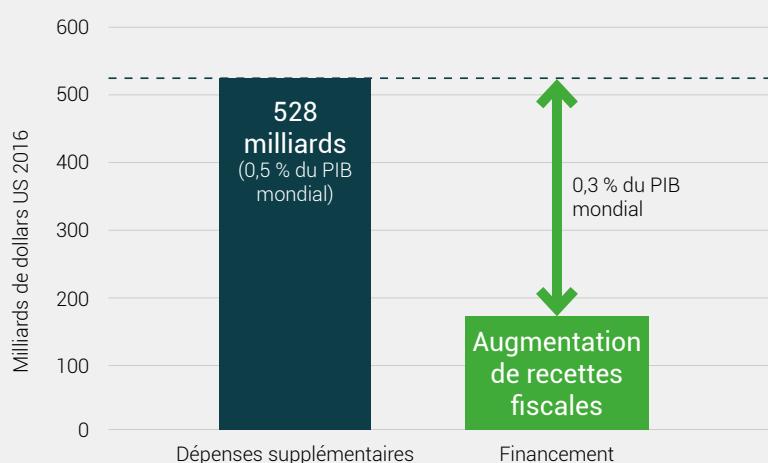


Figure 35: Déficit de financement des ODD dans les pays en développement à faible revenu<sup>91</sup>

**“**

**La finance islamique doit encore évoluer vers le financement du développement, où l'accent est mis sur le développement économique en plus des perspectives financières**

**”**

Tout d'abord, la Charia, pierre angulaire de la finance islamique, interdit explicitement le recours aux intérêts, la spéculation, les jeux de hasard et le financement ou l'investissement dans toute activité illicite. En outre, la Charia met l'accent sur les principes de justice sociale et de bienfaisance et lie automatiquement l'activité financière islamique à l'économie réelle. Sur la base des principes susmentionnés, les valeurs de la finance islamique correspondent naturellement à l'approche du développement durable. Deuxièmement, la finance islamique propose, en plus des contrats de dette, des solutions financières innovantes basées sur le partage des profits et des pertes, comme la Moucharaka ou la Moudaraba.

En outre, la finance islamique est capable de s'appuyer sur des mécanismes originaux tels que la Zakat, le Qard Hassan, le Waqf, la microfinance et le Takaful pour concevoir des solutions efficaces qui répondent aux principaux problèmes sociaux et environnementaux. Comme l'a déclaré M. Hamid Rashid, Directeur Général de Finterra "La finance islamique a été positionnée comme un outil qui peut faire beaucoup plus que de répondre à l'économie et aux besoins commerciaux d'un pays. Elle comporte des instruments qui permettent de redistribuer tout bénéfice réalisé par les institutions financières commerciales à ceux qui sont dans le besoin au sein de la communauté". Troisièmement, les institutions financières islamiques du Maghreb ont généralement du mal à créer un avantage concurrentiel au-delà de la conformité à la Charia. Cette vision est partagée par M. Anas Hasnaoui, expert international en autonomisation économique, qui estime que "la finance islamique doit encore évoluer vers le financement du développement, où l'accent est mis sur le développement économique en plus des perspectives financières".

L'intégration de la durabilité dans le modèle d'affaires des institutions financières islamiques ne constitue pas seulement une opportunité pour répondre aux besoins de financement de la durabilité, mais aussi pour concurrencer les institutions financières conventionnelles qui ont été plus actives dans les initiatives de développement durable. En outre, dans le contexte des pays du Maghreb, "les institutions financières islamiques sont de nouveaux entrants sur le marché ; il devrait donc être naturel pour elles de s'aligner sur le développement durable, qui est une priorité actuellement", déclare M. Fouad Harraze, Ancien Directeur Général d'Al Akhdar Bank. Enfin, un tel positionnement en matière de durabilité est en phase avec le changement de comportement des clients. En effet, les clients, en particulier les milléniaux, attendent de plus en plus des institutions financières qu'elles s'impliquent davantage dans la résolution des problèmes sociaux et environnementaux<sup>92</sup> notamment lors de la pandémie du Covid-19.

### 3. Intégration du développement durable dans le contexte des institutions financières islamiques du Maghreb

Les IFI peuvent aborder les questions de durabilité par le biais de deux stratégies (Figure 36) :

- De manière endogène, par le biais d'initiatives de responsabilité sociale des entreprises, telles que le soutien des œuvres caritatives et la distribution de prêts Qard Hassan pour les plus démunis. Les activités de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) peuvent être menées de manière ponctuelle ou faire partie d'une orientation stratégique des IFI par un engagement formel en termes d'objectifs et de communications ;
- De manière exogène, par l'intégration des paradigmes du développement durable dans le modèle d'affaires des IFI. Les exemples incluent l'alignement du portefeuille de financement d'une banque sur une sélection d'ODD, l'émission d'un Sukūk vert ou social, le développement d'instruments financiers mixtes et la création d'un fonds environnemental, social et de gouvernance (ESG) conforme à la Charia.

Les deux stratégies ne s'excluent pas mutuellement, bien au contraire. La combinaison des deux orientations renforce la proposition de valeur des IFI en matière de durabilité (quadrant ETOILE). Comme l'a déclaré M. Mohamed Maarouf, Ancien Directeur Général de BTI Bank, qui croit en la complémentarité entre les deux approches : " Un modèle d'affaires fondé sur la durabilité ne peut réussir sans la présence d'un bon environnement social interne."



Sur la base du cadre ci-dessus, les IFI du Maghreb se situent pour la plupart dans le quadrant " business as usual " (affaires opérées comme d'habitude). D'une part, les IFI n'ont pas intégré la durabilité dans leur modèle d'affaires (à l'exception de Zitouna Tamkeen), bien que certains acteurs se sont engagés à apporter un impact durable sur la société, l'économie et l'environnement à travers de bonnes pratiques et propositions. D'autre part, bien que les IFI aient entrepris de nombreuses initiatives importantes en matière de RSE (Figure 37), la qualité des rapports sur la responsabilité sociale des IFI (quand ils existent) indique que ces institutions doivent encore réaliser des progrès en termes de RSE.



Figure 37: Une sélection d'initiatives RSE menées par des Institutions Financières Islamiques du Maghreb

De nombreux facteurs expliquent les raisons pour lesquelles les Institutions Financières Islamiques n'intègrent pas la durabilité dans leurs activités principales au Maghreb (Figure 38).

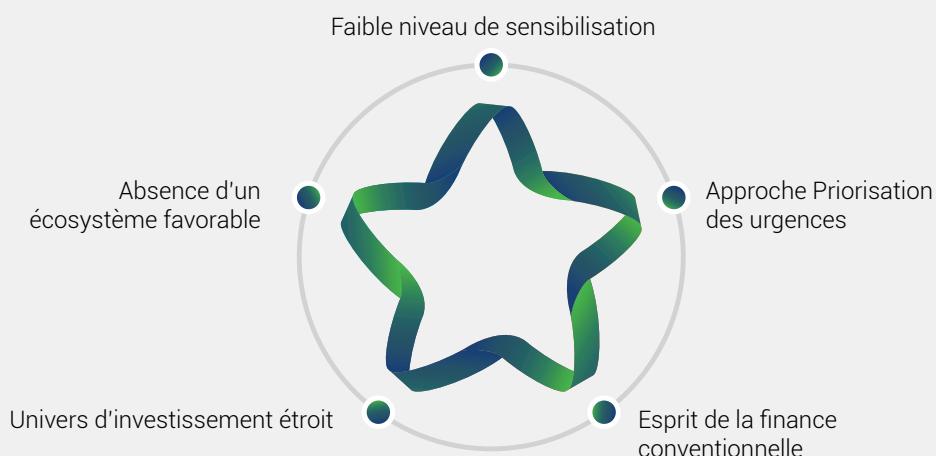


Figure 38: Principaux défis à relever par les Institutions Financières Islamiques du Maghreb en matière de durabilité

- Esprit (mentalité) de la finance conventionnelle : Dans de nombreux cas, la création des IFI s'est faite à l'initiative des institutions financières conventionnelles. En outre, les IFI opèrent dans des environnements réglementaires conçus initialement pour la finance conventionnelle, puis adaptés à la finance islamique. Ces facteurs suggèrent qu'il reste difficile d'échapper à la mentalité de la finance conventionnelle et de proposer des modèles et des pratiques commerciales radicalement différents ;
- Faible niveau de sensibilisation : La finance durable est un domaine relativement nouveau. Les Institutions Financières Islamiques du Maghreb ne sont pas toujours conscientes des options disponibles et sont souvent incapables d'accéder aux informations qui les aideraient à prendre la décision de financer une initiative sociale ou verte donnée ;
- Approche 'Priorisation des urgences' : Comme nous l'avons présenté dans les sections précédentes, les Institutions Financières Islamiques du Maghreb sont en moyenne petites, jeunes, locales et principalement orientées vers le retail. De plus, l'écosystème de la finance islamique est encore en phase de construction et de nombreuses composantes manquent encore. Même si la finance durable a une forte raison d'être au Maghreb, les institutions financières peuvent être tentées de reporter ces initiatives après s'être occupées de questions perçues comme plus urgentes ;
- Univers d'investissement étroit : Actuellement, l'univers d'investissement en finance durable pour une Institution Financière Islamique donnée est relativement exigu et fortement contraint, ce qui limite les opportunités commerciales et la diversification des risques. Par exemple, les Sukūk verts et sociaux et les fonds islamiques de développement durable ne sont pas disponibles dans la région ;
- Absence d'un écosystème favorable : Dans la région du Maghreb, le financement conventionnel à impact et le financement islamique sont tous deux en phase de développement. Le financement islamique à impact dépend en grande partie du développement d'un écosystème plus large pour soutenir sa croissance avec des composantes telles que les instruments des marchés de capitaux islamiques, le soutien politique et l'infrastructure permettant de mesurer l'impact. La coordination entre toutes les parties prenantes devrait encore être optimisée.

#### ***En Bref : Intermédiation Basée sur la Valeur (Value Based Intermediation - VBI)***

*La Banque Centrale de Malaisie (BNM) a mis en place la VBI pour restructurer le modèle d'affaires des IFI afin d'avoir un impact durable sur la société, l'économie et l'environnement par le biais de bonnes pratiques et d'offres. Les phases de mise en œuvre de la VBI se composent de quatre étapes :*

- *La première étape : initier un engagement transparent et un plaidoyer visible en faveur de l'adoption de VBI;*
- *La deuxième étape : mise en place de pratiques, produits et services bancaires qui démontrent les principes de la VBI dans l'activité principale de la banque;*
- *La troisième étape : Engager les parties prenantes actives à travers un examen complet des offres et pratiques bancaires existantes.;*
- *La dernière étape : l'établissement d'un comportement et d'une culture institutionnels entièrement basés sur la VBI.*

Figure 39 : Intermédiation basée sur la valeur (Value Based Intermediation) par la Banque Centrale de Malaisie





## Conclusion

Dans la section précédente, nous avons discuté de la logique qui explique l'alignement des IFI sur le développement durable et identifié les obstacles qui entravent les efforts des IFI dans ce sens.

L'expérience de marchés plus avancés comme le cas de la Malaisie suggère que les stratégies de développement durable sont un processus de transformation qui nécessite l'engagement de la Direction Générale et du Conseil d'Administration, qui affecte toutes les opérations des IFI et qui implique les parties prenantes internes et externes (voir Annexe A).

Les Fintechs sont des leviers intéressants qui facilitent la transition du "business as usual" vers des étapes plus avancées dans le parcours de durabilité des IFIs. En effet, les Fintechs soutiennent l'excellence opérationnelle, encouragent l'innovation des produits et transforment radicalement l'expérience des clients, entre autres. Dans la section suivante, nous allons explorer une sélection d'expériences internationales réussies qui s'appuient sur les Fintech pour aborder diverses problématiques de développement durable.

# PAYSAGE DE LA FINTECH DANS LA REGION DU MAGHREB

## Principales conclusions

- Le Maghreb fait partie des régions du monde les moins développées en matière de Fintech, malgré la popularité du sujet et les facteurs environnementaux qui la soutiennent
- Les contraintes liées à l'émergence de la Fintech au Maghreb incluent la qualité et la disponibilité de l'Internet, la préférence pour le cash, des marchés de capitaux peu profonds et un cadre légal et réglementaire limité.
- Les initiatives Fintech actuelles se concentrent principalement sur les paiements et le Crowdfunding et de nombreuses entreprises opèrent en dehors du cadre légal et réglementaire
- La crise du COVID-19 a renforcé l'attrait des Fintech dans la région et accéléré le processus de réglementation



Ce chapitre porte sur le paysage Fintech dans la région du Maghreb. Tout d'abord, nous présenterons le paradoxe Fintech au Maghreb, qui est l'une des régions les moins développées au monde en matière de Fintech, malgré les facteurs systémiques favorables à l'émergence de cette industrie. Deuxièmement, nous nous pencherons sur les réglementations relatives à la Fintech dans la région. Troisièmement, nous analysons une sélection d'expériences Fintech dans les pays du Maghreb.



## 1. Le paradoxe de la Fintech au Maghreb

### 1.1. Les facteurs d'émergence des Fintech au Maghreb

De nombreux facteurs favorisent potentiellement le développement de la Fintech au Maghreb (Figure 40).

#### Facteurs favorisant les Fintechs

- 1 Population jeune
- 2 Population orientée vers le digital
- 3 Inclusion financière relativement faible
- 4 Niveau élevé de transferts de fonds avec des coûts de transfert élevés

Figure 40: Facteurs favorisant les Fintech dans les pays du Maghreb

#### 1.1.1. Population jeune

En 2018, la population du Maghreb était estimée à environ 100 millions d'habitants, soit environ 1,3% de la population mondiale et 7,8% de la population africaine. La transition démographique des pays du Maghreb a progressivement modifié la structure d'âge de la population. Si cette population peut encore être considérée comme relativement jeune, la pyramide des âges s'est progressivement déplacée avec une population active (15 à 59 ans) représentant actuellement la partie la plus prépondérante de la pyramide (environ deux tiers) (Tableau 11). De plus, alors qu'ils étaient autrefois majoritairement ruraux, les pays du Maghreb se sont rapidement transformés en sociétés majoritairement urbaines. La population urbaine a triplé entre 1980 et 2018, tandis que la population rurale n'a augmenté que de 20 % au cours de la même période (Tableau 12)<sup>93</sup>.

	1980			2018		
	Moins de 15 ans	15-60	Plus de 60 ans	Moins de 15 ans	15-60	Plus de 60 ans
Maroc	43,5 %	51,8 %	4,8 %	27,1 %	61,8 %	11,1 %
Algérie	46,4 %	48,6 %	4,9 %	29,3 %	61,1 %	9,6 %
Tunisie	41,9 %	52,5 %	5,7 %	24,0 %	63,3 %	12,7 %

Tableau 11: Evolution de la pyramide des âges au Maghreb entre 1980 et 2018  
(Source: HCP)

	Population urbaine (% de la population totale) 1980	Population urbaine (% de la population totale) 2018
Maroc	41,1%	62,4%
Algérie	43,5 %	72,6%
Tunisie	50,6%	68,9%

Tableau 12: Taux de population urbaine au Maghreb entre 1980 et 2018  
(Source: HCP)

### 1.1.2. Population orientée vers le digital

L'accès à l'internet n'a cessé de croître dans la région au cours des deux dernières décennies. Aujourd'hui, environ deux tiers de la population sont connectés à internet, principalement par le biais des téléphones mobiles (Tableau 13).<sup>94 95 96</sup>

	Utilisateurs d'internet (en millions)	Utilisateurs d'internet (% de la population)	Croissance des utilisateurs d'internet (01/2019 à 01/2020)
Maroc <sup>94</sup>	25,32	69%	+13%
Algérie <sup>95</sup>	22,71	52%	+12%
Tunisie <sup>96</sup>	7,55	64%	+0,6%

Tableau 13: Taux d'accès à Internet au Maghreb  
(Source: Hootsuite)

Pratiquement tous les citoyens des pays du Maghreb possèdent des téléphones mobiles, qui ont tendance à être connectés à un réseau à large bande (3G-4G), comme le montre le Tableau 14.<sup>94 95 96</sup>

	Connexions de téléphones mobiles (en millions)	Connexions de téléphones mobiles (% de la population)	Pourcentage de connexions mobiles à haut débit	Évolution en glissement annuel de la vitesse moyenne des connexions à l'internet mobile
Maroc <sup>94</sup>	43,35	118%	65%	+62%
Algérie <sup>95</sup>	49,48	114%	70%	+35%
Tunisie <sup>96</sup>	17,77	151%	53%	+7,6%

Tableau 14: Chiffres de la téléphonie mobile au Maghreb  
(Source: Hootsuite)

Dans les pays du Maghreb, la moitié des internautes sont des utilisateurs actifs sur les médias sociaux. Au Maroc, par exemple, les utilisateurs passent chaque jour 2 heures et 33 minutes en moyenne sur les différentes plateformes de médias sociaux. (Tableau 15)<sup>94 95 96</sup>.

	Utilisateurs actifs sur les médias sociaux (en millions)	Taux de pénétration des médias sociaux
Maroc <sup>94</sup>	18	49%
Algérie <sup>95</sup>	22	51%
Tunisie <sup>96</sup>	7,3	62%

Tableau 15: Utilisation des réseaux sociaux  
(Source: Hootsuite)

### 1.1.3. Inclusion financière relativement faible

La part de la population ayant accès aux services financiers reste faible, bien qu'elle se soit améliorée au cours de la dernière décennie. L'accès aux services financiers est défini comme la part de la population adulte possédant un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services de monnaie mobile ("mobile-money") (Tableau 16).<sup>97</sup>

	<b>Classement mondial de l'inclusion financière</b>	<b>Détention d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services de mobile-money (% de la population de 15 ans et plus)</b>	<b>Effectue des achats en ligne et/ou paie des factures en ligne (% de la population de 15 ans et plus)</b>
Maroc	126	28,64%	2%
Algérie	100	42,78%	4,6%
Tunisie	113	36,91%	6,6%

Tableau 16: Une sélection d'indicateurs d'inclusion financière en 2017  
(Source: Banque Mondiale)

### **En Bref : Importance de l'inclusion financière dans le contexte du COVID-19**

L'inclusion financière profite aux économies et aux sociétés dans leur ensemble. Ceci est particulièrement vrai dans le contexte du COVID-19 où la pandémie impose des limites aux interactions en face à face. Les gouvernements des pays du Maghreb ont entrepris des efforts considérables pour distribuer de l'argent en faveur des ménages à faible revenu ayant un accès limité aux institutions financières traditionnelles. En tirant parti des progrès réalisés dans le domaine de la monnaie mobile ("mobile money"), des services fintech et des services bancaires en ligne, les gouvernements peuvent intégrer rapidement et efficacement les familles non bancarisées dans le système financier afin de faciliter le transfert d'argent pour faire face à des crises similaires

Figure 41: Importance de l'inclusion financière dans le contexte du Covid-19

#### 1.1.4. Niveau élevé de transferts de fonds avec des coûts de transfert élevés

La migration des ressortissants maghrébins remonte à la première moitié du 20ème siècle et a principalement eu lieu en Europe occidentale, qui accueille 80 % des flux migratoires maghrébins, avec environ 15 millions de personnes d'origine maghrébine en 2016.<sup>98</sup> Les vagues migratoires maghrébines vers l'Europe ont été favorisées par la proximité géographique, les accords antérieurs de recrutement de main-d'œuvre et les liens postcoloniaux<sup>99</sup>.

La forte croissance de la diaspora maghrébine en Europe et dans le monde a naturellement entraîné une augmentation constante des transferts de fonds vers les pays d'origine (Tableau 17). Cependant, le coût des transferts d'argent est resté relativement élevé et supérieur à la cible 10.C des ODD, qui est de 3 % à atteindre d'ici 2030,<sup>100</sup> ouvrant la voie à des solutions alternatives.

	En milliards de US\$ (2019)	En % de PIB (2018)
Maroc	6,7	5,9 %
Algérie	1,79	4,8 %
Tunisie	1,9	1 %

Tableau 17: Transferts de fonds personnels reçus au Maghreb<sup>101</sup>

(Source: Banque Mondiale)

#### 1.2. Facteurs entravant l'émergence des Fintech au Maghreb

Ces dernières années, la Fintech a attiré l'attention des institutions financières maghrébines, des start-ups, des médias et du grand public (Figure 42). De nombreux événements de promotion des Fintech sont régulièrement organisés par les acteurs financiers de référence, les régulateurs, les institutions académiques et les incubateurs.

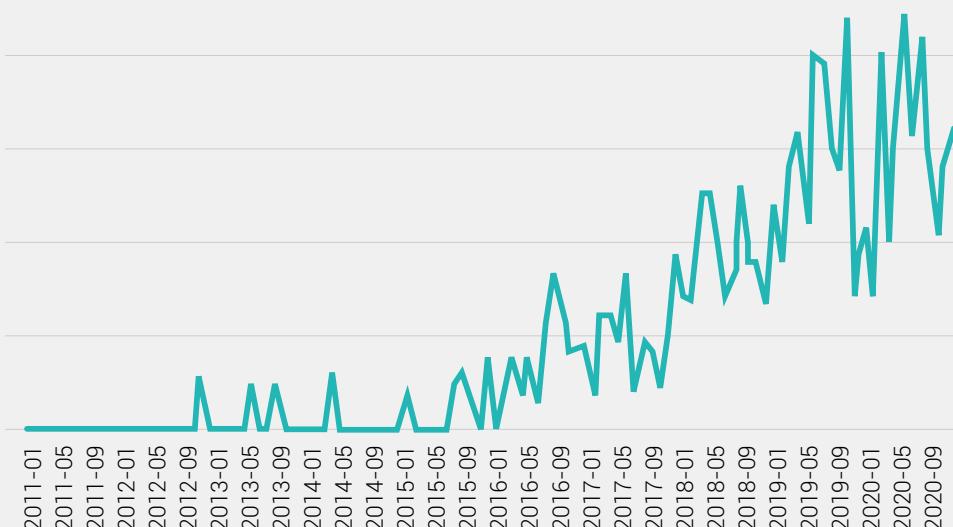


Figure 42: Évolution de l'intérêt pour les Fintech aux pays du Maghreb (2011-2020) selon les données de "Google Trends"<sup>102 103</sup>  
(Source: Google Trends)

Malgré la popularité de la Fintech et les facteurs favorables décrits ci-dessus, le Maghreb fait partie des régions les moins développées au monde dans ce secteur. Aucun des pays du Maghreb ne figure dans le classement IFZ Global Fintech 2018 (30 pays)<sup>104</sup> ni dans le classement "2019 Fintech 100"<sup>105</sup>. En outre, dans "The 2020 Global Fintech Index"<sup>106</sup>, la Tunisie est classée 6ème dans la région MENA et 196ème au niveau mondial.

Au niveau régional, le Maroc et la Tunisie ont été classés parmi les écosystèmes Fintech africains émergents dans le rapport "Digitalizing Africa: The rise of Fintech Companies"<sup>107</sup>. Dans une autre étude Fintech portant sur la région MENA, le Maroc et la Tunisie se classent respectivement au septième et au neuvième rangs en termes de nombre de start-ups Fintech (Figure 43).<sup>108</sup>

M. Hamid Rashid de Finterra résume la situation des Fintech dans la région : "Il y a un développement de la Fintech au Maghreb, mais il n'est pas aussi rapide que dans le reste des pays de la région. Il y a un intérêt pour l'utilisation de la Fintech pour les Institutions Financières Islamiques dans la région. Cependant, l'utilisation de la Fintech semble être assez faible. On en est plus à la phase de recherche pour comprendre comment les Fintech peuvent être intégrées dans les opérations des Institutions Financières Islamiques."

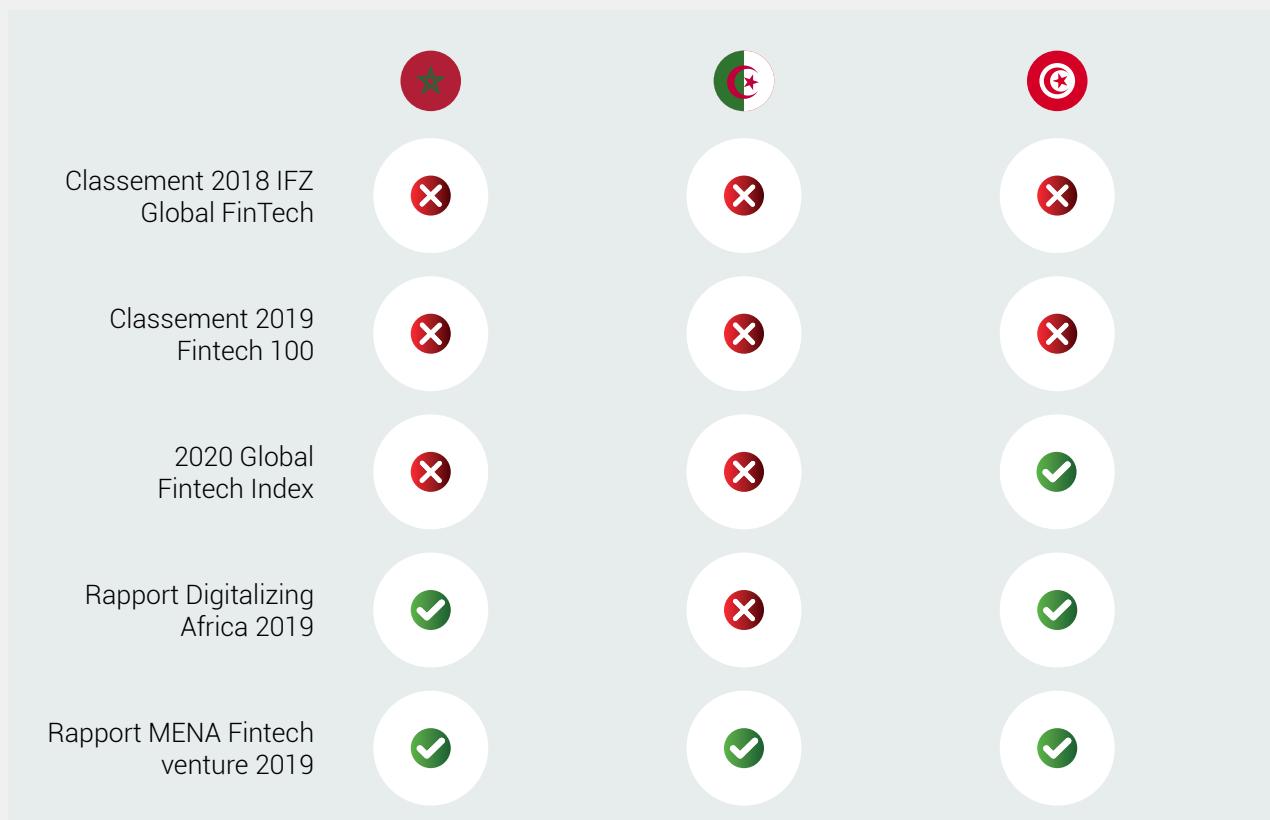


Figure 43: Présence des pays du Maghreb dans une sélection de classements internationaux et régionaux  
(Source: PWC & CFC, KMPG, Findexable, MAGNiTT et ThomsonReuters)

Les sections suivantes présentent les facteurs expliquant le sous-développement de la Fintech dans la région.

### 1.2.1. Qualité et disponibilité de l'internet

Selon Opensignal<sup>109</sup>, La qualité de l'internet peut être mesurée à l'aide de plusieurs indicateurs, notamment (voir Annexe B pour plus de détails):Download speed experience

- Vitesse de téléchargement descendant (" download ")
- Vitesse de téléchargement ascendant (" upload ")
- Qualité de l'expérience vidéo mobile
- Disponibilité de la 4G
- Expérience des applications vocales
- Expérience de jeu

Sur la base de ces paramètres, on peut affirmer que la qualité de l'internet mobile dans la région du Maghreb est, au mieux, moyenne par rapport aux autres régions.

Classement mondial de la qualité de l'internet mobile des pays du Maghreb (sur 100 pays)

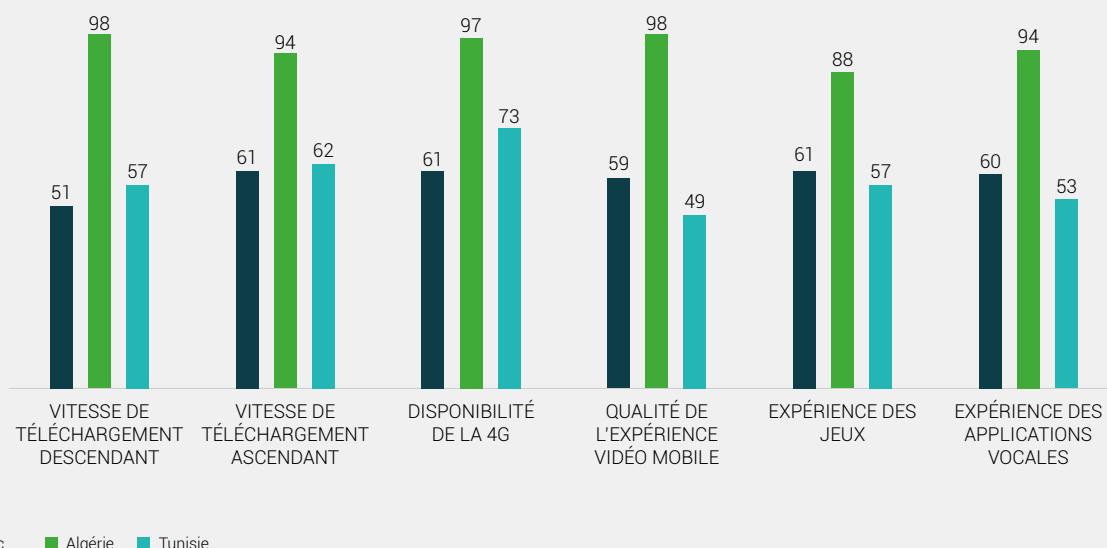


Figure 44: Qualité de l'internet mobile dans les pays du Maghreb : Classement mondial (sur 100 pays)<sup>110</sup>  
(Source: OpenSignal)

En ce qui concerne le haut débit fixe, la situation n'est pas meilleure. En fait, le Tableau 18 indique que les pays du Maghreb ne sont pas bien classés au niveau mondial en termes de vitesse de téléchargement dans les réseaux fixes à haut débit.

	Maroc	Algérie	Tunisie
Vitesse de téléchargement du haut débit fixe (classement sur 175 pays)	123	172	158
Vitesse de téléchargement du haut débit fixe (Mbps)	20,29	4,81	10,23

Tableau 18: Pays du Maghreb, Vitesse de téléchargement du haut débit fixe et classement mondial  
(Source: Speedtest® by Ookla®<sup>111</sup>)

En outre, le taux de pénétration du haut débit fixe dans la région (mesuré par le nombre d'abonnements pour 100 000 personnes) a été inférieur à celui des pays à revenu intermédiaire au cours des dix dernières années<sup>112</sup>.

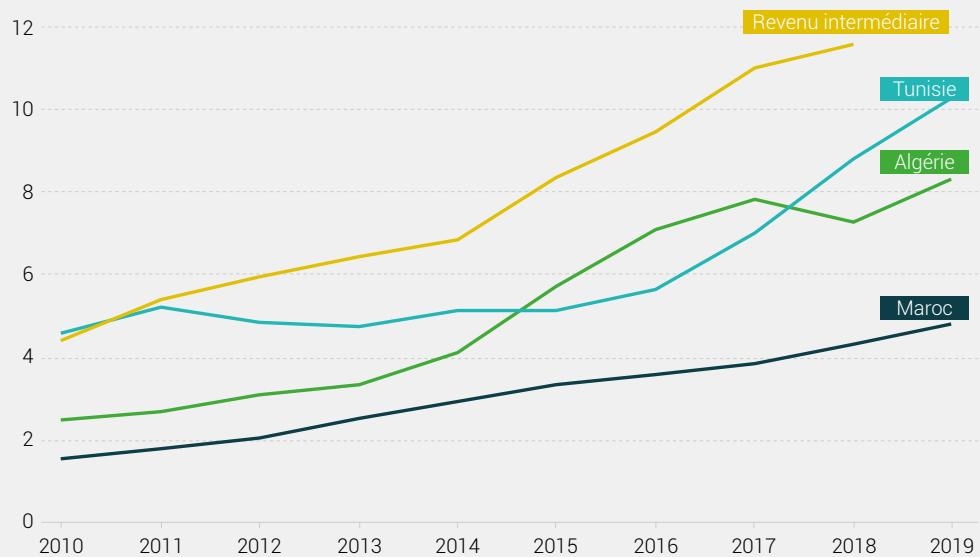


Figure 45: Évolution du nombre d'abonnements au haut débit fixe pour 100 000 personnes au Maghreb et dans les pays à revenu intermédiaire de 2010 à 2019<sup>112</sup>  
(Source: Banque Mondiale)

### 1.2.2. Préférence pour l'argent liquide

Le poids de l'économie informelle est très important dans les pays du Maghreb tant en termes de PIB que d'emploi (Figure 46). Étant donné que les transactions dans le secteur informel se font en espèces, les institutions financières formelles (y compris les sociétés Fintech) sont de facto pénalisées.

Comme l'a déclaré M. Fouad Harraze, Ancien Directeur Général d'Al Akhdar Bank, "le développement des paiements électroniques en particulier et des Fintech en général, est entravé par une préférence profondément ancrée de l'argent liquide".

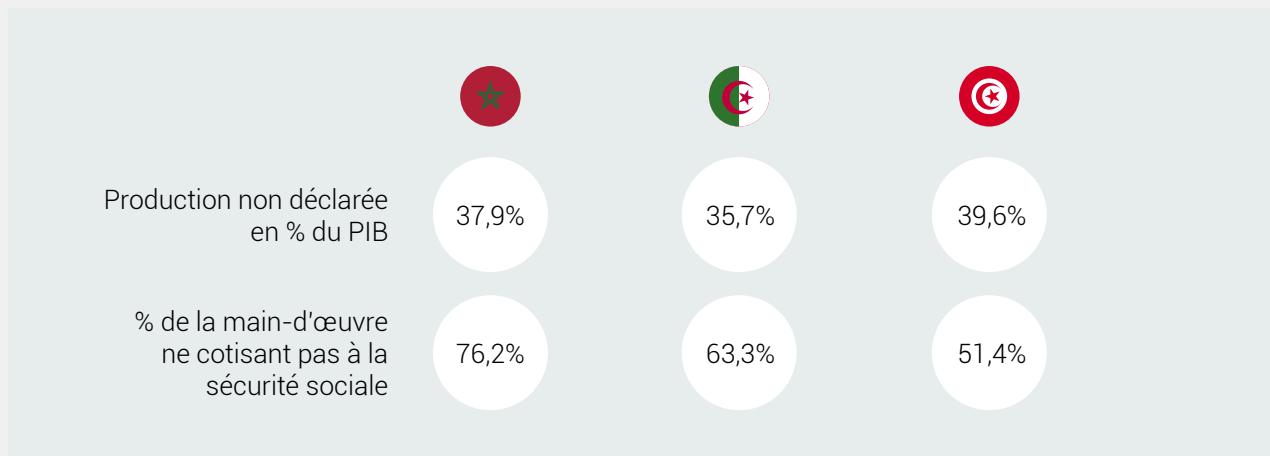


Figure 46: Production non déclarée en % du PIB et % de la main-d'œuvre ne cotisant pas à la sécurité sociale dans les pays du Maghreb<sup>113</sup>  
(Source: Banque Mondiale)

### 1.2.3. Structure des marchés financiers

Au Maghreb, il existe un écart important entre le développement du système bancaire et celui des marchés de capitaux, ce qui signifie que même les grandes entreprises ne sont pas à l'abri des contraintes de financement. L'efficacité des marchés des capitaux est la clé du succès des startups opérant dans le domaine des technologies financières. Les Tableaux 19 et 20 montrent l'évolution des IPO (Initial Public Offer /Introduction en Bourse) et IFO (Follow-On Public Offer/Offre Publique Subséquente) dans les pays du Maghreb de 2010 à 2019. En 2019, le total des capitaux levés dans les pays du Maghreb par le biais d'IFO et d'IPO s'est élevé à US\$ 1 144 millions, soit moins de 0,35 % du PIB de la région<sup>115</sup> !

	1980		2018		2018		2018	
	Nombre d'IPOs	Capitaux levés (\$millions)						
Maroc	1	195	0	0	2	84	0	0
Tunisie	1	21	2	11	1	8	0	0
Algérie	1	58	0	0	1	1	0	0

Tableau 19: Évolution des IPOs dans les pays du Maghreb (2016-2019)  
(Source: PWC)

	2016		2017		2018		2019	
	Nombre d'IPOs	Capitaux levés (\$millions)						
Maroc	0	0	2	145	0	0	5	1 100
Tunisie	2	12	6	24	1	42	4	144
Algérie	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 20: Evolution des IFOs dans les pays du Maghreb (2016-2019)  
(Source: PWC)

En outre, de nombreuses études soulignent la concurrence limitée au sein du secteur bancaire (voir Tableau 21) ce qui entraîne une moindre incitation à l'innovation, notamment dans le domaine des Fintech. Selon M. Mohamed Maarouf, ancien Directeur Général de BTI Bank, la concurrence limitée dans le secteur bancaire explique pourquoi les initiatives de digitalisation entreprises par les acteurs historiques sont généralement des innovations marginales (incrémentales).

Pays	Résultats
Maroc	Selon une étude de la Banque Centrale du Maroc, le secteur bancaire marocain présente un degré de concentration modérément élevé. Néanmoins, l'utilisation du modèle de Panzar et Rosse pour évaluer le pouvoir de marché des banques indique une situation de concurrence monopolistique, comme dans le cas de nombreux pays développés et émergents. Une autre étude de S&P Global indique que le système bancaire marocain est l'un des plus importants et des plus concentrés d'Afrique du Nord.
Algérie	Sur les vingt banques opérant en Algérie, six banques étatiques conservent la plus grande part du marché, représentant près de 90 % à fin 2017. La domination du secteur public est un obstacle majeur à la dynamique de la concurrence.
Tunisie	Les statistiques de World Integrated Trade Solution (WITS) indiquent un indice Herfindahl-Hirschman pour le secteur bancaire tunisien de 0,15 en 2017 contre 0,1 pour le Maroc la même année, ce qui suggère un niveau de concentration plus élevé dans le secteur bancaire tunisien par rapport au Maroc.

Tableau 21: Concentration et concurrence dans le secteur bancaire au Maghreb  
(Source: Bank Al-Maghrib, S&P Global, Oxford Business Group and WITS)

#### 1.2.4. Cadre légal et réglementaire

Comme l'indique la figure suivante, le cadre légal et réglementaire est à un stade embryonnaire, de nombreux domaines liés aux Fintech n'étant pas couverts par les lois ou par la réglementation. Le décalage entre l'évolution rapide des technologies financières et la lenteur du cadre légal et réglementaire représente un défi majeur. Le Chapitre 2 explore plus en détail le contexte légal et réglementaire Fintech dans les pays du Maghreb.

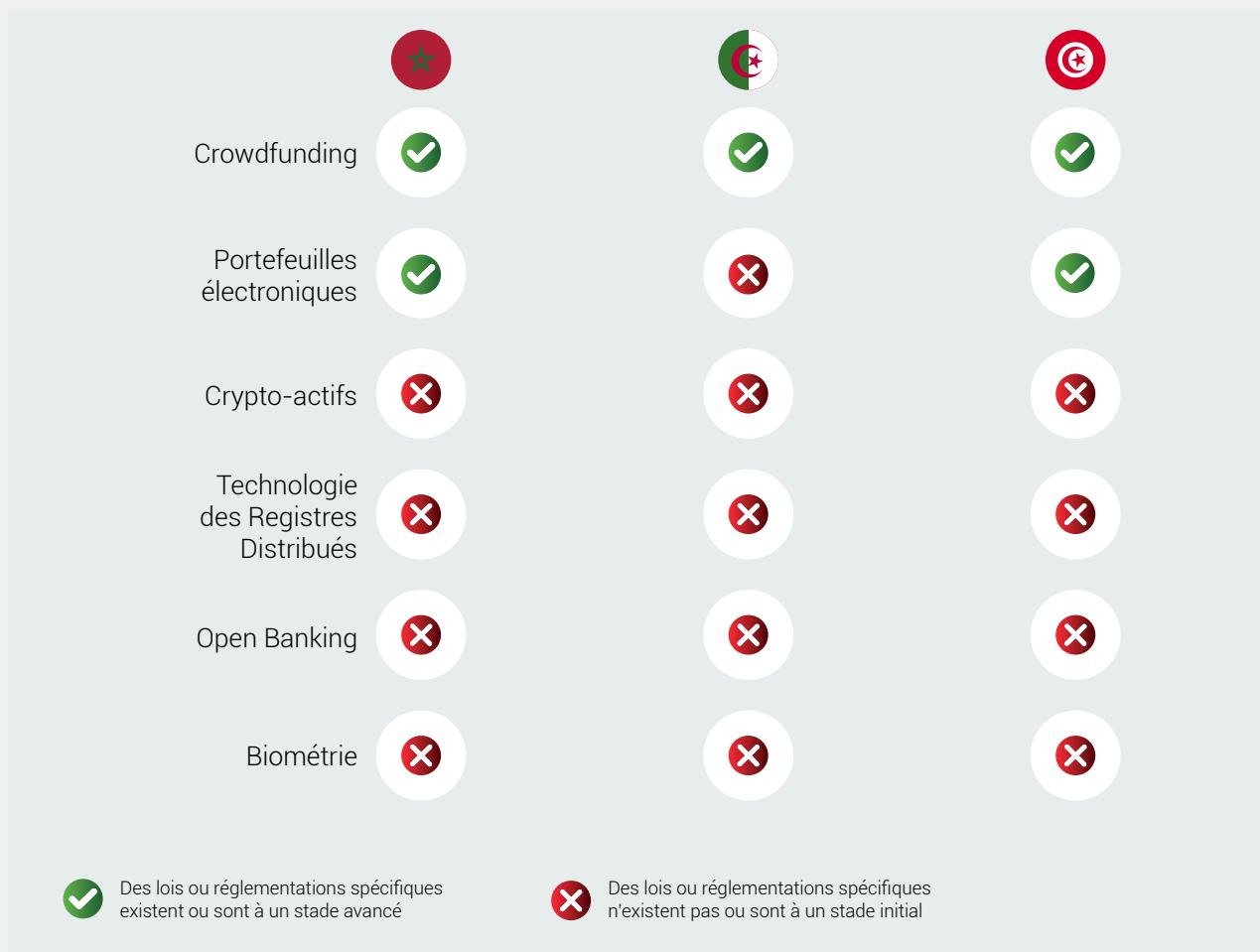


Figure 47: Réglementations spécifiques couvrant les Fintech dans les pays du Maghreb

#### ***En Bref : Exercer en l'absence de lois ou de réglementations spécifiques***

L'absence de lois et de réglementations spécifiques dans de nombreux domaines Fintech n'empêche pas les entreprises Fintech d'entrer sur le marché. L'exemple le plus frappant est celui du Crowdfunding, où de nombreuses plateformes sont actives dans le financement par capitaux propres, les prêts et les dons, alors que l'environnement légal et réglementaire n'est pas encore finalisé. Si ces plateformes enrichissent l'écosystème financier et apportent de la valeur aux bailleurs de fonds et aux bénéficiaires, le statu quo pose plusieurs risques, notamment en matière de protection des consommateurs et des investisseurs, de lutte contre le blanchiment d'argent (AML) et de continuité des activités.

Figure 48: Exercer dans les Fintech en l'absence de réglementation

## 2. Zoom sur le cadre légal et réglementaire de la Fintech au Maghreb

### 2.1. Paiements

Historiquement, les paiements ont été exclusivement assurés par les institutions bancaires. Ce monopole a pris fin au Maroc et en Tunisie au cours des deux dernières années pour laisser place à des établissements de paiement pleinement actives au Maroc (Figure 49 et Figure 50).<sup>122 123 124</sup> Selon les dernières estimations, les établissements de paiement au Maroc gèrent déjà plus de 1,5 million de portefeuilles électroniques.<sup>125</sup> Des indicateurs plus détaillés sur les établissements de paiement au Maroc sont particulièrement rares et difficiles à collecter.

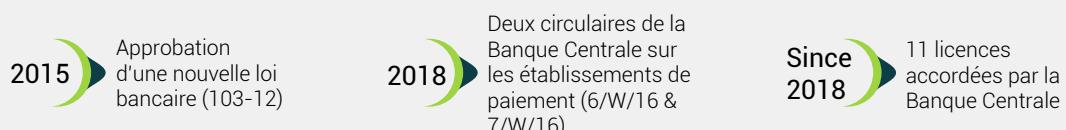


Figure 49: Les grandes étapes des établissements de paiement au Maroc

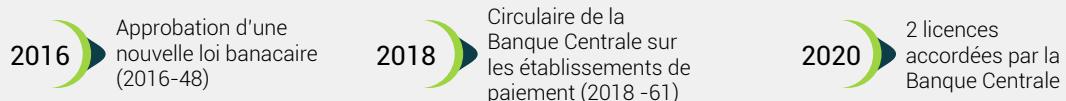


Figure 50: Les grandes étapes des établissements de paiement en Tunisie

Les réglementations au Maroc et en Tunisie permettent aux établissements de paiement de fournir divers services (Figure 51) par le biais de trois catégories de portefeuille électronique qui sont définies en fonction de la limite maximale du compte. Les exigences en matière de connaissance du client (KYC) varient en fonction du compte et ces établissements ne sont pas autorisés à proposer des services de financement.

L'un des avantages dont bénéficient les établissements de paiement est la possibilité de procéder à un enregistrement digital des clients (« digital onboarding »). Au Maroc, ce n'est qu'après le 23 avril 2020 - en pleine crise du Covid-19 - que les banques ont été autorisées à enregistrer les clients particuliers et entreprises à distance grâce à des outils d'authentification digitale.<sup>126</sup>

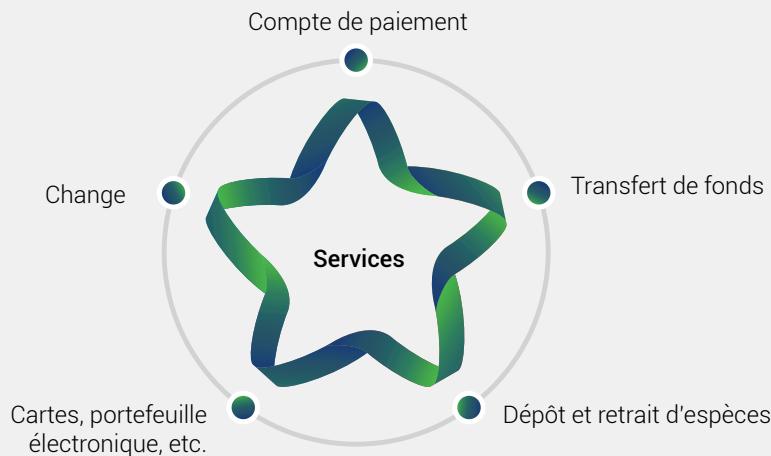


Figure 51: Principaux services des établissements de paiement au Maroc et en Tunisie

## 2.2. Signature électronique

Tous les pays du Maghreb ont introduit des lois sur la signature électronique et l'échange électronique de données juridiques. (Maroc: Loi 53-05, Tunisie: Loi 2000-83 & Algérie: Loi 15-04). L'objectif de ces lois est de soutenir les politiques de dématérialisation initiées par l'administration publique et le secteur privé. Cependant, le nombre de certificats délivrés reste très faible (35 000 certificats en 2019 au Maroc et 21 738 en Tunisie en 2018).<sup>127</sup>

En avril 2020 et en réponse à la crise du COVID-19, Barid Al-Maghrib, le seul tiers de confiance au Maroc, a annoncé la simplification des processus d'octroi des certificats de signature électronique ainsi que la réduction des prix des certificats.

### 2.3. Crowdfunding

Malgré le nombre croissant de plateformes de Crowdfunding opérant dans la région du Maghreb, leurs activités ne sont actuellement soumises à aucune réglementation spécifique en la matière. Au Maroc et en Tunisie, un cadre juridique pour le Crowdfunding est en préparation tandis qu'en Algérie, le Crowdfunding a été autorisé dans la loi de finances complémentaire 2020 suite à la crise du Covid-19.<sup>128</sup> Le Tableau 22 résume les lois sur le Crowdfunding dans les pays du Maghreb.

	Maroc	Tunisie	Algérie
Statut actuel	Loi approuvée par la chambre basse du Parlement en février 2020	Loi soumise au Parlement en février 2020	Le Crowdfunding autorisé par la loi de finances complémentaire
Activités de Crowdfunding couvertes	Prêts, fonds propres et dons	Prêts et fonds propres	Fonds propres
Organismes de surveillance	Prêts et dons : La Banque Centrale Fonds propres : Autorité des marchés de capitaux	Prêts: La Banque Centrale Fonds propres: Autorité des marchés de capitaux	Autorité des marchés de capitaux
Fonds propres minimums des entreprises de Crowdfunding	30 000 US\$	Non spécifié	Non spécifié
Limites pour les projets financés	Maximum 1 million de dollars US par an et par projet  Maximum 2 millions de dollars par an et par projet	Non spécifié	Non spécifié

Tableau 22: Comparaison des lois et réglementations du Crowdfunding au Maghreb  
(Source : Ministères des Finances du Maroc et de l'Algérie. Ministère des Technologies de la Communication Tunisie)

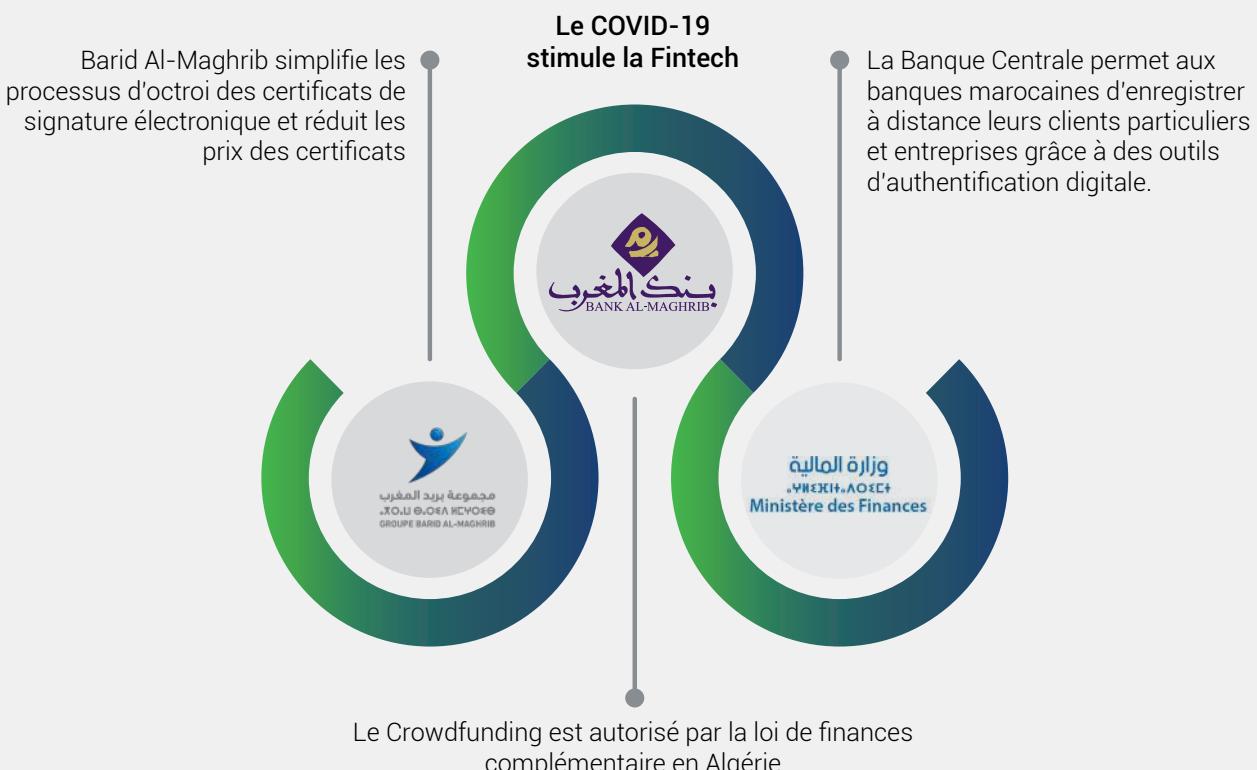


Figure 52: Quand COVID-19 booste la Fintech

## 2.4. Crypto-monnaies

Il n'existe pas de réglementation traitant spécifiquement les crypto-monnaies ou les crypto-actifs dans les pays du Maghreb. Cependant, en novembre 2017, la Banque Centrale Marocaine, la Commission des Valeurs Mobilières et le Ministère des Finances ont conjointement averti le public que toute utilisation des crypto-monnaies et spécifiquement du BITCOIN comme mode de paiement constituerait une violation manifeste des lois applicables. Cette mise en garde a été faite sur les prémisses que les crypto-monnaies n'offrent aucune protection aux clients, sont volatiles et servent de support aux activités criminelles et au blanchiment de capitaux.

## 2.5. Les Sandbox Fintech

La Tunisie est le seul pays du Maghreb à disposer d'une Sandbox Fintech, lancé officiellement en janvier 2020. Selon la Banque Centrale de Tunisie, la Sandbox réglementaire est « environnement de test qui permet de surveiller l'expérimentation de solutions innovantes proposées par des Fintech à petite échelle et avec des clients volontaires ». Il s'agit d'une souplesse octroyée par le régulateur visant à dispenser ponctuellement les intervenants de certaines obligations sans, toutefois, utiliser la Sandbox réglementaire pour contourner les dispositions réglementaires ou légales.<sup>129</sup> Après une procédure de candidature qui dure un mois, les entreprises Fintech sélectionnées sont admises dans la Sandbox<sup>130</sup> pour une période pouvant aller jusqu'à un an. Les critères d'éligibilité au sein de la Sandbox sont présentées ci-après (Figure 53).

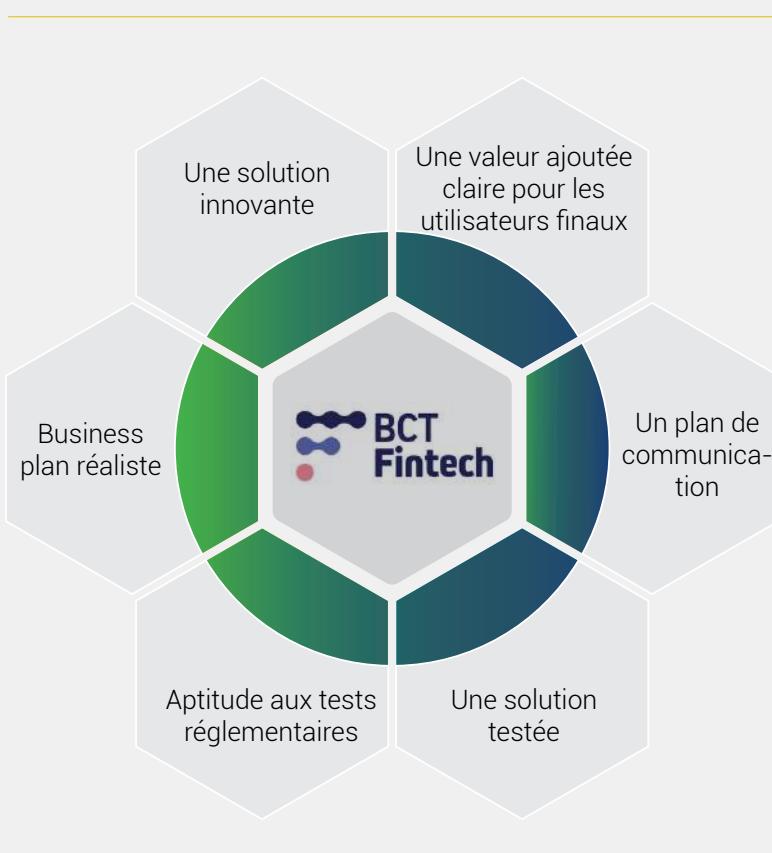


Figure 53: Critères d'éligibilité à la Sandbox BCT  
(Source: Banque Centrale de Tunisie)



## 2.6. Start-ups

La Tunisie est le seul pays du Maghreb à disposer d'un cadre légal et réglementaire dédié aux startups (le Startup Act). Ce cadre, présenté dans le Tableau 23, vise à faciliter la création et le développement des startups tunisiennes.

Elément	Détails
Loi No. 2018-20	Loi N°. 2018-20 (17 Avril 2018) relative aux Startups
Décret N ° 2018-840	Décret N° 2018-840 (11 Octobre 2018) fixant les conditions, les procédures et les délais d'octroi et de retrait du label startup, des incitations et avantages pour les Startups ainsi que l'organisation, les prérogatives et les modalités de fonctionnement du comité de labellisation.
Circulaire de la Banque Centrale de Tunisie 2019-01	Circulaire de la Banque Centrale de Tunisie N° 2019-01 (30 Janvier 2019) relative aux comptes en devises des startups
Circulaire de la Banque Centrale 2019-02	Circulaire de la Banque Centrale de Tunisie N° 2019-02 (30 Janvier 2019) relative à l'utilisation des cartes de paiement internationales par les start-up labellisées

Tableau 23: Cadre légal et réglementaire du Startup Act  
(Source: Startup Act, Tunisie)

Le Startup Act comprend 20 mesures structurées autour d'un Label de mérite et d'avantages pour les entrepreneurs, les investisseurs et les Startups (Figure 54). En septembre 2020, 338 startups ont obtenu le label Startup Act sur 600 demandes.<sup>131</sup>



Figure 54: Ensemble des avantages relatifs au Startup Act<sup>132</sup>  
(Source: Startup Act, Tunisie)

### 3. Une sélection d'expériences en matière de Fintech au Maghreb

Cette section présente une sélection d'expériences Fintech dans les pays du Maghreb. Comme le montrent les exemples ci-dessous, les activités Fintech au Maghreb couvrent diverses activités, dont la plupart sont concentrées dans les domaines du paiement et de la banque. Par conséquent, les entreprises Fintech du Maghreb abordent les défis de la durabilité principalement du point de vue de l'inclusion financière, qui est explicitement mentionnée comme une cible dans l'ODD1 (éradication de la pauvreté), l'ODD2 (éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et promouvoir une agriculture durable), l'ODD3 (santé et bien-être), l'ODD5 (égalité des sexes et autonomisation économique des femmes), l'ODD8 (promouvoir la croissance économique et l'emploi), l'ODD9 (soutenir l'industrie, l'innovation et les infrastructures) et l'ODD10 (réduire les inégalités). (Annexe C)

Dans notre analyse, nous n'avons pas identifié d'entreprise Fintech positionnée exclusivement sur la sphère de la Finance Islamique. Cependant, certaines entreprises Fintech comptent dans le portefeuille de leurs clients des Institutions Financières Islamiques. (Figures 55-64).

**Kaoun**

**A PROPOS DE KAOUN**

- Kaoun a développé des produits d'identification et d'automatisation pour rendre les services financiers plus rapides et plus accessibles à tous.
- Label Start-up tunisien : 2019
- Site web: kaoun.com

**PRODUITS ET SERVICES PRINCIPAUX**

- Des solutions de paiement basées sur la technologie des registres distribués pour les particuliers et les entreprises.
- Intégration de la solution de paiement avec les systèmes bancaires centraux

**SOURCE DE REVENU**

- Les commissions générées dépendent des montants des transferts et des paiements

**Sobflous**

**A PROPOS DE SOBFLOUS**

- Sobflous est un portefeuille électronique (web et mobile)
- Label Start-up tunisien : 2019
- Site web: sobflous.tn

**PRODUITS ET SERVICES PRINCIPAUX**

- Services de paiement de factures
- Transfert d'argent
- Paiement des commerçants
- Achat des recharges téléphoniques

**SOURCE DE REVENU**

- L'entreprise ne divulgue pas ses sources de revenus

Figure 55: Présentation générale de KAOUN  
(Source: KAOUN)

Figure 56: Présentation générale de SOBFLOUS  
(Source: SOBFLOUS)



**deep'era.ai**

#### A PROPOS DE DEEPERA

- Démocratiser la finance en offrant des conseils d'investissement pour tous grâce à des modèles d'IA.
- Label Start-up tunisien : 2019
- Site web: instadeep.com

#### PRINCIPAUX PRODUITS ET SERVICES

- Trading algorithmique utilisant l'apprentissage automatique
- Une solution basée sur l'IA pour lutter contre la fraude en matière d'assurance
- Flux de données du marché
- Système de gestion des ordres
- Le trading mobile
- Gestion boursière
- Système de compensation

#### SOURCE DE REVENU

- Revenus générés par la gestion en temps réel des ordres de bourse sur application mobile, vente de systèmes informatiques liés à la gestion des opérations en bourse (front to back), chatbots, systèmes de trading AI, etc.

#### A PROPOS DE SQOIN

- Spécialisée dans la blockchain, SQOIN développe des solutions pour faciliter le commerce électronique par un échange de jetons sur la blockchain.
- Label Start-up tunisien : 2020
- Site web: sqoin.us/coin/

#### PRINCIPAUX PRODUITS ET SERVICES

- Un logiciel Crypto pour aider les entreprises à mettre en place un échange de crypto-monnaies
- La crypto-monnaie Sqoin. Le protocole Sqoin est une crypto-monnaie sans permission qui peut protéger entièrement la confidentialité des transactions sans connaissance de la cryptographie.
- Une solution blockchain pour gérer les systèmes de paiement internes des entreprises et réduire les frais connexes.

#### SOURCE DE REVENU

- L'entreprise ne divulgue pas ses sources de revenus

Figure 57: Présentation générale de DEEPERA  
(Source: DEEPERA)

Figure 58: Présentation générale de SQOIN  
(Source: SQOIN)



**N** Ninvesti  
Algerian Crowdfunding

#### A PROPOS DE NINVESTI

- Mettre en relation les jeunes entrepreneurs avec la diaspora algérienne souhaitant investir dans des projets innovants en Algérie.
- Ninvesti est toujours en phase de mise en place.
- Site web: ninvesti.com

#### PRINCIPAUX PRODUITS ET SERVICES

- Crowdfunding basé sur les fonds propres
- Crowdfunding basé sur le prêt
- Crowdfunding basé sur des dons avec contreparties

#### SOURCE DE REVENU

- Comme pour les modèles d'affaires similaires, les revenus sont générés sur la base d'un pourcentage des montants perçus

#### A PROPOS DE BANXY

- Crée par Natixis Algérie, Banxy est la première banque digitale en Algérie.
- Site web: banxybank.com

#### PRINCIPAUX PRODUITS ET SERVICES

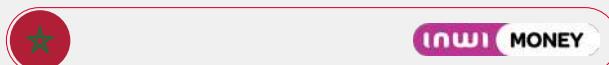
- Comptes courants
- Comptes d'épargne
- Cartes de débit

#### SOURCE DE REVENU

- Les frais bancaires tels que les frais de transfert bancaire international et local, le renouvellement des cartes de crédit, les frais de gestion des comptes, etc.

Figure 59: Présentation générale de NINVESTI  
(Source: NINVESTI)

Figure 60: Présentation générale de BANXY  
(Source: BANXY)



### A PROPOS DE INWI MONEY

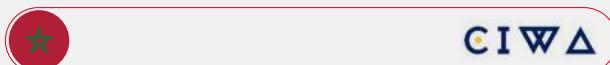
- Société de paiement mobile et de portefeuille électronique filiale de l'opérateur mobile INWI
- Site web: inwimoney.ma

### PRINCIPAUX PRODUITS ET SERVICES

- Services de paiement de factures
- Transfert d'argent
- Paiement des commerçants
- Achat de recharges téléphoniques

### REVENUE MODEL

- Des commissions s'appliquent au retrait de fonds (varient en fonction du montant) et au transfert de solde.



### A PROPOS DE CIWA

- Ciwa est une solution digitale 100% gratuite pour organiser et gérer la tontine
- Site web: ciwa.io

### PRINCIPAUX PRODUITS ET SERVICES

- Gestion des processus de tontine
- Gestion des cash flows
- Gestion des communautés de tontines.
- Evaluation du risque de crédit à l'aide de l'intelligence artificielle

### REVENUE MODEL

- L'entreprise ne divulgue pas ses sources de revenus

Figure 61: Présentation générale de INWI MONEY  
(Source: INWI MONEY)

Figure 62: Présentation générale de CIWA  
(Source: CIWA)



### A PROPOS DE ADRIA

- Adria Business and Technology est un éditeur de logiciels qui développe et met en œuvre des solutions logicielles pour les banques et les institutions financières.
- Site web: adria-bt.com

### PRINCIPAUX PRODUITS ET SERVICES

- Solutions logicielles pour :
  - Services bancaires mobiles
  - Signature électronique
  - Portefeuilles électronique
  - Gestion de la trésorerie
  - Trade finance
  - Bourses

### SOURCE DE REVENU

- Revenus générés par la vente de solutions de services financiers, le conseil, la formation et la maintenance.



### ABOUT WULUJ

- Wuluj est une plateforme de prévente qui offre aux entrepreneurs la possibilité de commercialiser leur produit ou service, au moins au stade du prototype.
- Site web: wuluj.com

### PRINCIPAUX PRODUITS ET SERVICES

- Crowdfunding basé sur les dons avec contre partie
- Crowdfunding basé sur les dons sans contre partie

### SOURCE DE REVENU

- Comme pour les modèles d'affaires similaires, les revenus sont générés sur la base d'un pourcentage des montants collectés.

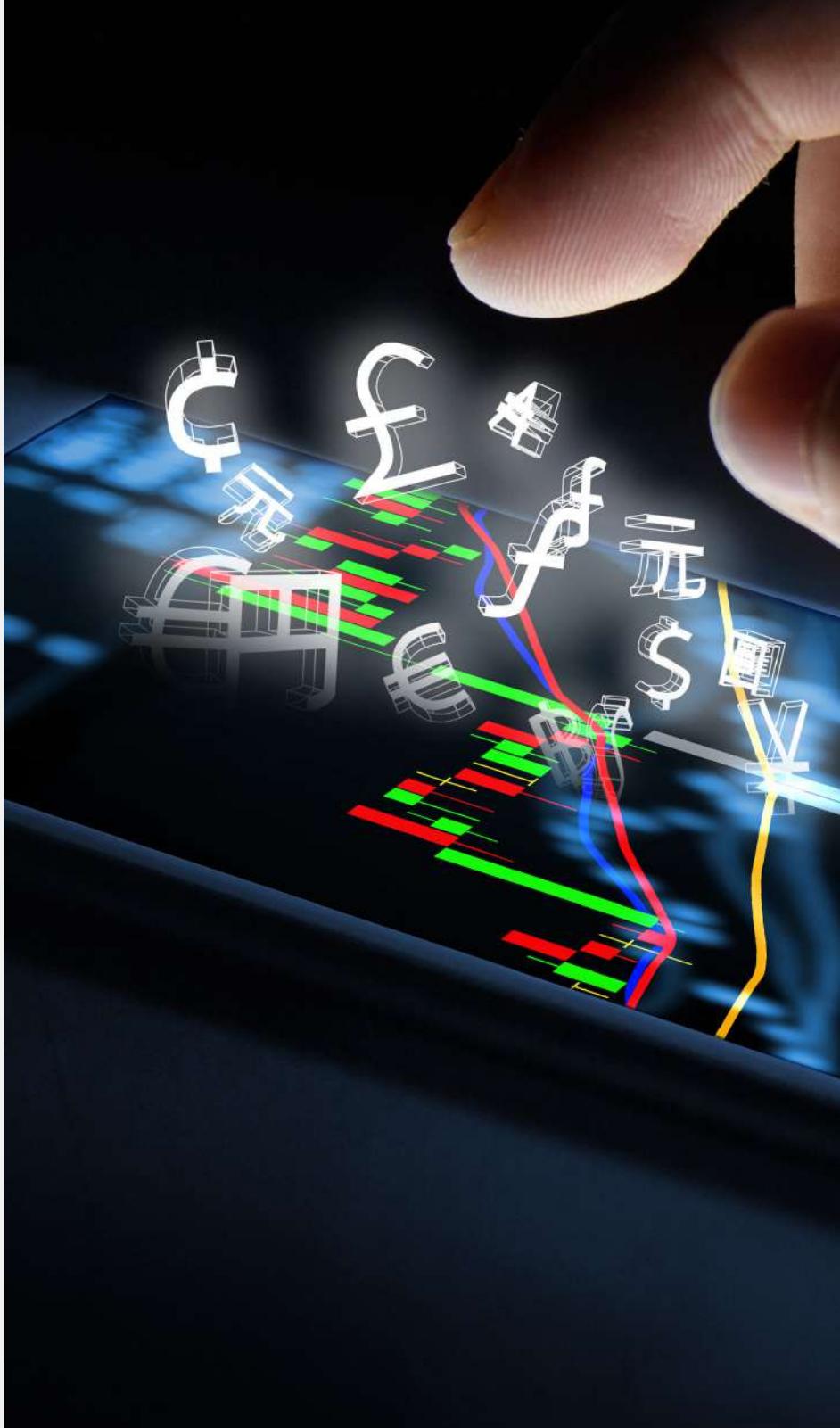
Figure 63: Présentation générale de ADRIA  
(Source: ADRIA)

Figure 64: Présentation générale de WULUJ  
(Source: WULUJ)

## Conclusion

Les pays du Maghreb bénéficient d'un ensemble de facteurs favorisant le développement de la Fintech dans la région. Une population jeune combinée à des taux d'inclusion financière relativement faibles, entre autres facteurs discutés, sont des ingrédients clés pour l'émergence de « Success Stories » locales en matière de Fintech. Cependant, de nombreux défis subsistent et doivent encore être surmontés. Il s'agit notamment de la qualité de l'internet, de la préférence pour l'argent liquide ainsi que d'un ensemble de défis réglementaires.

En particulier, il est vital de développer le cadre légal et réglementaire des Fintech au Maghreb. Les limites du cadre existant empêchent les entreprises Fintech de réaliser leur plein potentiel de croissance et font peser des risques sérieux sur les investisseurs et les utilisateurs. Bien que plusieurs initiatives encourageantes aient été prises pour introduire quelques modèles d'affaires Fintech au Maghreb, ces initiatives sont dispersées et n'ont qu'une portée limitée. Combler les lacunes réglementaires permettra non seulement de propulser le développement des produits et services Fintech, mais aussi de gérer et d'atténuer les risques associés aux acteurs actuels du marché qui opèrent dans le cadre de directives réglementaires peu claires.



# MOBILISER LES FINTECH AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNE SÉLECTION D'EXPÉRIENCES INTERNATIONALES

## Principales conclusions

- Les technologies financières offrent d'immenses possibilités pour concilier la finance et les défis du développement durable.
- Les initiatives de Fintech pour le développement durable sont diverses. Elles sont lancées par le secteur public et le secteur privé ; elles opèrent dans des pays développés et en développement et se trouvent à différents stades de développement.
- Bien que de nombreuses initiatives réussies conciliant entre Fintech et développement durable se concentrent dans le secteur de la finance conventionnelle, ces expériences peuvent être exploitées dans le contexte de la Finance Islamique.



Ce chapitre présente des exemples d'initiatives Fintech mondiales répondant aux défis du développement durable. Ces expériences démontrent qu'il est possible d'aligner les objectifs financiers et d'impact grâce aux leviers offerts par les Fintech.

Les initiatives Fintech présentées dans ce chapitre ont été sélectionnées au terme d'un processus (Figure 65) qui assure une diversité en termes de :

- Couverture de multiples défis de durabilité : ODD1 (Pauvreté), ODD3 (Santé), ODD4 (Éducation de qualité), ODD6 (Eau propre et assainissement), ODD7 (Énergie propre et abordable) et ODD13 (Atténuation du changement climatique).
- Mélange d'expériences de finance conventionnelle et Islamique
- Appliquée tant dans les pays en développement que dans les pays développés
- Expérience Fintech initiée par des organisations publiques, privées et à but non lucratif
- Fintech à différents stades de développement : Amorçage, phase initiale, croissance et expansion



Figure 65: Processus de sélection des expériences Fintech

La présentation des expériences mondiales en matière de Fintech est structurée selon les perspectives suivantes :

- Informations générales sur le porteur de l'initiative Fintech et son environnement
- Proposition de valeur : La valeur ajoutée de l'innovation en termes de réponse aux défis du développement durable (pauvreté, éducation, énergie, soins de santé...).
- Source de revenus : Le modèle qui permet à l'initiative Fintech de générer des revenus.
- Impact : Indicateurs clés de performance permettant de mesurer l'impact de l'initiative Fintech en matière de développement durable.

Le tableau suivant résume les expériences internationales présentées dans ce Chapitre.

Principaux ODD abordés	Porteur de l'initiative	Objectif
<b>ODD 1 – Pas de pauvreté</b>	Easy Paisa (Pakistan)	Inclusion financière pour tous
	M-PESA (Kenya)	Financement pour tous
	Ecofarmer (Zimbabwe)	Protection des activités agricoles
	Finterra (Malaisie)	Plateforme Waqf
	Kiva (Etats-Unis)	Crowdfunding pour de nouvelles opportunités
	ZakiBaznas (Indonésie)	Chatbot Zakat
	Zakatify (Etats-Unis)	Application de gestion de la Zakat
	Blossom finance (Indonésie)	Sukūk pour les institutions de Microfinance
	India Stack (Inde)	Services Digitaux pour tous
	Angsur (Indonésie)	Microfinance pour les étudiants
<b>ODD 2 – Faim Zéro</b>	Ethis Crowd (Indonésie)	Crowdfunding Islamique pour le logement
	Irisguard (EyePay en Jordanie)	Inclusion financière par l'authentification
	Easypaisa (Pakistan)	Assurance santé pour tous
	M-TIBA (Kenya)	Soins de santé pour tous
<b>ODD 3 – Bonne Santé et Bien-être</b>	Gouvernement de la Sierra Leone	Rétention du personnel de santé
	Cover US (Etats-Unis)	Tokens (coupons) d'impact pour les soins de santé
	Mint (Etats-Unis)	Fintech pour l'éducation financière
<b>ODD 4- Education de Qualité</b>	Amplify (Afrique du Sud)	Suivi de la fréquentation des enfants dans les écoles
	Safe Water Network (Ghana)	Accès à l'eau pour tous
<b>ODD 6 – Eau Propre et Assainissement</b>	M KOPA (Kenya)	Paiement à la consommation de l'électricité
	Sun Exchange (Afrique du Sud)	Électricité pour tous
<b>ODD 7 – Energie Propre et d'un Coût Abordable</b>	REDD-Chain	Tokens (coupons) d'impact pour préserver les forêts
	BYD (Chine)	Encouragement des véhicules électriques
<b>ODD 13- Mesures Relatives à la Lutte Contre Les Changements Climatiques</b>		

Tableau 24: Expériences internationales en matière de Fintech présentées dans ce Chapitre

## 1. Pas de Pauvreté (ODD1)

### 1 PAS DE PAUVRETÉ



À la lumière des objectifs définis par les Nations Unies en matière de développement durable, les technologies financières peuvent contribuer à la mise en œuvre de systèmes et de mesures de protection sociale appropriés, à l'égalité des droits aux ressources économiques, ainsi qu'à l'accès aux services de base, à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles, aux nouvelles technologies et aux services financiers appropriés, à la réduction de l'exposition des pauvres et des personnes vulnérables aux événements extrêmes liés au climat.

1

Inclusion financière pour tous  
Easypaisa (Pakistan)



#### Informations Générales

Easypaisa<sup>133</sup> est la première plateforme bancaire mobile du Pakistan, lancée en 2009. Conçue initialement comme un service de transfert d'argent, elle s'est transformée en une plateforme complète grâce à laquelle les Pakistanais peuvent adopter un style de vie digital. Easypaisa fonctionne comme un service bancaire sans agence offrant à ses clients une large gamme de produits.

#### Proposition de Valeur

Easypaisa offre une multitude de services, notamment le paiement de factures, le paiement QR, le transfert d'argent, les prêts, les solutions de paiement digital pour les entreprises.

#### Source de Revenus

Easypaisa prélève des frais sur les transferts d'argent, les transferts de fonds interbancaires, les consultations de solde, les retraits d'argent sur un compte mobile, les retraits d'argent aux distributeurs automatiques, ainsi que des frais sur les produits d'assurance et les intérêts sur les prêts.

#### Impact

- Près de 650 000 transactions sont effectuées sur Easypaisa chaque jour
- En 2015, 230,7 millions de transactions ont été effectuées par Easypaisa, soit environ 635 000 par jour. La valeur totale de ces transactions en 2015 était d'environ 7,8 milliards de dollars, soit l'équivalent de 3 % du PIB du Pakistan en 2015.
- Le nombre de clients actifs utilisant Easypaisa s'élève à 20 millions, dont 1,6 million disposent d'un compte de monnaie mobile.
- En 2016, elle comptait 75 000 agents répartis sur plus de 800 sites au Pakistan, ce qui signifie qu'elle dispose de la plus grande couverture financière du pays et de l'une des plus grandes offres de services de monnaie mobile au monde<sup>134</sup>.

2

## Financement pour tous

M-PESA (Kenya)



### Informations Générales

M-PESA est un service de transfert d'argent par téléphone mobile, de paiement et de micro-financement, lancé en 2007 par Vodafone Group plc et Safaricom, le plus grand opérateur de réseau mobile du Kenya. Il s'est depuis étendu à la Tanzanie, au Mozambique, à la RDC, au Lesotho, au Ghana, à l'Égypte, à l'Afghanistan, à l'Afrique du Sud, à l'Inde, à la Roumanie et à l'Albanie.

### Proposition de Valeur

M-PESA permet aux utilisateurs de déposer, retirer, transférer de l'argent, payer des biens et des services, accéder au crédit et à l'épargne, le tout avec un appareil mobile. Plus précisément, M-PESA permet aux clients d'accéder à tout moment à des produits de microcrédit d'un montant minimum de KSHs.100 (moins de USD 1) et de recevoir le prêt instantanément sur leur compte M-PESA. En fait, les clients de M-PESA se constituent un score de crédit qui leur permet d'accéder à des prêts via les banques partenaires de la société. Les clients peuvent également accéder à une facilité de découvert sur M-PESA pour les aider à effectuer des paiements lorsqu'ils ne disposent pas d'un solde suffisant sur leur compte. Plus leur cote de crédit est élevée, plus leur découvert peut être important.

### Source de Revenus

M-PESA prélève des frais sur les retraits de fonds auprès des agents, les transferts, les retraits aux guichets automatiques, en plus des intérêts sur les prêts.

### Impact

M-PESA permet à environ 41,5 millions de clients d'accéder à des services financiers de base sécurisés et abordables. En 2019, 12 milliards de transactions ont été effectuées en utilisant la large gamme de services proposés par M-PESA. L'entreprise compte plus de 430 000 agents opérant dans 7 pays<sup>135</sup>.

3

## Protection des activités agricoles

EcoFamer (Zimbabwe)



### Informations Générales

EcoFarmer a été lancé en 2013 au Zimbabwe en tant qu'entreprise d'assurance à prestations indexées sur les conditions météorologiques. Elle offre aux agriculteurs, au gouvernement, aux entreprises contractantes, aux ONG, aux syndicats d'agriculteurs, etc. une large gamme de solutions digitales pour assurer le plus haut niveau de productivité dans la chaîne de valeur agricole.

### Proposition de Valeur

EcoFarmer permet aux clients (agriculteurs) d'avoir accès, entre autres, à des services d'assurance réduisant leur exposition aux effets des événements extrêmes liés au climat. En effet, ces initiatives devraient également permettre de réduire le nombre de personnes susceptibles de devenir vulnérables dans de telles circonstances. Plus précisément, l'assurance Ecofarmer indexée sur les conditions météorologiques indemnise l'agriculteur contre la perte de céréales résultant d'un faux départ de pluie, d'une sécheresse ou de précipitations excessives pendant la période du contrat d'assurance.

### Source de Revenus

Des primes sont perçues pour les différents produits d'assurance d'EcoFarmer. EcoFarmer propose d'autres produits tels que la réservation de produits agricoles à l'aide de téléphones portables (tracteurs, épandeurs, etc.) ainsi que la vente d'intrants agricoles (semences, produits chimiques et engrais) à livrer aux bénéficiaires au Zimbabwe .

### Impact

En 2018, la plateforme EcoFarmer comptait plus de 700 000 agriculteurs inscrits bénéficiant des différents produits de l'entreprise<sup>137</sup>.

**4****Platefrome Waqf**  
Finterra (Malaisie)**Informations Générales**

Société technologique fournissant des applications islamiques basées sur la blockchain répondant à des enjeux majeurs, Finterra a été créée en 2017 et est actuellement présente en Malaisie, à Singapour, à Hong Kong, aux Émirats Arabes Unis et en Inde, avec des projets d'expansion en Afrique et dans le reste du Moyen-Orient.

**Proposition de Valeur**

Finterra offre une plateforme Waqf utilisant la technologie blockchain et permet aux conseils d'administration Waqf, aux ONG, aux entreprises RSE, aux Trusts et aux autres parties prenantes de créer des causes, de soumettre des plans de projets qui sont nécessaires pour financer les projets et les causes Waqf. Les donateurs peuvent contribuer soit au Cash Waqf, soit aux projets Waqf. La plateforme encourage la transparence dans toutes les transactions financières, l'utilisation de contrats intelligents («smart contracts»), les pratiques de bonne gouvernance par le biais de l'e-KYC et des reporting, etc<sup>138</sup>.

- Frais d'abonnement aux logiciels Cloud pour les utilisateurs de la plateforme Waqf Blockchain
- Frais de services de mise en œuvre de logiciels en marque blanche pour les clients qui achètent des licences de logiciels en marque blanche pour Waqf Blockchain, ou d'autres solutions FinTech, comme les portefeuilles électroniques, les passerelles de paiement et les plateformes de négociation.
- Services de conseil et de formation
- Frais de transaction appliqués au transfert de fonds dans l'écosystème de la Blockchain.
- Commissions de succès appliquées aux causes caritatives, Waqf ou d'investissement pour la collecte de fonds sur la plateforme de Crowdfunding blockchain de Finterra.

**Impact**

La plateforme Waqf de Finterra a déjà desservi 8 pays avec 12 fonds communs Waqf où 680 donateurs vérifiés ont contribué et ont eu un impact sur la vie de 9450 personnes<sup>139</sup>.

**5****Crowdfunding pour de nouvelles opportunités**  
Kiva (Etats-Unis)**Informations Générales**

Kiva est une plateforme de Crowdfunding qui vise à mobiliser des capitaux par le biais de prêts en faveur des populations mal desservies. En effet, Kiva vise à améliorer la qualité et le coût des services financiers afin de parvenir à l'inclusion financière et économique dans le monde entier.

Le principe de base de la plateforme Kiva est de faciliter l'accès des personnes aux ressources financières sans aucun coût supplémentaire. En effet, les coûts de fonctionnement de Kiva sont couverts par les dons volontaires des prêteurs Kiva.

L'emprunteur fait une demande de prêt sur Kiva.org, puis la demande de prêt passe par le processus de souscription et d'approbation. Une fois la demande approuvée, le prêt est mis en ligne sur Kiva pour que les prêteurs puissent le soutenir jusqu'à ce que la collecte de fonds soit terminée.

L'emprunteur commence à rembourser le prêt en fonction du calendrier de remboursement donné et de sa capacité de remboursement. À la fin du processus, les prêteurs utilisent les remboursements pour financer de nouveaux prêts, faire des dons ou retirer l'argent.

Kiva couvre la plupart de ses coûts de fonctionnement grâce aux dons volontaires effectués par les prêteurs Kiva. Le reste des coûts est couvert par des subventions et des dons de fondations et de sympathisants.

Kiva ne prend pas de frais auprès des prêteurs. 100% des fonds collectés sur Kiva sont dirigés vers le financement des prêts<sup>140</sup>.

À la fin du mois de mai 2020, Kiva a traité avec 3,6 millions d'emprunteurs pour plus de 1,45 milliard de dollars de prêts accordés à 1,9 million de prêteurs dans 77 pays. Le taux de remboursement est de 96 % et la contribution minimale aux prêts est de 25 USD. Concernant les bénéficiaires:

- 282 126 se trouvent dans des zones de conflit
- 1 178 249 se trouvent dans des pays moins développés.
- 918 381 sont des agriculteurs
- 218 000 personnes ont eu accès à une énergie propre<sup>141</sup>

**6**

## Chatbot Zakat

Zakibaznas (Indonésie)



### Informations Générales

Le Conseil national de la Zakat (BAZNAS) est le seul organisme officiel formé par le gouvernement sur la base du décret présidentiel n° 8 de 2001 de la République d'Indonésie, qui a pour rôle et fonction de collecter et de distribuer la Zakat, l'Infaq et les aumônes au niveau national.

### Proposition de Valeur

BAZNAS a collaboré avec Artdigi pour lancer un assistant virtuel de charité nommé @zakibaznas. Cet assistant virtuel, équipé du traitement du langage naturel, mène des conversations avec les utilisateurs pour les aider à effectuer des transactions et à obtenir des informations (exemple : calcul de la Zakat).

### Source de Revenus

Non applicable

@zakibaznas fait partie de la stratégie de BAZNAS visant à stimuler la collecte de la Zakat par le biais de divers canaux numériques (plateformes de Crowdfunding, intégration aux plateformes de commerce électronique, paiement mobile, paiement par SMS machines M-cash). La collecte de la Zakat en Indonésie a augmenté de 37,34 % et 24,6 % respectivement en 2016 et 2017.<sup>142</sup>

### Impact

**7**

## Application de Gestion de la Zakat

Zakatify (Etats-Unis)



### Informations Générales

La planification et la gestion de tous les aspects liés au paiement de la Zakat par les particuliers peuvent être lourdes. Zakatify rend ce processus plus facile, plus sûr et plus pratique.

### Proposition de Valeur

Zakatify permet aux utilisateurs de payer leur Zakat en les aidant d'abord à découvrir les organisations caritatives qui comptent le plus pour eux et les causes qu'ils ont l'intention de soutenir. Les utilisateurs peuvent choisir dans une base de données diversifiée d'organisations caritatives vérifiées, exonérées d'impôts et éligibles à la Zakat aux États-Unis. Grâce à Zakatify, les utilisateurs peuvent définir des dons mensuels automatiques, partager leurs expériences et discuter en ligne avec d'autres utilisateurs de Zakatify. L'application mobile est alimentée par PayPal qui reçoit les dons et les reverse aux organisations caritatives choisies. Les paiements sont traités par PayPal pour des transactions sécurisées.<sup>143</sup>

### Source de Revenus

Zakatify facture des frais de plateforme de 5 %<sup>144</sup>

### Impact

Les utilisateurs de l'application Zakatify ont la possibilité de verser la Zakat à 1500 organisations caritatives aux États-Unis par le biais de la plateforme

**8**

## Sukūk pour la Microfinance Islamique

Blossom Finance (Indonésie)



### Informations Générales

Blossom Labs, Inc. est une société américaine du Delaware, dont le siège opérationnel se trouve à Jakarta. Fondée en 2014, Blossom vise à accroître la présence des services financiers islamiques en utilisant la technologie.

### Proposition de Valeur

Blossom Finance a lancé sa plateforme Smart Sukūk pour standardiser et automatiser les aspects légaux, comptables et de paiement relatifs aux Sukūk. La plateforme utilise des contrats intelligents Ethereum pour accroître l'efficacité et la portée de l'émission de Sukūk à l'échelle mondiale. Contrairement aux Sukūk traditionnels, les émetteurs de Smart Sukūk peuvent émettre des billets d'un montant aussi faible que de \$20 000<sup>145</sup>

### Source de Revenus

Les investisseurs n'ont pas à payer de frais administratifs ou de service initiaux. Blossom Finance gagne une part des bénéfices réalisés par les investisseurs.

### Impact

En 2019, Blossom finance a réussi à lever 50 000 dollars grâce à la première émission de Sukūk au monde sur une blockchain publique. Les recettes ont été versées à la BMT Bina Ummah d'Indonésie, une coopérative de microfinance islamique qui soutient les micro-PME et les entrepreneurs qui ne bénéficient pas de financements conventionnels<sup>146</sup>

**9**

## Services digitaux pour tous

India Stack (Inde)



### Informations Générales

India Stack est un ensemble d'interfaces de programmation d'applications qui permet à un utilisateur en Inde de demander des services par voie digitale. Les services offerts comprennent la vérification de l'identité, la réalisation de KYC, les paiements digitaux, les signatures électroniques, le partage de données, etc.

Par exemple, India Stack a facilité la création d'un système d'identification unique appelé «Aadhaar». Ce système crée un identifiant digital unique pour chaque bénéficiaire, ce qui a permis au gouvernement d'effectuer des paiements précis en matière d'allocations de chômage et de subventions. La vérification digitale à l'aide de l'iris, du visage ou des empreintes digitales permet de s'assurer que les allocations parviennent à la bonne personne, où qu'elle se trouve dans le pays.

India Stack offre quatre catégories de technologies distinctes :

- Catégorie "sans présence physique": où une identité digitale biométrique universelle permet aux gens de participer à n'importe quel service à partir de n'importe quel endroit en Inde.
- Catégorie "sans papier": où les données digitales se transfèrent avec l'identité digitale de chaque individu, éliminant ainsi le besoin de collecter et de stocker des quantités massives de papier.
- Catégorie "sans argent liquide": où se trouve une interface unique pour tous les comptes bancaires et portefeuilles de l'Inde afin de démocratiser les paiements.
- Catégorie "de consentement": Ce qui permet aux données de circuler librement et en toute sécurité afin de démocratiser le marché des données<sup>147</sup>

### Proposition de Valeur

India Stack est entièrement financé par le gouvernement

### Source de Revenus

India Stack est entièrement financé par le gouvernement

### Impact

En juillet 2019, India Stack a authentifié 2,98 milliards d'Aadhaar, effectué 150 millions de e-KYC et connecté 339 millions de comptes bancaires.<sup>148</sup>

**10**

### **Microfinance pour les étudiants**

Angsur (Indonésie)



Informations Générales	Angsur sert la population non bancarisée en fournissant un financement conforme à la Charia aux étudiants sans antécédents de crédit et sans garantie. <sup>149</sup>
Proposition de Valeur	Angsur recueille les données des réseaux sociaux et évalue la solvabilité en fonction de la présence digitale. Ensuite, le financement est accordé par le biais de contrats Mourabaha où les échéances sont payées sur 1 à 12 mois selon les préférences de l'emprunteur, avec généralement une avance de plus de 10%. La formation sur la microfinance d'Angsur est assurée par d'autres étudiants, appelés partenaires étudiants d'Angsur. <sup>150</sup> En outre, Angsur prélève 2,5 % de la marge du produit pour la Sadaqah qui est distribuée aux orphelins et aux personnes vivant dans des bidonvilles.
Source de Revenus	Marge sur les opérations Mourabaha
Impact	Angsur est encore en phase d'amorçage.

**11**

### **Crowdfunding Islamique pour le logement**

Ethis (Indonésie)



Informations Générales	Ethis est la première startup de Crowdfunding islamique conforme à la Charia. Il s'agit d'une plateforme d'investissement basée en Indonésie pour ceux qui s'intéressent à l'immobilier et aux investissements à impact, et vise à financer des projets immobiliers. Le modèle opérationnel d'Ethis est basé sur: <ul style="list-style-type: none"> <li>Identifier les opportunités d'investissement dans l'immobilier (en Indonésie).</li> <li>Permettre aux investisseurs de mettre en commun leur argent et d'investir dans des opportunités d'investissement liées à l'immobilier et conformes à la Charia.</li> <li>Collaborer avec des savants islamiques pour certifier les investissements comme étant conformes.</li> <li>La première plateforme de Crowdfunding/ investissement immobilier entièrement conforme à la Charia.</li> <li>Investir depuis n'importe quel pays dans l'immobilier indonésien</li> </ul> La plateforme met en relation directe des petits et grands investisseurs ainsi que des institutions avec des projets de développement immobilier sur un marché passionnant comme celui de l'Indonésie. Les structures d'investissement sont basées sur la Mourabaha ou l'Istisna'.
Proposition de Valeur	Les investisseurs s'inscrivent, remplissent leurs informations et partagent leur copie d'identité. Ensuite, les investisseurs peuvent parcourir les campagnes, sélectionner le projet dans lequel ils souhaitent investir et soumettre leur demande d'investissement. L'investisseur transfère en ligne ses fonds sur le compte bancaire du projet et reçoit des informations mensuelles sur le projet par e-mail.
Source de Revenus	Ethis perçoit une commission de fonctionnement de 6% du montant total collecté pour chaque projet entièrement financé.
Impact	Ethis a levé 45,1 millions de dollars US. L'entreprise a soutenu la construction de plus de 8 300 maisons avec l'aide de 1 275 investisseurs. <sup>151</sup>

## 2. Faim "Zéro" (ODD 2)

### 2 FAIM ZÉRO



La faim et la malnutrition extrêmes restent un énorme obstacle au développement dans de nombreux pays. On estime à 821 millions le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique en 2017, ce qui est souvent la conséquence directe de la dégradation de l'environnement, de la sécheresse et de la perte de biodiversité. Plus de 90 millions d'enfants de moins de cinq ans présentent une insuffisance pondérale dangereuse. La sous-alimentation et l'insécurité alimentaire grave semblent augmenter dans presque toutes les régions d'Afrique, ainsi qu'en Amérique du Sud. Les technologies financières peuvent contribuer à résoudre ces problèmes, comme le montre l'exemple suivant.

1

#### Inclusion financière par l'authentification

Irisguard (EyePay en Jordanie)



##### Informations Générales

La Fintech est utilisée par les donateurs d'aide humanitaire et financière en faveur des victimes du conflit syrien en enregistrant numériquement les réfugiés avec EyePay, une application développée par la société Irisguard.

EyePay fonctionne en utilisant la technologie blockchain, Ethereum, pour soutenir l'inclusion financière des réfugiés syriens en Jordanie en traitant les transactions dans les supermarchés et les distributeurs automatiques en temps réel. L'inscription utilise l'iris du réfugié comme identité digitale pour l'aider à gérer son argent liquide.

##### Proposition de Valeur

Une fois que l'acheteur a fait scanner son iris, le système communique automatiquement avec la base de données d'enregistrement du HCNUR pour confirmer l'identité du réfugié, vérifie le solde du compte auprès des sociétés de services financiers, puis confirme l'achat et imprime un reçu, le tout en quelques secondes.

##### Source de Revenus

Iris Guard investit dans l'infrastructure et offre des options de facturation flexibles, y compris un modèle CAPEX et OPEX. La société cherche à établir un modèle de facturation efficace et rentable dans le but de minimiser les coûts d'installation et de fonctionner sur la base d'une commission par transaction pendant toute la durée de l'opération.<sup>152</sup>

##### Impact

- 2 767 999 bénéficiaires dans le monde avec 1 300 points de contact.
- 15,7 millions de transactions traitées (1,2 milliard de dollars en valeur)
- En Jordanie, la lecture de l'iris permet à plus de 1 000 000 de réfugiés syriens d'acheter de la nourriture dans les supermarchés du camp sans avoir à échanger de l'argent.<sup>153</sup>

### 3. Bonne Santé et Bien-être (ODD3)

## 3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE



Les technologies financières peuvent contribuer à accroître le financement de la santé et le recrutement, le développement, la formation et la fidélisation du personnel de santé dans les pays en développement, notamment dans les pays les moins avancés et les Petits États Insulaires en Développement. En outre, elles peuvent contribuer à la réalisation de la couverture sanitaire universelle, y compris la protection contre les risques financiers, l'accès à des services de soins de santé essentiels de qualité et l'accès à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et abordables pour tous.

1

**Assurance santé pour tous**  
Easypaisa (Pakistan)



Informations Générales	Easypaisa commercialise des produits d'assurance santé souscrits par des compagnies d'assurance et des opérateurs Takaful par le biais de solutions de comptes mobiles offrant des avantages significatifs avec une prime annuelle minimale et une flexibilité de traitement.
Proposition de Valeur	Grâce à Easypaisa, les clients peuvent avoir accès à des plans d'assurance comprenant une couverture d'hospitalisation, la consultation d'un médecin, la télé consultation d'un médecin, ainsi que d'autres avantages. <sup>154</sup>
Source de Revenus	La société facture des primes pour les produits d'assurance
Impact	À fin 2015, Sehat Sahara (un produit d'assurance d'Easypaisa) comptait plus de 100 000 souscripteurs et avait réglé 1 400 sinistres d'une valeur moyenne d'environ 50 \$. <sup>155</sup>

2

**Soins de santé pour tous**  
M-TIBA (Kenya)



Informations Générales	M-TIBA est une plateforme technologique kenyane de financement de services de santé destinée aux consommateurs, aux assureurs, aux prestataires de soins de santé et aux gouvernements. Elle permet aux utilisateurs de gérer leur police d'assurance ou leurs paiements de santé sur leur mobile. Elle aide les assureurs, les donateurs et les gouvernements à distribuer les prestations de manière efficace et transparente.
Proposition de Valeur	M-TIBA permet entre autre de : <ul style="list-style-type: none"><li>• Gérer la police de santé à l'aide des téléphones mobiles</li><li>• Recevoir des allocations médicales de la part des employeurs à l'aide de téléphones portables</li><li>• Distribuer les fonds spéciaux des donateurs qui gèrent des programmes de santé à grande échelle.</li><li>• Accéder à une avance de fonds par les prestataires de soins de santé M-TIBA</li></ul>
Source de Revenus	<ul style="list-style-type: none"><li>• L'inscription à M-TIBA est gratuite.</li><li>• L'épargne dans M-TIBA à partir de M-PESA est gratuite.</li><li>• L'envoi d'argent sur le compte MTIBA d'une autre personne entraîne les frais de transaction normaux de M-PESA Pay Bill.<sup>156</sup></li><li>• Intérêts sur une avance de fonds à court terme<sup>157</sup></li></ul>
Impact	<ul style="list-style-type: none"><li>• Plus de 4,7 millions d'utilisateurs en Afrique</li><li>• Traitement de plus de 1048 millions de transactions</li><li>• 3128 prestataires de santé sur la plateforme</li><li>• Gestion de plus de 684 000 demandes de traitement<sup>158</sup></li></ul>

**3**

### Réention du personnel de santé

Gouvernement de la Sierra Leone



#### Informations Générales

En 2014, Ebola a fait des ravages dans les pays d'Afrique de l'Ouest qui étaient confrontés à divers problèmes sociaux et économiques. La Sierra Leone a dû faire face notamment à la problématique du paiement des salaires des urgentistes. Ces derniers devaient parcourir une longue distance pour recevoir leurs salaires en espèces et parfois, ils découvraient que leur argent était versé à des imposteurs. En conséquence, les urgentistes ont commencé à démissionner, ce qui a aggravé la situation.<sup>159</sup>

#### Proposition de Valeur

Le gouvernement a décidé de passer aux paiements mobiles puisque 95% du pays était couvert par un réseau de téléphonie mobile et que 90% des urgentistes possédaient un téléphone portable. Cependant, lors de la mise en œuvre des paiements mobiles, le gouvernement a découvert que seuls 15% des urgentistes disposaient d'un compte de monnaie mobile et que, compte tenu de la menace d'Ebola qui imposait une distanciation sociale, la seule solution disponible était d'utiliser la technologie de reconnaissance faciale pour résoudre le problème d'authentification<sup>159</sup>.

#### Source de Revenus

Initiative financée par le gouvernement

#### Impact

Le fait d'effectuer les paiements sur les comptes des téléphones portables par reconnaissance faciale a permis aux urgentistes d'être payés en une semaine, plutôt qu'après un mois avec des déductions.<sup>159</sup>

**4**

### Tokens (coupons) d'impact pour les soins de santé

CoverUS (Etats-Unis)



#### Informations Générales

Aux États-Unis, plus de 50 % des patients ne se rendent pas chez le médecin, ne prennent pas d'ordonnances et ne subissent pas d'actes médicaux tant qu'ils n'ont pas les fonds nécessaires pour payer. En outre, le secteur des soins de santé ne dispose pas de suffisamment de données pour mener des campagnes de marketing très ciblées afin de sensibiliser les gens à adopter des comportements sains et pour collecter à grande échelle des données de santé en temps réel et dans un contexte réel auprès des patients. Tous ces éléments augmentent le coût de la recherche et du développement.

#### Proposition de Valeur

CoverUS permet aux consommateurs de tirer profit du partage direct de leurs données de santé en participant à des enquêtes et à des programmes d'adhésion. En effet, les consommateurs reçoivent une compensation pour leur participation qui pourrait être utilisée pour payer des traitements médicaux.

La plateforme CoverUS est basée sur la blockchain, qui permet un audit transparent par un tiers du partage des données et des transactions financières sur un registre distribué. CoverUS utilise la technologie blockchain comme moyen pour permettre aux membres de négocier directement leurs données de santé avec les parties intéressées par celles-ci et d'en tirer de la valeur.

#### Source de Revenus

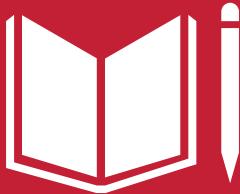
Au centre de la stratégie CoverUS se trouve une application mobile sur abonnement. Les nouveaux utilisateurs téléchargent et interagissent avec l'application, qui stocke leurs données de santé sur leur smartphone et leur sert de portefeuille électronique.<sup>160</sup>

#### Impact

Les médicaments sont désormais plus abordables. Les utilisateurs de CoverUs économisent jusqu'à 87 % sur leurs médicaments dans 67 000 pharmacies.

#### 4. Education de Qualité (ODD4)

## 4 EDUCATION DE QUALITÉ



Les technologies financières peuvent contribuer à fournir les fonds nécessaires pour que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité, à un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire équitable, gratuit et de qualité. En outre, les technologies financières peuvent contribuer à accroître le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences pertinentes nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat. Les technologies financières peuvent aider les jeunes et les adultes à apprendre à lire, à écrire et à compter.

1

### Fintech pour l'éducation financière

Mint (Etats-Unis)



#### Informations Générales

Intuit Inc. est une société américaine de logiciels de gestion commerciales et financières, fondée en 1983 à Palo Alto, en Californie. Intuit Inc. développe et vend des logiciels de finance, de comptabilité et de préparation des déclarations fiscales ainsi que des services connexes pour les petites entreprises, les comptables et les particuliers.

L'application Intuit Mint offre un large éventail de services et de fonctionnalités tels que :

- Suivi des paiements de factures : l'application rassemble toutes les factures - des factures de cartes de crédit et de services publics aux paiements de loyer et à toute autre facture - en un seul endroit pour les gérer facilement.
- Budgétisation : l'application calcule les dépenses moyennes par catégorie pour créer facilement un budget basé sur l'historique des dépenses.
- Score de crédit gratuit : l'application calcule gratuitement les scores de crédit et aide les clients à améliorer leur solvabilité et leurs liquidités.
- Alertes : l'application comprend des alertes permettant d'éviter les frais inutiles lorsque les soldes sont bas ou lorsque les paiements de factures sont dus afin d'éviter les frais et les pénalités.
- Catégorisation budgétaire
- Investissement : application pour le suivi du portefeuille d'investissement

#### Proposition de Valeur

Vente de logiciels de finance, de comptabilité et de préparation des déclarations fiscales et de services connexes pour les petites entreprises, les comptables et les particuliers.

#### Source de Revenus

Intuit (société mère de Mint) a préparé 150 000 personnes à l'emploi et créé 2 200 emplois<sup>161</sup> et a apporté 63 millions de dollars de revenus professionnels aux communautés en difficulté.<sup>162</sup>

#### Impact

<b>Informations Générales</b>	<p>Le gouvernement sud-africain a mis en place un programme de subvention par enfant et par jour de plus de 200 millions de dollars US pour soutenir plus de 800 000 enfants de faibles revenus dans des milliers d'établissements préscolaires enregistrés dans le pays. Pour bénéficier de ce programme, les enseignants doivent suivre les présences quotidiennes au moyen d'un système papier invérifiable et de rapports trimestriels qui sont examinés par les administrateurs du ministère du développement social avant tout paiement. Ce processus est coûteux et comporte des risques d'erreurs et de fraudes.</p>
<b>Proposition de Valeur</b>	<p>En Afrique du Sud, les enfants ont des identités numériques auto-souveraines qui sont cryptées dans le répertoire de données personnelles de chaque individu, contrôlé uniquement par eux et leurs parents. Ces entités numériques et l'historique de leur éducation sont enregistrés dans un registre qui permet aux parents et aux enfants de recevoir les prestations auxquelles ils ont droit.</p> <p>Lorsqu'un enfant arrive à l'école, l'enseignant utilise une application mobile pour enregistrer les présences dans un format de demande standardisé vérifiable, ce qui rend les données interopérables entre les plateformes. Ces données peuvent être vérifiées par une autorité externe. Ensuite, un contrat intelligent génère un jeton d'impact que l'école peut convertir en subventions de l'État.</p>
<b>Source de Revenus</b>	<p>Subventions</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Amélioration de la qualité de l'éducation des enfants</li><li>• Les gouvernements sont en mesure de mieux comprendre où et comment les services sont fournis et d'améliorer la planification et l'allocation des ressources des programmes.</li><li>• Depuis le début du projet pilote en 2016, plus de 61 000 registres de présence numériques ont été créés dans 85 centres en Afrique du Sud, principalement dans la province du Cap occidental.<sup>163</sup></li></ul>
<b>Impact</b>	

## 5. Eau Propre et Assainissement (ODD6)

### 6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT



La pénurie d'eau touche plus de 40 % de la population, un chiffre alarmant qui devrait augmenter avec la hausse des températures. Bien que 2,1 milliards de personnes bénéficient d'un meilleur assainissement de l'eau depuis 1990, la diminution des réserves d'eau potable touche tous les continents.

Les technologies financières peuvent avoir un effet positif sur la vie des gens en garantissant une eau potable universelle, sûre et abordable à un grand nombre de personnes.

1

#### Accès à l'eau pour tous

Safe Water Network (Ghana)



#### Informations Générales

Malgré un investissement d'environ un demi-milliard de dollars américains dans les infrastructures, de nombreuses personnes au Ghana n'ont toujours pas accès à l'eau potable. En outre, de nombreuses personnes dépendent des eaux de surface qui contiennent des parasites potentiellement mortels. Dans certaines régions du pays, l'eau présente une décoloration importante et contient des minéraux dangereux. Pendant la saison sèche, de nombreuses régions souffrent de pénurie d'eau.

Safe Water Network a été fondé en 2006 pour répondre aux problèmes susmentionnés. En 2008, Safe Water Network a établi des bureaux locaux à Accra, au Ghana, et à New Delhi, en Inde.

- Safe Water Network collabore avec les communautés pour développer des stations d'eau potable détenues et gérées localement. Safe Water Network fournit une technologie à faible coût pour traiter l'eau, fournit aux opérateurs locaux la formation et les outils nécessaires pour exploiter les stations d'eau, développe des programmes éducatifs et des campagnes de marketing pour expliquer les avantages de l'utilisation de l'eau potable, etc.

- Les services d'eau sont proposés par le biais de distributeurs automatiques de billets et de compteurs intelligents prépayés pour les raccordements domestiques qui améliorent l'accès en augmentant la disponibilité de l'eau et en permettant aux consommateurs d'aller chercher l'eau au moment le plus opportun pour eux. En outre, les clients peuvent recharger les cartes de distribution d'eau et les compteurs prépayés «intelligents» pour les raccordements domestiques par des paiements sans espèces, à tout moment et en tout lieu.

#### Proposition de Valeur

L'eau est vendue à la communauté à un prix abordable. Ce revenu est utilisé pour payer les coûts de fonctionnement et d'entretien de la station d'eau potable. Cela permet de surmonter l'un des principaux obstacles à la durabilité, car de nombreux systèmes échouent par manque de ressources permettant de payer l'entretien récurrent.

#### Source de Revenus

En 2019, au Ghana et en Inde, 1,6 million de personnes avaient accès à l'eau potable.<sup>164</sup>

#### Impact

## 6. Energie Propre et d'un Coût Abordable (ODD7)

7

### ENERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE



Entre 2000 et 2016, le nombre de personnes disposant de l'électricité est passé de 78 à 87 %, et le nombre de personnes sans électricité a plongé juste en dessous d'un milliard. Pourtant, la population continue de croître, tout comme la demande d'énergie abordable, et une économie qui dépend des combustibles fossiles entraîne des changements majeurs au niveau du climat.

Les technologies financières peuvent contribuer à équiper les populations défavorisées en énergie propre et abordable, créant ainsi des changements positifs importants pour notre climat.

1

#### Paiement à la consommation de l'électricité

M-KOPA (Kenya)



##### Informations Générales

M-KOPA est la plus grande entreprise d'Afrique (Afrique de l'Est) à fournir des mini panneaux solaires installés sur les toits, reliés à un réseau de téléphonie mobile permettant au fournisseur d'éteindre ou d'allumer ces panneaux à distance.

##### Proposition de Valeur

M-KOPA au Kenya offre une solution qui peut aider les entreprises et les commerçants à rester ouverts pendant plus d'heures avec un coût énergétique acceptable, à augmenter leurs revenus et à avoir un impact positif sur l'emploi et les investissements. En effet, au lieu de payer 250 dollars US en une seule fois pour de telles installations, M-KOPA leur propose de payer 50 cents par jour par le biais de comptes de monnaie mobile, faute de quoi les panneaux seraient éteints.

##### Source de Revenus

M-KOPA facture l'électricité en utilisant le modèle de financement «pay-as-you-go» («paiement à la consommation»), qui permet aux clients d'avoir un accès instantané aux produits et d'en devenir propriétaires au fil du temps grâce à des micro-paiements flexibles. M-KOPA propose d'autres produits liés à la possession de smartphones et aux services financiers.<sup>165</sup>

##### Impact

- L'accès aux produits de la société a permis à des millions de foyers hors réseau de remplacer leurs lanternes à kérosène toxiques ou leurs générateurs diesel par une solution solaire propre et de meilleure qualité, évitant ainsi 1,8 million de tonnes métriques d'émissions de CO2 et de carbone noir.
- Les clients de la société ont économisé 428 millions de dollars en passant à l'énergie solaire grâce à M-KOPA.
- Les services de M-KOPA ont permis à 50% des clients de générer des revenus.<sup>166</sup>

2

#### Electricité pour tous

Sun Exchange (Afrique du Sud)



##### Informations Générales

Sun Exchange est une plateforme sud-africaine de leasing solaire de pair à pair (peer-to-peer) basée sur la blockchain. Grâce à Sun Exchange, n'importe qui, n'importe où dans le monde, peut posséder des panneaux solaires et créer de la valeur en louant ces panneaux pour fournir de l'énergie à des entreprises et des organisations sur les marchés émergents, l'installation et la maintenance étant prises en charge par Sun Exchange<sup>167</sup>.

Une fois les projets solaires reconnus comme viables et responsables, une vente collective des panneaux solaires qui alimenteront le projet est organisée.

Ensuite, l'installation du projet solaire commence. Les partenaires de construction locaux désignés installent les panneaux solaires, ce qui prend généralement de quatre à six semaines, mais peut être plus long pour les projets plus importants.

Les écoles, les entreprises et les organisations paient pour utiliser l'électricité propre produite par les panneaux solaires. Le contrat de location débute lorsque les panneaux solaires commencent à produire de l'électricité.

Les propriétaires de panneaux solaires reçoivent un revenu solaire mensuel, net des frais d'assurance et de service, dans leur portefeuille Sun Exchange, dans la devise locale du projet ou en Bitcoins.<sup>167</sup>

##### Proposition de Valeur

Pourcentage des transactions financières sur la plateforme

##### Source de Revenus

Sun Exchange compte plus de 4 000 membres enregistrés dans plus de 70 pays<sup>168</sup>.

## 7. Mesures Relatives à la Lutte Contre Les Changements Climatiques (ODD13)

### 13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES



Les Fintech peuvent contribuer à renforcer la résilience et la capacité d'adaptation aux risques liés au climat et aux catastrophes naturelles dans tous les pays. Elles peuvent intégrer des mesures de lutte contre le changement climatique dans les politiques, les stratégies et la planification nationales et améliorer l'éducation, la sensibilisation et les capacités humaines et institutionnelles en matière d'atténuation du changement climatique, d'adaptation, de réduction de l'impact et d'alerte rapide.

1

#### Tokens (coupons) d'impact pour préserver les forêts

REDD-Chain

##### Informations Générales

Selon certaines études<sup>169</sup>, le changement d'affectation des terres et la déforestation générèrent entre 12 et 29 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Par conséquent, limiter la déforestation et la dégradation des forêts permettrait de réduire les émissions. Dans ce contexte, cette initiative vise à donner une valeur financière aux forêts afin d'inciter les agriculteurs à les conserver.

##### Proposition de Valeur

La technologie Blockchain permet la traçabilité des impacts pour les donateurs et les bénéficiaires et encourage l'augmentation des paiements basés sur les résultats à l'aide de contrats intelligents. La conservation des forêts est observée et contrôlée à l'aide d'images satellites haute résolution, ce qui permet de confirmer que les conditions des contrats intelligents en place ont été remplies. L'intelligence artificielle améliore la vérification et la qualité des données tout en générant de nouvelles connaissances et analyses. Enfin, les acteurs locaux sont récompensés par des jetons pour avoir soumis les informations nécessaires à la conservation des forêts par le biais d'applications mobiles. Ces agriculteurs locaux peuvent monétiser la conservation des forêts sur REDD-Chain et, en créant des portefeuilles numériques, ils peuvent avoir un accès direct aux services financiers.

##### Source de Revenus

La plate-forme de base du RCP sera exploitée dans un cadre non lucratif, couvrant ses coûts grâce à des frais de service facturés aux utilisateurs.<sup>170</sup>

##### Impact

Sensibiliser les gens en contribuant à la réduction de la déforestation.



Informations Générales	Étant le plus grand émetteur d'émissions de dioxyde de carbone au monde, la Chine deviendrait le plus grand marché du carbone au monde grâce à son système national d'échange de quotas d'émission de carbone, qui inciterait le pays à s'orienter vers un avenir énergétique durable. En effet, ceux qui utilisent des sources d'énergie propres et renouvelables gagneraient un crédit, tandis que ceux qui continuent à émettre des gaz à effet de serre paieraient le prix.
Proposition de Valeur	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'écosystème basé sur la blockchain collecte les données nécessaires par le biais de l'application qui calcule les réductions d'émissions, puis, presque instantanément, par le biais d'un contrat intelligent, récompense les utilisateurs avec des jetons de crédit carbone pour avoir utilisé un mode de transport propre.</li> <li>• En outre, les données sont utilisées par les compagnies d'assurance et les sociétés de services financiers pour fournir des produits précis et rentables à leurs clients.<sup>171</sup></li> </ul>
Source de Revenus	Récompenser les conducteurs en fonction de leurs performances et de leur impact sur l'environnement ne comporte pas de source de revenus spécifique en soi. Cependant, la plateforme contribue à la stratégie de positionnement de BYD en tant que leader international du transport propre. <sup>172</sup>
Impact	Réduire les émissions de gaz à effet de serre

## 8. Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons exploré divers exemples d'entreprises Fintech initiées par des organisations publiques, privées et à but non lucratif, qui répondent aux défis de la durabilité à l'échelle mondiale. Ces expériences mettent en évidence le rôle des Fintech dans la réduction du coût des transactions, l'amélioration de l'efficacité et la stimulation de l'innovation afin de construire une proposition de valeur qui concilie les profits financiers et les impératifs d'impact. Bien que la plupart des initiatives Fintech présentées opèrent dans le domaine de la finance conventionnelle, ces expériences fournissent des informations précieuses qui peuvent être exploitées dans le contexte de la Finance Islamique.

Dans le chapitre suivant, nous explorerons un certain nombre de recommandations pratiques destinées à favoriser le développement des Fintech dans l'objectif ultime de contribuer au développement durable dans les pays du Maghreb.

# MOBILISER LES FINTECH AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE AU MAGHREB : RECOMMENDATIONS

## Principales conclusions

- Les pays du Maghreb devraient commencer par compléter et renforcer leur cadre légal et réglementaire en matière de Fintech avant de se pencher sur les autres recommandations formulées dans ce rapport.
- L'application de ces recommandations permettrait de mettre en place des stratégies publiques favorisant l'innovation dans le domaine des technologies financières et de créer des conditions propices au succès des entreprises locales de ce secteur.
- Les recommandations proposées permettraient également de réduire les coûts liés aux Fintech, de renforcer la protection des consommateurs et de promouvoir l'inclusion financière.

## Introduction

La principale problématique abordée dans ce rapport concerne la faible contribution des IFI au développement social, économique et environnemental dans la région du Maghreb, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Cette problématique trouve son origine dans un certain nombre de causes et de sous-causes allant de l'extensibilité et la réglementation à la gouvernance et l'innovation.

Pour y répondre, le présent rapport préconise l'intégration du développement social, environnemental et économique dans les modèles d'affaires des institutions financières islamiques par le biais des technologies financières comme un levier es-

sentiel. La présente section propose une sélection de recommandations contribuant à la résolution de la problématique mentionnée ci-dessus. Les recommandations formulées sont les suivantes :

1. Compléter le cadre légal et réglementaire existant des pays du Maghreb comme une étape essentielle avant de s'engager dans des politiques plus complexes et élaborées ;
2. Mettre en place des « Sandbox » réglementaires afin de permettre de tester de nouveaux services financiers dans un environnement protégé ;
3. Initier des laboratoires d'innovation et des accélérateurs pour fournir le soutien et le conseil nécessaires aux entreprises Fintech ;
4. Développer une taxonomie liée à la finance verte et sociale comme un outil nécessaire dans l'objectif d'uni-

fier l'utilisation des termes de ce domaine et d'éviter la confusion entre les acteurs du marché ;

5. Améliorer les compétences et le savoir-faire du personnel des régulateurs et des parties prenantes en renforçant leurs capacités dans un environnement technologique qui évolue rapidement ;
6. Renforcer l'éducation financière et technique des consommateurs afin de rendre l'utilisation des services Fintech par les utilisateurs finaux facile, efficace et rentable, ce qui aura un impact positif sur l'inclusion financière ;
7. Mettre en place des politiques d'« open banking » qui visent à partager les données avec des développeurs tiers, ce qui favoriserait l'innovation en termes de proposition de services financiers digitaux.

**Chacune des recommandations ci-dessus sera exposée selon le cadre suivant :**

Elément	Détails
1. Présentation de la recommandation	Définir le champ d'application de la recommandation et présenter les principales parties prenantes et les statistiques pertinentes.
2. Objectifs de la recommandation	Présenter les avantages potentiels de la recommandation
3. Processus d'implémentation de la recommandation	Une séquence linéaire de causalité entre l'intervention, les variables intermédiaires et les changements dans le problème final.
4. Défis de la recommandation	Discussion des défis de la recommandation et des stratégies de gestion de ces défis.

Tableau 25: Présentation des recommandations

## Recommandation 1: Compléter le cadre légal et réglementaire existant

Avant de s'engager dans des politiques plus complexes et plus coûteuses, les pays du Maghreb devraient compléter leur cadre légal et réglementaire existant en matière de Fintech. Comme expliqué au Chapitre 3 (Figure 66), outre le Crowdfunding et les portefeuilles électroniques, les pays du Maghreb devraient élaborer et adopter des réglementations spécifiques concernant les crypto-actifs, la technologie des registres distribués, la biométrie, etc.

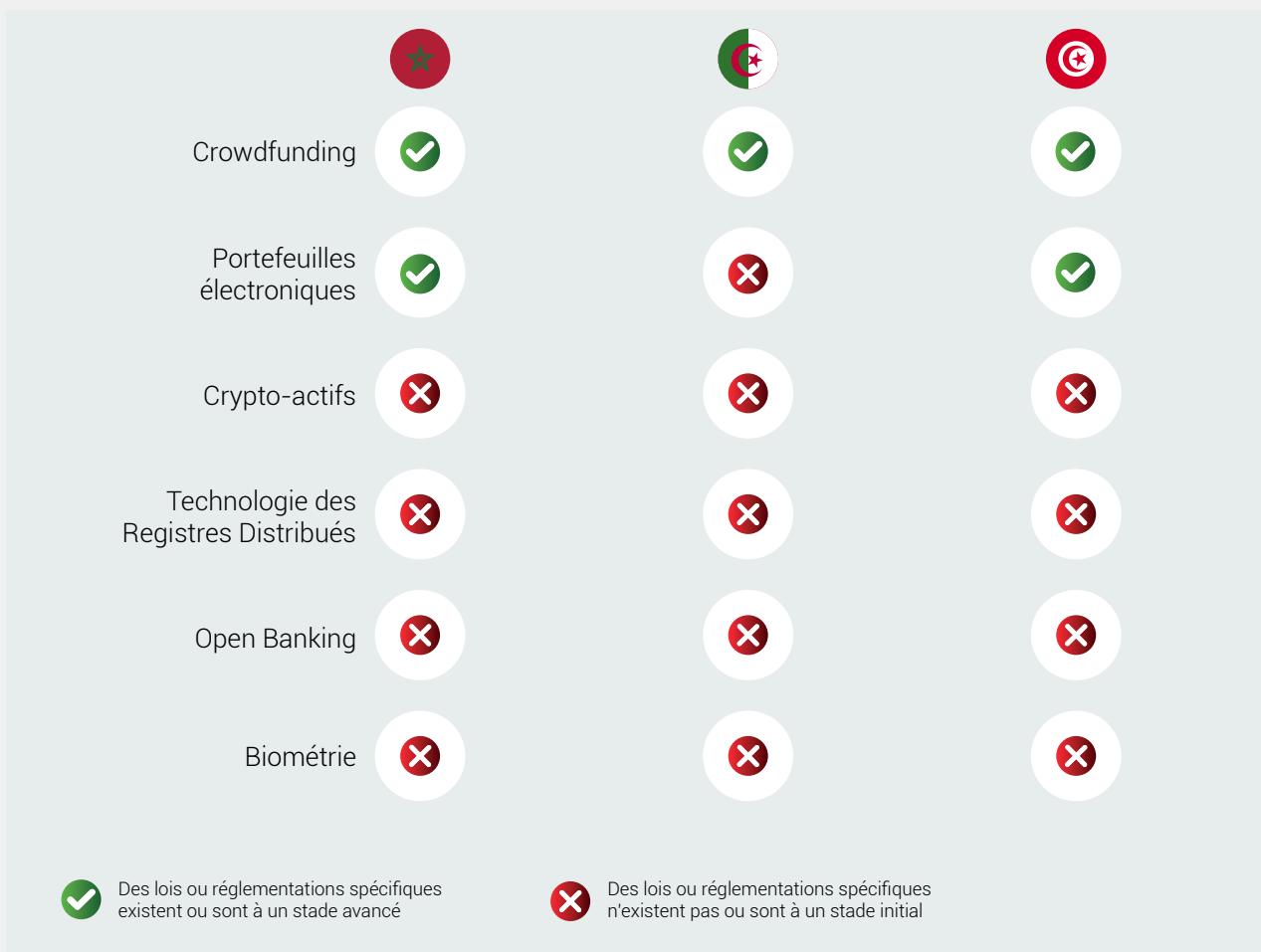


Figure 66: Réglementations spécifiques couvrant les Fintech dans les pays du Maghreb

Ces réglementations constituent les bases sur lesquelles d'autres politiques plus élaborées peuvent être établies. En termes de coûts, d'efforts et de temps, compléter le cadre légal et réglementaire existant est un moyen optimal pour construire les composantes fondamentales d'une stratégie Fintech plus large et plus complète. Pour les régulateurs, il est largement plus préférable de se concentrer sur cet aspect au début, car cela leur permet de s'attaquer d'abord à des questions plus simples et moins complexes.

## Recommandation 2: Sandbox réglementaires

### 1. Présentation de la recommandation

Les Sandbox réglementaires sont des «programmes réglementaires formels permettant aux acteurs du marché de tester de nouveaux services ou modèles financiers, avec des clients réels, sous réserve de certaines garanties et d'une surveillance».<sup>173</sup> Les Sandbox réglementaires ont été largement adoptés comme une initiative réglementaire innovante. Selon la Banque mondiale, il existe plus de 60 Sandbox dans le monde<sup>174</sup>.

Les dispositifs «Sandbox» diffèrent en termes de participants ciblés, de critères d'éligibilité pour l'acceptation des projets, de paramètres de test, de processus de demande et de stratégie de sortie. Par exemple, en Australie, le Sandbox réglementaire de l'ASIC (Australian Securities and Investments Commission)<sup>175</sup> s'adresse uniquement aux nouveaux entrants non réglementés qui ne détiennent pas de licence pour exercer un service financier réglementé, alors que dans la plupart des juridictions, ces initiatives sont également ouvertes aux institutions réglementées et aux fournisseurs de technologie. Dans certaines juridictions (Abu Dhabi, Japon et Royaume-Uni), les participants sont acceptés dans le cadre d'un système de groupe, tandis que dans d'autres juridictions, les participants sont acceptés sur une base régulière<sup>176</sup>.

Comme mentionné dans la section 3 du présent rapport, la Tunisie est le seul pays du Maghreb disposant d'une Sandbox Fintech, qui a été officiellement lancé en janvier 2020. Par conséquent, la recommandation relative à la Sandbox concerne uniquement le Maroc et l'Algérie.

### 2. Objectifs de la recommandation

Dans un rapport de la United Nations Secretary-General's Special Advocate for Inclusive Finance for Development (UNSGSA), plus de 50 % des régulateurs interrogés ont souligné la difficulté d'acquérir la connaissance approfondie du domaine FinTech nécessaire à l'élaboration de politiques judicieuses. Les Sandbox sont un outil qui permet aux régulateurs de s'engager de manière collaborative dans l'innovation du marché, de sonder les risques et les avantages des technologies émergentes et de développer une politique à long terme à partir d'une position plus informée.

**Les avantages potentiels d'une Sandbox réglementaire sont résumés dans le tableau suivant :**

Régulateur	Innovateurs	Consommateurs
Contribuer à l'élaboration de politiques à long terme par l'apprentissage et l'expérimentation	Réduire les délais de mise sur le marché en rationalisant le processus d'autorisation.	Promouvoir l'introduction de nouveaux produits potentiellement plus sûrs.
Montrer l'engagement envers l'innovation et l'apprentissage	Réduire l'incertitude réglementaire, telle que l'interdiction de nouvelles technologies et de nouveaux modèles d'affaires.	Accroître l'accès aux produits et services financiers
Promouvoir la communication et l'engagement avec les acteurs du marché	Recueillir des informations sur les exigences réglementaires et les risques	
Mettre à jour les réglementations qui peuvent interdire les innovations bénéfiques	Améliorer l'accès aux capitaux	

Tableau 26: Avantages des Sandbox pour les parties prenantes

### 3. Processus d'implémentation de la recommandation

Le processus de l'implémentation des Sandbox réglementaires est présenté dans la figure ci-dessous :



Figure 67: Processus d'implémentation des Sandbox réglementaires

L'étape ultime d'un processus de Sandbox réglementaire est la phase de sortie avec l'une des options suivantes:

- Autorisation complète : Si le test est concluant et que l'entreprise est jugée apte à être présente sur le marché, elle demande une autorisation complète afin de pouvoir retirer l'autorisation restreinte ou la licence temporaire.;
- Changement de réglementation : Il s'agit de reconnaître que le cadre réglementaire actuel n'est pas adéquat et qu'il faut le modifier pour soutenir ce nouveau type de modèle d'affaires;
- Prolongation : Les entreprises participantes peuvent également demander une prolongation de la période dans l'environnement de test Sandbox si elles n'obtiennent pas de résultats concluants;
- Cesser et s'abstenir : Si les essais ont révélé à l'entreprise et aux autorités de réglementation que le produit n'est pas adapté au marché, soit parce qu'il n'est pas prêt, soit parce que le besoin du produit n'est pas clair sur le marché.

### 4. Défis de la recommandation

Les régulateurs sont confrontés à quatre défis principaux dans la mise en œuvre des Sandbox réglementaires:

- Les régulateurs ne sont généralement pas des experts en technologie, ce qui peut rendre difficile la compréhension et l'évaluation des pratiques et modèles d'affaires innovants. Par conséquent, il est essentiel de collaborer avec les parties prenantes de l'écosystème Fintech. Il s'agit notamment des nouveaux entrants, des opérateurs historiques, des experts individuels, des universitaires, des associations sectorielles et d'autres autorités réglementaires ;
- Dans les petits marchés Fintech comme en Algérie et au Maroc, les régulateurs peuvent recevoir peu de demandes pour la Sandbox. La stratégie de communication est donc essentielle pour le succès de l'initiative Sandbox ;
- Les Banques Centrales et les régulateurs sont traditionnellement peu enclins à prendre des risques et privilégient souvent la stabilité à l'innovation. Cependant, l'innovation peut créer des opportunités pour renforcer simultanément la stabilité et l'inclusion ;
- La mise en œuvre des Sandbox requiert des ressources et des capacités substantielles, ainsi que l'engagement de multiples parties prenantes par le biais de divers comités. L'élaboration d'une Sandbox réglementaire nécessite généralement un minimum de six mois et peut aller jusqu'à 18 mois<sup>177</sup>.

## **Recommandation 3: Laboratoires d'innovation / accélérateurs**

### **1. Présentation de la recommandation**

Laboratoire d'innovation / accélérateur ou incubateur sont des termes couramment utilisés de manière interchangeable pour désigner une unité mise en place par une agence de supervision pour fournir un point de contact dédié aux entreprises afin qu'elles puissent poser des questions aux autorités compétentes sur des sujets liés à la Fintech et obtenir des conseils non contraignants sur les attentes en matière de réglementation et de supervision, y compris les exigences en matière de licence.

Le plus souvent, les laboratoires d'innovation fournissent un soutien, des conseils, une orientation et même, dans certains cas, un espace de bureau physique, aux entreprises réglementées et non réglementées. Des points de contact uniques, des unités spécialisées nouvellement créées, des réseaux d'experts identifiés ou des dispositions organisationnelles similaires peuvent être considérés comme des laboratoires d'innovation.<sup>178</sup>

La Tunisie ayant lancé très récemment son laboratoire d'innovation<sup>179</sup>, nous recommandons la mise en œuvre d'une telle politique en Algérie et au Maroc.

### **2. Objectifs de la recommandation**

Les laboratoires d'innovation peuvent aider à signaler au marché que le régulateur est désireux d'interagir avec le secteur émergent de la Fintech et de le soutenir de plus en plus. Ces laboratoires peuvent jouer différents rôles, allant de l'aide à l'introduction d'une demande d'autorisation de nouveaux produits à l'organisation d'événements liés aux technologies financières, et aideraient les autorités de surveillance à mieux comprendre les nouveaux modèles d'affaires et les nouvelles technologies, ainsi qu'à identifier les défis associés aux technologies financières. Une implication importante de ce dernier point est le partage d'expériences d'apprentissage mutuel entre les régulateurs et les entreprises Fintech, qui aboutit à des synergies globales entre les deux parties et à des avancées significatives dans le secteur Fintech.

L'attrait des laboratoires d'innovation réside, entre autres, dans le fait que leur mise en place nécessite moins de ressources. Selon l'enquête «Regulating Alternative Finance» du WBG-CCAF, les personnes interrogées ont indiqué que les laboratoires d'innovation soutenaient un nombre beaucoup plus élevé d'entreprises que les Sandbox réglementaires. Selon cette enquête, le nombre d'entreprises soutenues par les laboratoires d'innovation s'élevait à 2 163, tandis que seules 180 entreprises étaient aidées par les Sandbox réglementaires. En outre, l'expérience de certains pays montre que les laboratoires d'innovation contribuent à réduire le temps de mise sur le marché des projets des entreprises et, dans le même temps, permettent aux autorités financières de mieux comprendre les innovations financières.<sup>181</sup>

### 3. Processus d'implémentation de la recommandation

Le processus d'implémentation des laboratoires d'innovation est le suivant:

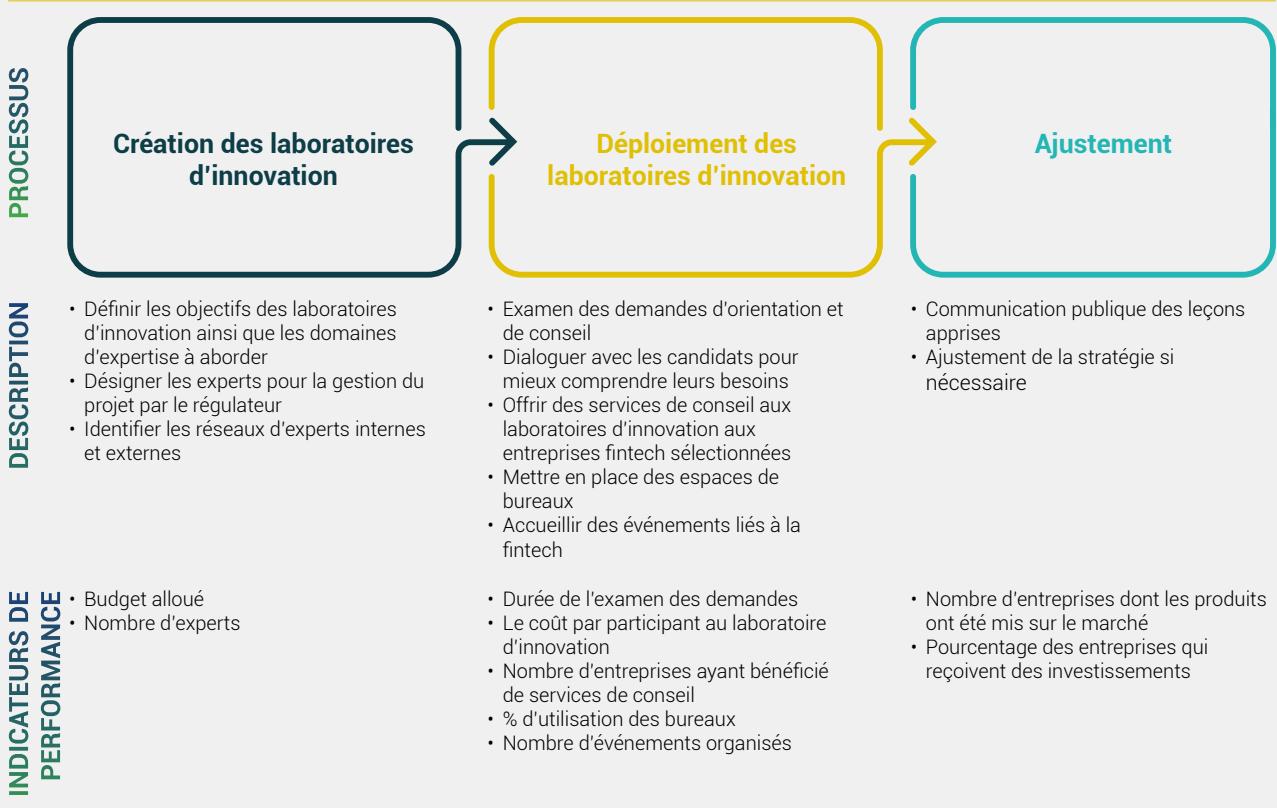


Figure 68: Processus d'implémentation des laboratoires d'innovation

### 4. Défis de la recommandation

Tout comme pour les Sandbox, les régulateurs sont confrontés aux complexités des nouvelles technologies liées à l'industrie Fintech. Fournir un soutien, une orientation et des conseils nécessite un certain degré de connaissances et d'expertise dans ces domaines respectifs. En tant que facteur atténuant, le renforcement des capacités, comme nous le verrons plus loin dans les recommandations, est un facteur clé pour doter les régulateurs des compétences nécessaires leur permettant d'accompagner les entreprises Fintech dans leur quête de succès commercial.

## **Recommandation 4: Développer une taxonomie liée à la finance verte et sociale**

### **1. Présentation de la recommandation**

Malgré le fait que les professionnels de la finance sont de plus en plus conscients de l'importance de la finance verte et sociale, l'absence de taxonomie implique qu'il n'existe toujours pas de termes unifiés des concepts utilisés dans ce domaine. Des termes tels que l'investissement à impact, l'investissement ESG et la finance socialement responsable peuvent être utilisés à tort en l'absence d'une taxonomie réglementaire claire et commune.

La taxonomie de la finance sociale et verte nécessite le développement d'une classification à la fois des objets du processus de financement, principalement les investissements sociaux et verts, et des entités telles que les entreprises et les organisations qui tombent sous les indications des entreprises sociales. Cela permet une interprétation claire de toutes les composantes du système de financement durable et facilite le processus de prise de décision des investisseurs concernant leurs préférences et leurs valeurs d'investissement.<sup>182</sup>

### **2. Objectifs de la recommandation**

Dans le domaine de la finance verte et sociale, il n'existe généralement pas de définition et de catégorisation communes pour de nombreux concepts qui ont tendance à être liés entre eux et à être utilisés de manière interchangeable. Cela crée généralement une confusion parmi les parties prenantes, en particulier les parties qui publient des rapports dans ce domaine.

C'est pourquoi il est extrêmement important de développer une taxonomie liée à ce sujet afin d'unifier les termes utilisés et leurs significations au niveau national, d'assurer la comparabilité entre les publications et surtout d'uniformiser la compréhension des différents termes et concepts utilisés dans la finance verte et sociale.

Par exemple, l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC) a publié des lignes directrices sur les obligations vertes, sociales et durables pour encourager les investisseurs à financer le développement durable. Bien que ces initiatives représentent une grande avancée vers l'uniformisation des concepts utilisés dans le domaine de la finance sociale et verte, le développement d'une taxonomie globale au niveau national ou régional est primordial pour le développement et le succès de l'industrie.

### 3. Processus d'implémentation de la recommandation

Le processus d'implémentation d'une taxonomie de la finance verte et sociale est le suivant :



Figure 69: Processus d'implémentation de la taxonomie liée à la finance verte et sociale

### 4. Défis de la recommandation

Le développement d'une taxonomie nationale liée à la finance verte et sociale serait confronté aux défis suivants :

- Le manque de compréhension de la politique de taxonomie ou simplement l'ignorance de l'existence d'une telle politique pourrait être un obstacle à son succès. Assurer la communication au niveau national est essentiel ;
- L'utilisation de la taxonomie par toutes les parties prenantes est primordiale pour le succès de la politique. Si son utilisation n'est pas obligatoire, l'adoption à grande échelle de la taxonomie verte et sociale serait difficile. Par conséquent, les rapports, les publications, les événements, les données, les informations et tous les documents publiés doivent respecter cette taxonomie ;
- L'application immédiate de la politique serait un défi pour certaines parties prenantes, car elles ont besoin d'un certain temps pour saisir les nouveaux concepts et adapter leurs publications aux termes adoptés dans la taxonomie. Cela pourrait être géré par une introduction obligatoire progressive de la taxonomie afin de donner aux parties prenantes le temps nécessaire pour s'adapter à la nouvelle réglementation.

## **Recommandation 5 : Renforcement des capacités et des compétences**

### **1. Présentation de la recommandation**

Le renforcement des capacités et des compétences fait référence au processus de développement et de renforcement des compétences, des capacités et des connaissances nécessaires aux organisations pour prospérer dans un environnement en évolution rapide. Dans le contexte de la Fintech, le renforcement des capacités est étroitement lié à la promotion d'un état d'esprit organisationnel innovant et à la formation de talents internes dans les différents domaines requis par l'industrie Fintech.<sup>184</sup> En outre, le renforcement des capacités et des compétences pourrait être conçu de manière à couvrir le champ de la finance sociale et verte, afin de compléter les efforts de développement d'une taxonomie en la matière et de fournir aux parties prenantes les connaissances nécessaires dans ce domaine.

Plus précisément, le renforcement des capacités au niveau de chaque pays du Maghreb peut donner d'excellents résultats en cas de partage des connaissances entre les différentes parties prenantes (investisseurs, décideurs politiques, entreprises Fintech, institutions financières) où les questions pratiques peuvent être exposées et les idées peuvent être partagées pour un meilleur apprentissage de tous.

### **2. Objectifs de la recommandation**

Parce que les régulateurs doivent suivre l'évolution rapide de l'environnement des Fintech pour mener à bien leur importante mission de stabilité financière et de protection des consommateurs, le renforcement des capacités des régulateurs est nécessaire. En fait, les régulateurs ne doivent pas seulement renforcer les compétences techniques de leur personnel, mais aussi être prêts à suivre les nouveaux modèles d'affaires et produits Fintech (par exemple, les crypto-actifs) et à les réglementer convenablement. Ces efforts devraient être généralisés dans toutes les organisations des parties prenantes où des programmes de renforcement des capacités dans les domaines Fintech pertinents devraient être mis en œuvre.

La finance verte et sociale est un autre domaine dans lequel les organisations doivent renforcer les capacités et les compétences de leur personnel. Comme nous l'avons vu précédemment, la taxonomie de la finance verte et sociale doit être imposée progressivement aux acteurs du marché. Dans ce cas, le renforcement des capacités a un double objectif : i) doter le personnel des compétences nécessaires dans ce domaine et ii) réduire le délai de l'application globale de la taxonomie sur le marché.

Les universités peuvent participer à cet effort de diffusion des connaissances en offrant leurs capacités de recherche sur des sujets pertinents ainsi que des programmes de formation et des diplômes en matière de Fintech et de finance sociale. Les entreprises et les institutions financières doivent également promouvoir un état d'esprit organisationnel qui encourage l'innovation et récompense les réalisations dans ce domaine.

### 3. Processus d'implémentation de la recommandation

Le processus d'implémentation de cette recommandation est le suivant :

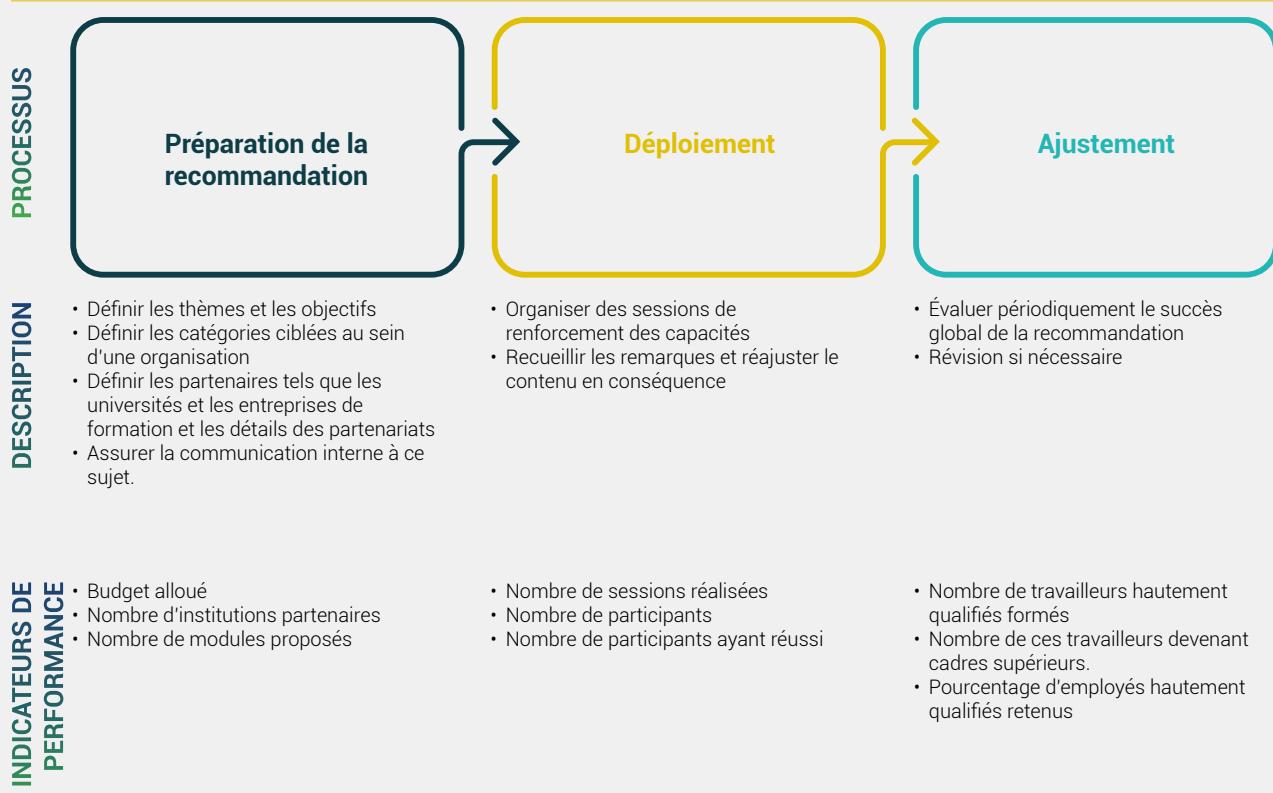


Figure 70: Processus d'implémentation du renforcement des capacités et des compétences

### 4. Défis de la recommandation

Le développement des capacités et le renforcement des compétences pourraient être confrontés aux défis suivants :

- Le renforcement des capacités au sein d'une organisation doit être mené par des experts du secteur des Fintech et de la finance durable. Ceux-ci doivent être identifiés et choisis avec soin. Il s'agit notamment d'investisseurs, de décideurs politiques et d'entrepreneurs Fintech. Les partenaires peuvent également être des institutions multilatérales (BID, Banque mondiale, etc.) qui proposent un renforcement des capacités dans un certain nombre de domaines liés aux Fintech et à la finance durable;
- Encourager un changement dans l'état d'esprit de l'organisation, qui devrait être avant tout favorable à l'innovation, n'est pas une tâche facile. Qu'il s'agisse des régulateurs ou d'autres organisations, cet état d'esprit doit être partagé par tous les employés, du sommet à la base de l'organisation, qui doivent améliorer leurs compétences pour suivre les nouveaux concepts et idées liés ou non aux technologies financières. L'éducation sur cet aspect est essentielle et les changements pratiques décidés par les dirigeants (tels que la récompense de l'innovation) sont indispensables.

## **Recommandation 6 : Education financière et technique des consommateurs**

### **1. Présentation de la recommandation**

Par éducation digitale et financière, on entend les connaissances, les compétences acquises et les habitudes nécessaires pour utiliser efficacement les appareils digitaux pour les transactions financières. Cela inclut l'alphabétisation de base ainsi que la capacité à utiliser la technologie et à comprendre les services financiers. Conjointement, l'éducation digitale et financière sont des compétences essentielles pour utiliser les produits FinTech en toute sécurité et pour atteindre la mobilité économique et l'inclusion financière. Les exemples d'initiatives en matière d'éducation financière comprennent les applications, les documents (imprimés ou en ligne), les jeux interactifs, ainsi que les approches éducatives traditionnelles (telles que les classes, les cours, les séminaires, les brochures ou l'apprentissage à distance)<sup>186</sup>.

Au Maghreb, même si certaines initiatives existent déjà dans cette perspective<sup>187</sup>, celles-ci doivent être adaptées pour inclure les connaissances requises par les nouveaux produits et services des Fintech. L'adoption d'une politique nationale relative à l'éducation financière des Fintech et à l'inclusion financière serait bénéfique pour les pays ciblés en termes de synergies entre les secteurs public et privé.

### **2. Objectifs de la recommandation**

Dans le contexte des Fintech, l'éducation financière et digitale est importante pour faciliter une utilisation facile, efficace et rentable des services Fintech par les utilisateurs finaux. Les campagnes d'éducation financière et technique, menées par les secteurs public et privé, devraient utiliser tous les canaux de communication disponibles, en mettant l'accent sur les canaux digitaux et les réseaux sociaux, qui permettent un partage large et peu coûteux de l'information, notamment parmi les jeunes.

L'inclusion de contenus relatifs à l'éducation financière et technique dans les programmes scolaires, les ateliers, les formations, les conférences, etc. est également bénéfique pour la diffusion d'informations précieuses permettant d'adopter largement et efficacement les services Fintech dans toute la région.

### 3. Processus d'implémentation de la recommandation

Le processus d'implémentation de cette recommandation est le suivant :

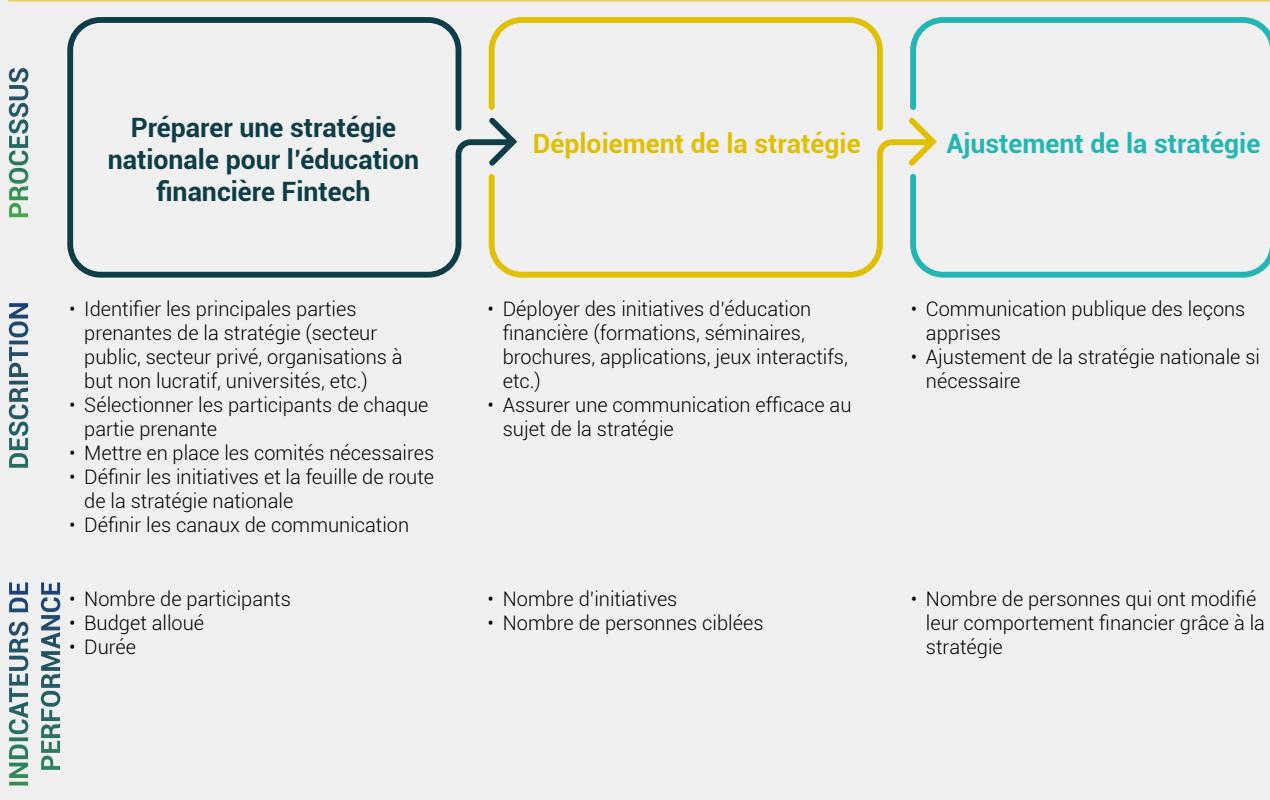


Figure 71: Education financière et technique des consommateurs (Processus d'implémentation)

### 4. Défis de la recommandation

La mise en œuvre d'une stratégie nationale d'éducation financière et technique liée aux Fintech serait confrontée aux défis suivants :

- Une communication inadéquate ou inefficace sur le contenu réalisé dans le cadre de cette stratégie empêchera certainement d'atteindre ses objectifs. Il est donc crucial d'assurer une large communication sur la stratégie et le contenu. Cela peut être réalisé en utilisant tous les canaux de communication, c'est-à-dire les canaux traditionnels et digitaux.
- Même avec l'existence d'une politique d'éducation financière, en raison de la complexité relative de l'industrie Fintech, certaines personnes peuvent choisir d'éviter complètement d'utiliser les services financiers digitaux, ce qui entraînera une exclusion financière. Ce problème pourrait être résolu en simplifiant les concepts afin de les adapter au niveau de compréhension de chacun. Dans cette perspective, les vidéos éducatives semblent être l'instrument le plus efficace et le moins coûteux. En outre, elles sont motivantes, ont un pouvoir d'attraction et peuvent influencer les émotions et faire de l'apprentissage un parcours intéressant.
- L'exclusion financière peut également se produire parce que les individus peuvent avoir des préoccupations en matière de confidentialité et de sécurité. Cela souligne la nécessité pour le gouvernement d'inclure une stratégie d'éducation complète qui englobe tous les aspects et sujets de la Fintech.

## **Recommandation 7 : Politiques d'Open banking**

### **1. Présentation de la recommandation**

L'open banking fait référence au partage et à l'exploitation des données autorisées par les clients des banques avec des développeurs et des entreprises tiers afin de créer des applications et des services permettant d'effectuer des paiements en temps réel, d'offrir des options de transparence financière aux titulaires de comptes, de faire du marketing, etc.

Au niveau mondial, l'application de cette politique diffère entre les juridictions qui suivent une approche prescriptive en obligeant les banques à partager les données autorisées par les clients avec des tiers enregistrés, et celles qui suivent une approche souple en publiant des orientations comprenant des modèles recommandés et des spécifications techniques pour encourager l'adoption de l'API (interface de programmation d'applications) en tant que catalyseur de l'innovation dans les services financiers.

À titre d'exemple, la Loi Fintech au Mexique promulguée par le Gouvernement Fédéral Mexicain a établi des projets open banking pour l'ensemble du secteur financier mexicain. La loi exige que les institutions financières mettent en place des API ouvertes, dans le but de rendre les données financières accessibles tout en respectant la vie privée et la confidentialité commerciale.<sup>191</sup>

A ce jour, aucun pays du Maghreb n'a adopté cette politique, ce qui signifie que la recommandation s'applique à l'Algérie, au Maroc et à la Tunisie.

### **2. Objectifs de la recommandation**

Sans accès aux informations pertinentes des institutions financières, la capacité des entreprises Fintech à concevoir des produits fiables et rentables est énormément réduite. Les politiques dites Open Banking visent à accroître la concurrence dans le secteur bancaire et à favoriser l'innovation dans la fourniture de services financiers digitaux.

Pour le succès de cette politique au Maghreb, la réglementation Fintech devrait exiger que toutes les institutions financières mettent en œuvre des normes relatives à l'établissement de politiques d'open banking dans le but de rendre les données financières accessibles tout en respectant la vie privée et la sécurité des clients.

### 3. Processus d'implémentation de la recommandation

Le processus d'implémentation de la recommandation est le suivant :

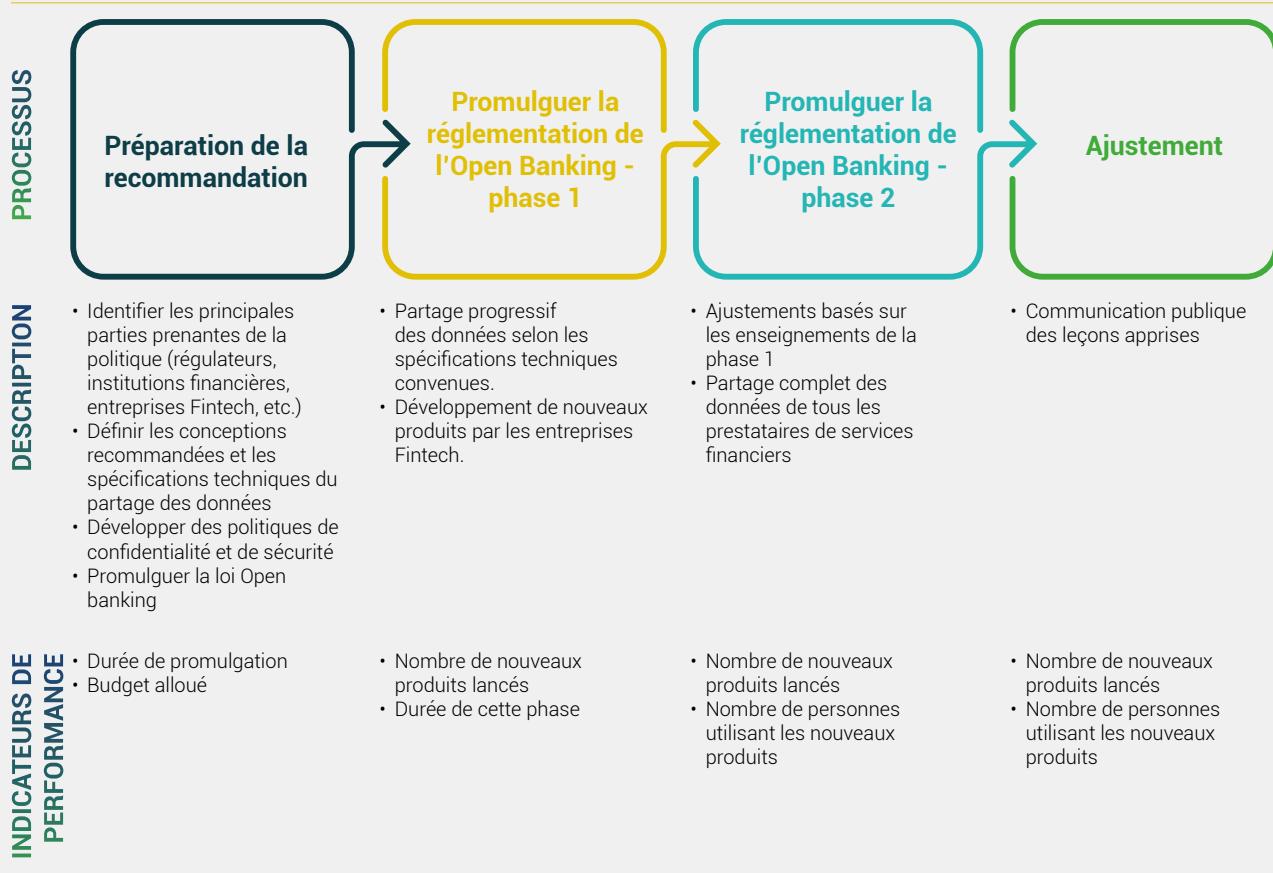


Figure 72: Politiques d'Open banking (Processus d'implémentation)

### 4. Défis de la recommandation

La confidentialité et la sécurité des données ainsi que la gestion des risques liés aux tiers sont les principaux risques liés aux politiques de l'open banking. Les cadres réglementaires des pays du Maghreb devraient couvrir : l'octroi de licences aux tiers ; les restrictions concernant les pratiques de screen scraping (capture des données d'écran) ; la confidentialité des données et les exigences de divulgation/consentement ; les conditions auxquelles les tiers devraient se conformer pour partager et/ou revendre les données à des « quatrièmes parties » ou utiliser les données à des fins autres que le consentement initial du client ; et les attentes ou exigences en matière de stockage et de sécurité des données.<sup>192</sup>

## Conclusion

Les recommandations formulées dans cette dernière partie ne prétendent pas être exhaustives. Toutefois, si elles sont appliquées, elles constituent un point de départ idéal pour mettre en place une industrie Fintech forte, capable d'améliorer l'environnement opérationnel des entreprises Fintech.

Les pays du Maghreb pourraient tirer des avantages importants de la mise en œuvre de ces stratégies. Ceux-ci vont de la réduction des coûts liés aux Fintech, au renforcement de la protection des consommateurs, à la promotion de l'inclusion financière et finalement à la création de conditions appropriées pour le succès des entreprises Fintech locales.

# ANNEXES

## **Annexe A : Approche progressive pour la mise en œuvre de la VBI (Bank Negara Malaysia)**

### **Initiation**

1. La première phase est un point de départ pour les IBI (Institutions Bancaires Islamiques) où l'accent est mis sur l'engagement transparent d'intégrer la VBI dans les opérations et les offres globales et sur l'effort de sensibilisation et de promotion de la VBI auprès des parties prenantes internes et externes.
2. Les IBI doivent refléter leurs aspirations en matière de VBI dans l'énoncé de mission de l'établissement ou dans tout autre moyen pertinent pour l'établissement afin de définir ses priorités et ses domaines d'intérêt pour l'avenir.
3. En outre, les IBI peuvent démontrer leur engagement en participant à des mouvements/associations pertinents ou en se conformant volontairement à des paramètres/certifications pertinents, que ce soit au niveau international ou national, par exemple la VBI Community of Practitioners (CoP), le Sustainable Banking Network, le UN Global Compact, les UN Principles for Responsible Investment et la Responsible Finance Investment (RFI) Foundation.
4. Au cours de la phase d'initiation, les IBI commencent également à développer les outils de base suivants (conditions préalables) pour la mise en œuvre de la VBI:
  - a. Une feuille de route spécifique pour la mise en œuvre de la VBI, qui traduit la mission en actions. Cette feuille de route est soutenue par un suivi structuré des performances afin de s'assurer que les changements significatifs sont matérialisés et ne restent pas des déclarations d'intention de haut niveau.
  - b. Infrastructure interne et renforcement des capacités nécessaires à l'exécution de la feuille de route de mise en œuvre de la VBI. Cela peut prendre la forme d'une amélioration de l'infrastructure bancaire, du talent ou de l'expertise, ainsi que de la structure et des processus de gouvernance interne.

### **Émergence**

1. Phase d'émergence : les IBI intègrent progressivement le principe de la VBI dans leurs offres et leurs pratiques bancaires :
  - a. Développement et offre de produits et services bancaires conformes à la VBI. Par exemple, des produits et services financiers qui visent à répondre aux besoins des clients de manière appropriée. Par conséquent, les IBI doivent surveiller et gérer toute conséquence involontaire de leurs offres, telle que la promotion d'une consommation ou d'un emprunt excessif.
  - b. Adoption de pratiques bancaires fondées sur les valeurs - par exemple, des considérations plus larges (comme les risques environnementaux et sociaux) dans les évaluations de crédit, en plus de l'évaluation actuelle de la solvabilité des clients.

### **Engagement**

1. L'examen complet des offres et pratiques bancaires existantes finira par susciter la mobilisation des parties prenantes, dont la prise de décision financière est largement influencée par la stratégie de transparence accrue, notamment en ce qui concerne les stratégies de mise en œuvre de la VBI par les IBI et les rapports d'impact.
2. Outre la prise en compte des points de vue de parties prenantes plus larges dans le processus décisionnel clé des IBI (gouvernance inclusive), la VBI encourage les partenariats stratégiques pertinents entre les IBI et d'autres parties prenantes dont l'infrastructure et les compétences dépassent le secteur bancaire. Cette pratique permettra d'améliorer l'efficacité opérationnelle actuelle.

### **Etablissement**

1. La phase finale de la mise en œuvre de la VBI doit permettre d'observer un changement total du comportement et de la culture des institutions, où les IBI visent intrinsèquement et continuellement à produire un impact positif et durable (y compris des retours financiers) sur la communauté, l'économie et l'environnement dans le cadre de leurs activités quotidiennes.
2. Cet état d'esprit axé sur l'impact façonnera un paradigme bancaire différent. Les IBI jouent un rôle proactif en réalignant leurs activités commerciales sur les besoins actuels de la communauté et l'agenda économique global du pays, ce qui entraîne une intervention réglementaire minimale.

## Annexe B : Présentation d'une sélection d'indicateurs relatifs au réseau mobile

### Expérience vidéo :

Mesure l'expérience vidéo moyenne des utilisateurs d'Opensignal sur les réseaux 3G et 4G pour chaque opérateur. Notre méthodologie consiste à mesurer des flux vidéo du monde réel et utilise une approche basée sur l'UIT pour déterminer la qualité vidéo. Le calcul de la métrique prend en compte la qualité de l'image, le temps de chargement de la vidéo et le taux de blocage. Nous évaluons l'expérience vidéo sur une échelle de 0 à 100.

### Expérience des applications vocales:

Mesure la qualité de l'expérience des services vocaux over-the-top (OTT) - applications vocales mobiles telles que WhatsApp, Skype, Facebook Messenger, etc. - à l'aide d'un modèle dérivé de l'approche de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) pour quantifier la qualité globale des appels vocaux et d'une série de paramètres techniques calibrés. Ce modèle caractérise la relation exacte entre les mesures techniques et la qualité d'appel perçue. La qualité d'expérience des applications vocales pour chaque opérateur est calculée sur une échelle de 0 à 100.

### Expérience des jeux:

Mesure la façon dont les utilisateurs mobiles expérimentent les jeux mobiles multi-joueurs en temps réel sur le réseau d'un opérateur. Mesuré sur une échelle de 0 à 100, ce test analyse la façon dont l'expérience des jeux mobiles multi-joueurs est affectée par les conditions du réseau mobile, notamment la latence, la perte de paquets et la gigue, afin de déterminer l'impact sur le gameplay et l'expérience globale des jeux multi-joueurs.

### Disponibilité de la 4G:

Mesure la proportion moyenne de temps que les utilisateurs d'Opensignal passent avec une connexion 4G sur le réseau de chaque opérateur.

### Vitesse de téléchargement descendant (« download »):

Mesure la vitesse moyenne de téléchargement (download) expérimentée par les utilisateurs d'Opensignal sur les réseaux 3G et 4G d'un opérateur. Ce calcul ne tient pas seulement compte des vitesses 3G et 4G, mais aussi de la disponibilité de chaque technologie de réseau. Les opérateurs dont la disponibilité de la 4G est plus faible ont tendance à avoir une expérience de vitesse de téléchargement plus faible car leurs clients passent plus de temps connectés à des réseaux 3G plus lents.

### Vitesse de téléchargement ascendant ("upload") :

Mesure la vitesse de téléchargement (upload) moyenne expérimentée par les utilisateurs d'Opensignal sur les réseaux 3G et 4G d'un opérateur. La vitesse de téléchargement ne tient pas seulement compte des vitesses 3G et 4G, mais aussi de la disponibilité de chaque technologie de réseau. Les opérateurs dont la disponibilité de la 4G est plus faible ont tendance à avoir une vitesse de téléchargement inférieure car leurs clients passent plus de temps à se connecter à des réseaux 3G plus lents.

## Annexe C : Lier l'inclusion financière aux cibles des ODD

ODD	Cibles liées à l'inclusion financière	Description des cibles
<b>1: Éliminer la pauvreté</b>	1.4	D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété foncière, au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adaptés à leurs besoins, y compris la microfinance
<b>2: Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable</b>	2.3	D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu'agricoles.
<b>3: Bonne santé et bien-être</b>	3.8	Faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable
<b>5: Egalité entre les sexes</b>	5.A	Entreprendre des réformes visant à donner aux femmes les mêmes droits aux ressources économiques, ainsi qu'à l'accès à la propriété et au contrôle des terres et d'autres formes de propriété, aux services financiers, à l'héritage et aux ressources naturelles, dans le respect du droit interne
<b>8: Travail décent et croissance économique</b>	8.3	Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers
<b>9: Industrie, innovation et infrastructures</b>	9.3	Accroître, en particulier dans les pays en développement, l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles, aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration dans les chaînes de valeur et sur les marchés
<b>10: Inégalités réduites</b>	10.2	D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre

Tableau 27: Lier l'inclusion financière aux cibles des ODD  
(Source: Organisation des Nations unies)<sup>193</sup>

## **Annexe D: Principaux points à retenir des entretiens avec les experts (par ordre alphabétique)**



**M. ESAM ALKHESNAM,  
DIRECTEUR GENERAL DE INTERNATIONAL TURNKEY SYSTEMS – ITS**

- Bien que la crise du COVID-19 ait commencé comme une crise sanitaire, elle s'est rapidement transformée en une crise économique et continue d'évoluer en une crise humanitaire. Les travailleurs journaliers et les PME ont été les plus durement touchés économiquement et la finance islamique, avec son éthique et ses instruments tels que le Qard Hassan, la Zakat, le Waqf et le Sukūk social, est taillée sur mesure pour de telles situations de crise, offre aux Institutions Financières Islamiques une énorme opportunité et une responsabilité sociale d'entreprise pour tirer parti de la Fintech dans le secteur bancaire islamique afin de concilier la finance et le développement durable en dirigeant les fonds vers les plus vulnérables de la société. Ce faisant, elles renforcent l'inclusion financière et aident à réduire les dommages causés par la crise, contribuant ainsi à la reprise économique de la région et du monde après le COVID-19.
- En alignant la stratégie commerciale sur les objectifs du développement durable (ODD), les parties prenantes sont unies autour d'un résultat commun pour tous. Les ODD deviennent également de plus en plus importants pour les investisseurs, car il existe un argument commercial fort en faveur de l'investissement dans des entreprises alignées sur les ODD, dans la mesure où il est démontré que ces entreprises assurent des rendements réguliers aux investisseurs en créant un avantage concurrentiel pour leur portefeuille. En outre, plusieurs des ODD font directement référence à la croissance économique, à l'emploi, à l'industrialisation durable, à l'innovation et à la production durable. De nombreux autres ODD offrent également des avantages commerciaux en permettant d'étendre les activités à de nouveaux marchés, d'attirer les talents et de réduire les risques liés aux opérations.
- Malgré les arguments moraux et commerciaux en faveur de l'alignement de la stratégie sur les ODD, de nombreuses Institutions Financières Islamiques ne se conforment toujours pas aux ODD de l'ONU, ce qui pourrait accroître les défis réglementaires et la pression des parties prenantes sur les banques islamiques. Cette pression s'exercera sur les banques à différents niveaux, les investisseurs et les déposants exigeant que leurs banques s'engagent dans des pratiques de durabilité car ils en retireront un rendement économique. La pression viendra également sous la forme de groupes publics et de groupes d'intérêt qui militent pour l'environnement.
- Bien que le développement de la Fintech dans la plupart des pays du Maghreb reste à la traîne par rapport au Moyen-Orient et en particulier aux pays du Conseil de coopération du Golfe, une démographie favorable, la pénétration du mobile et l'évolution technologique placent la région en bonne position pour une croissance positive et rapide dans ce domaine. Le Maroc est déjà le troisième pôle fintech du monde arabe et la transformation numérique est un élément clé de la stratégie de relance de l'Algérie après la pandémie. En Tunisie, l'industrie Fintech prévaut déjà avec un écosystème solide qui émerge. Dans l'ensemble, la région a un grand potentiel, mais la croissance durable dépendra de la disponibilité de capitaux financiers et d'une stimulation constante de la part des régulateurs.
- Avant la pandémie, il était clair que le secteur des services financiers évoluait rapidement vers une économie sans cash et que les Fintech allaient jouer un rôle clé. Le COVID-19 a accéléré ce processus, la popularité des paiements sans contact et des paiements digitaux augmentant de manière exponentielle pour enrayer la propagation de la maladie. Les gouvernements encouragent les gens, et certains les incitent même financièrement, à utiliser les paiements sans cash, car l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) prévient que le virus peut être transmis aux clients par les billets de banque et les pièces.

- La pandémie a donné un avantage aux Fintech, car elles sont agiles et capables de répondre rapidement aux exigences du marché en constante évolution. En raison de facteurs tels que la distanciation sociale, les clients ont eu recours aux FinTech pour effectuer un grand nombre de transactions en ligne sans avoir à se rendre dans les banques ou à faire de longues files d'attente. Grâce aux solutions FinTech, les clients peuvent effectuer leurs achats, leurs paiements, leurs transferts, leurs dépôts, leurs demandes de renseignements et même leurs demandes de crédit en ligne. Les FinTech sont une tendance commerciale et technologique en plein essor dans la région et sont adoptées par de nombreuses institutions financières islamiques pour fournir des services plus satisfaisants à leurs clients. Grâce aux FinTech, les institutions islamiques attirent davantage de clients en leur proposant des services plus attrayants. Bien que l'utilisation des FinTech par les institutions financières islamiques ait commencé très humblement avec des services de base pour les détaillants, elle se développe de manière exponentielle pour couvrir tous les services financiers et au-delà afin de satisfaire la demande croissante des clients. Cette évolution a incité les régulateurs à mettre en place des règles et des réglementations pour garantir la sécurité et la satisfaction financière des clients.
- Les institutions islamiques développent un catalogue diversifié de produits qui viennent compléter le portefeuille de l'industrie islamique pour s'adapter aux capacités de la Fintech. Ces produits visent à atteindre un plus grand nombre de détaillants en leur donnant les outils et le soutien nécessaires pour offrir leurs produits et marchandises avec la possibilité de financer l'achat d'une manière qui augmente les bénéfices du détaillant et la satisfaction du client.
- L'inclusion financière est considérée comme l'un des principaux aspects du développement durable, en fait elle est considérée comme un catalyseur des autres objectifs. Il y a une population relativement importante qui est actuellement privée des services financiers disponibles en raison de ses préoccupations religieuses et éthiques, et c'est là que les banques et institutions financières islamiques entrent en jeu. En raison de la nature commerciale des institutions islamiques, elles ont un accès plus large à ce type de population, mais sur le terrain, de nombreux défis se posent en raison d'une accessibilité limitée aux clients, que ce soit au niveau de la distribution géographique ou des concepts. En collaborant avec les Fintech, les institutions islamiques peuvent surmonter ce type de difficultés, c'est pourquoi il est devenu important d'investir dans une infrastructure solide pour permettre aux Fintech de fonctionner et d'investir dans un plan d'expansion commerciale innovant pour fournir davantage de services financiers qui attireraient une clientèle plus large, ce qui renforcera l'inclusion financière.



### M. MAHFLOUDH BAROUNI,

**ANCIEN DIRECTEUR GENERAL DE BANQUE ZITOUNA ET MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE PLUSIEURS IFI EN TUNISIE**

- L'expérience de la finance islamique en Tunisie remonte à 1999 avec la Best Bank. (Détenu par Al Baraka à 80% et le gouvernement tunisien à 20%)
  - i. Une banque off-shore dont les opérations sont limitées aux clients résidents.
  - ii. Une banque très rentable
- Malgré les réalisations des Institutions Financières Islamiques en Tunisie en termes de part de marché, de nombre de clients et de croissance, elles n'ont pas pleinement joué leur rôle en matière de développement économique et social.
- La nouvelle loi bancaire a été adoptée en 2016, mais les textes réglementaires doivent encore être complétés.
- La loi sur les Sukūk n'a pas été appliquée bien qu'elle ait été approuvée depuis 2016 (aucune émission de Sukūk souveraine ou d'entreprise jusqu'à présent).
- La loi sur les fonds islamiques a été adoptée en 2013
- Étant donné la place centrale qu'occupe l'éthique dans la Charia, la perspective du développement durable devrait être importante pour les Institutions Financières Islamiques.
- Avoir un impact social, environnemental et économique suppose la présence d'un écosystème de finance islamique fort (banques, assurances, marchés de capitaux, finance sociale...) pour soutenir un tel positionnement.
- Des initiatives ont été prises par les Institutions Financières Islamiques en matière de Responsabilité Sociale des Entreprises, mais elles sont encore limitées. Les Institutions Financières Islamiques pourraient envisager à l'avenir la création d'une fondation dédiée à la RSE.
- L'expérience Best re a été importante pour le développement de l'industrie Takaful en Tunisie (elle a développé un pool de talents).
- L'expérience de Zitouna tamkeen est intéressante, bien que le coût de l'assistance aux entrepreneurs et de la création d'écosystèmes industriels (par exemple, les produits laitiers) ait un impact sur la rentabilité de l'institution.
- L'expérience de BTS a été couronnée de succès dans la micro et la mésofinance (max 150 000 dinars tunisiens) entre 2015-2020 en utilisant les contrats Ijara et Mourabaha. Le financement a été assuré par la BID (50 millions USD) et le programme était axé sur l'emploi des jeunes.
- Lors de l'élaboration d'une proposition de valeur autour du développement durable, les informations à fournir et la mesure de l'impact sont importantes.
- En ce qui concerne les Fintech, nous devons être proactifs et créer des marchés plutôt que de simples consommateurs.
- L'importance de la recherche pour développer un marché Fintech fort
- Les régulateurs du Maghreb devraient envisager la création d'un task force Fintech maghrébin



D. SAID BOUHERAOUA,

**DIRECTEUR DU DEPARTEMENT RECHERCHE A ISRA ET CONSEILLER AUPRES DE PLUSIEURS IFIs**

- Compte tenu de l'urgence des défis sociaux et environnementaux en Algérie et au Maghreb, l'intégration de la perspective du développement durable dans les activités des Institutions Financières Islamiques devrait être de première importance.
- La pandémie du Covid19 est une excellente occasion d'aligner les activités des Institutions Financières Islamiques sur le développement durable. En effet, les Institutions Financières Islamiques devraient jouer un rôle de premier plan dans la résolution des problèmes sociaux et économiques exacerbés par la pandémie.
- Pendant une longue période, il n'y a pas eu de concurrence sur le marché algérien de la banque islamique, Al Baraka Bank étant le seul acteur. Cette situation n'a pas créé un environnement stimulant pour l'innovation.
- Le marché bancaire islamique algérien a connu de longues périodes de surliquidité, ce qui ne constitue pas un environnement favorable au développement de produits innovants du côté du passif des banques.
- Le marché algérien de la banque islamique connaît aujourd'hui une dynamique de concurrence plus active, qui ouvrira certainement la porte à davantage d'innovation et de croissance.
- La réglementation de la finance islamique et des Fintech en Algérie pose de nombreux défis. Dans l'ensemble, l'environnement réglementaire n'est pas favorable.
- L'absence d'institutions de Takaful et de marchés de capitaux islamiques en Algérie affaiblit l'écosystème de la finance islamique et limite la capacité d'innovation des acteurs actuels.
- En raison du faible niveau de performance des fintechs en Algérie, il existe un grand potentiel de développement des fintechs dans le pays.



**M. FOUAD HARRAZE,  
ANCIEN DIRECTEUR GENERAL DE AL AKHDAR BANK MAROC**

- Les banques islamiques sont de nouveaux entrants sur le marché financier. Il devrait donc être naturel pour elles de s'aligner sur le développement durable et de tirer parti des énormes possibilités offertes par les technologies de l'information.
- Le Covid19 renforce l'argument de l'alignement sur le développement durable pour les banques islamiques.
- Le Covid19 a été l'occasion de repenser l'importance de la santé et de l'éducation en plus d'autres besoins sociaux urgents. Les institutions financières devraient donc envisager de contribuer à atténuer les problèmes sociaux par le biais de leurs modèles d'affaires.
- La prise en compte des questions sociales et environnementales dans les modèles d'affaires garantit la pérennité de ces initiatives.
- L'un des principaux obstacles à l'émergence des Fintech est la préférence des clients pour les transactions en espèces en raison de facteurs culturels.
- Les avantages de l'adoption de la Fintech sont les suivants :
  - i. Réduction des coûts de transaction
  - ii. Meilleure accessibilité des services
  - iii. Une empreinte écologique plus faible pour les IFI ainsi que pour leurs clients
  - iv. Facilité d'accès à l'information-
- Relation entre les banques islamiques et les entreprises fintech :
  - i. Il est logique que les Institutions Financières Islamiques de la région soient ouvertes aux initiatives Fintech car elles sont jeunes et plus agiles.
  - ii. Les institutions financières islamiques ont deux possibilités pour mettre en place des projets fintech
    - Développer des synergies avec les entreprises fintech existantes (complémentarité)
    - Investissements en interne
  - iii. Il s'agit d'une approche au cas par cas. Le choix de la bonne approche dépend du contexte et du projet.



**M. ANAS HASNAOUI,**

**EXPERT INTERNATIONAL EN AUTONOMISATION ECONOMIQUE ET EN FINANCE SOCIALE ET ISLAMIQUE**

- Jusqu'à présent, la finance islamique n'a malheureusement pas réussi à apporter une proposition de valeur forte en matière de développement économique et social.
- En réalité, nous sommes passés de la finance conventionnelle, qui se concentre sur la perspective financière, à la finance islamique, qui apporte une perspective d'économie réelle, mais uniquement pour rendre la transaction conforme à la Charia.
- De manière générale, l'économie réelle et les perspectives sociales sont secondaires dans la réalité des transactions de la finance islamique aujourd'hui.
- L'utilisation des paradigmes de la finance conventionnelle dans la pratique de la finance islamique conduit à des résultats qui ne sont pas véritablement différents de ceux de la finance conventionnelle.
- La finance islamique doit encore passer à la troisième phase, celle du «financement du développement», où l'accent est mis sur le développement économique, en plus des perspectives financières.
- La proposition de valeur dans cette troisième phase provient principalement de la construction de l'écosystème économique plutôt que du financement de la transaction. Deux exemples pour illustrer la différence entre les deux approches :
  - i. Transactions Mourabaha : Si la banque est en mesure de créer une «place de marché» («market place») et un écosystème avec les fournisseurs, les économies d'échelle permettront à la banque de proposer une forte valeur ajoutée à partir des remises accordées par les fournisseurs plutôt que d'offrir une simple intermédiation financière.
  - ii. Transactions Salam : De la même manière, la banque peut ajouter de la valeur en tirant parti de son intégration dans la chaîne d'approvisionnement et de sa capacité à mieux vendre les produits Salam plutôt que d'agir en tant que simple intermédiaire.
  - iii. Dans ces deux cas, la banque «vend» son savoir-faire en matière de marché et d'industrie plutôt que ses ressources financières.
- Zitouna tamkeen est un exemple d'intégration d'une institution financière dans les écosystèmes des industries.
- Pour les Institutions Financières Islamiques, la Fintech n'est pas un choix mais plutôt une obligation, surtout dans le contexte actuel.
- Les institutions financières islamiques doivent-elles emprunter la voie des Fintech ? Cette question ne doit pas être posée car nous n'avons pas le choix.
- En outre, les Institutions Financières Islamiques ne doivent pas seulement être des utilisateurs mais aussi des innovateurs. Une option à envisager est la mise en place de fonds pour développer les Fintech



**M. NASSER HIDEUR,  
DIRECTEUR GENERAL DE AL SALAM BANK ALGERIA**

- Al Baraka Bank en Algérie a entrepris de nombreuses initiatives de RSE visant à répondre aux besoins des populations vulnérables en créant des emplois, en mettant en place des fonds de Zakat et en distribuant des prêts Qard Hassan.
- Voici quelques exemples de programmes de RSE développés par Al Baraka Algérie:
  - i. Fonds de Zakat avec le Ministère des Affaires Religieuses et des Waqf: Qard Hassan pour les micro-projets avec des modèles d'affaires rentables.
  - ii. Partenariat avec la GIZ (Allemagne) pour financer des projets de petites entreprises (100 projets) ainsi que l'activité de 1000 femmes dans leurs maisons.
    - Problème : Le modèle d'affaires des banques n'est pas conçu pour assurer le suivi des projets de microfinance.
  - iii. Mise en place du Cash Waqf auprès du Ministère des Affaires Religieuses et des Waqf
    - Création d'une société avec des actions en tant que Waqf. La société possède des taxis, les recettes des activités de la société servent à financer les activités d'enseignement du Coran.
    - L'idée derrière ce projet est de rendre le Waqf accessible à tous.
    - Problèmes juridiques liés à la mise en place d'actions en tant que Waqf
- Exemples de programmes RSE développés par Al Salam Bank Algeria
  - i. Mise en place d'un Cash Waqf (en cours)
    - Le fonds détiendra des actions de sociétés et sera géré par un gestionnaire d'actifs.
    - Les recettes seront canalisées vers des causes sociales.
  - ii. Microfinance avec le soutien des associations locales
    - Recyclage
    - Production de cuir
- Ces expériences ont montré la nécessité d'aligner ces initiatives sur le modèle d'affaires de la banque afin de rendre ces activités plus durables.
- Recommandation : En Algérie, il est important d'avoir un cadre réglementaire spécial pour la microfinance. Aujourd'hui, cela peut se faire dans le cadre de la réglementation bancaire, mais cette réglementation n'est pas conçue spécifiquement à cette fin, car la réglementation bancaire pose plusieurs contraintes.
- Concernant la Fintech:
  - i. La technologie n'est pas suffisamment exploitée, en particulier dans le contexte du Covid19.
  - ii. L'accès généralisé à Internet est important
  - iii. Sensibilisation à l'utilisation de la technologie (comportement des clients)
  - iv. Le manque d'institutions de soutien sur le terrain pour la microfinance (c'est un facteur clé de succès). Il est important de disposer d'un écosystème favorable.
  - v. L'inclusion financière est un grand défi en Algérie. Le service bancaire mobile (« mobile banking ») et le paiement mobile peuvent jouer un rôle important pour limiter l'exclusion financière.
  - vi. La technologie en elle-même ne suffit pas si les conditions préalables ne sont pas réunies
- Concernant le développement durable:
  - i. Plus d'une partie prenante sur deux accorde une importance aux questions sociales et environnementales. C'est important pour la réputation et l'image de la banque.
  - ii. Le développement durable est aligné sur les principes de la finance islamique
  - iii. Le fait que les banques conventionnelles soient plus actives dans l'alignement de leur modèle d'affaires sur la durabilité oblige les banques islamiques à faire au moins la même chose.
  - iv. La dimension religieuse est plus importante pour les clients particuliers. Ce n'est pas le cas pour les entreprises. Par conséquent, il est important pour les IFI de développer une proposition de valeur forte qui va au-delà de la conformité à la Charia.



**M. ABDESSAMAD ISSAMI,  
DIRECTEUR GENERAL DE UMNIA BANK MAROC**

- Les institutions financières islamiques (IFI) devraient contribuer efficacement à réduire l'impact de la crise du COVID-19 sur l'économie. En fait, les IFI contribuent à la réalisation des ODD de nombreuses manières, notamment par les moyens suivants :
  - i. Accorder un financement adéquat aux secteurs et aux entreprises ayant un fort impact social.
  - ii. Encourager les organisations à but non lucratif (ONG) ayant un impact social dans des domaines tels que l'éducation ou la santé et aider ces ONG à collecter des dons.
  - iii. Établir des partenariats avec les institutions Waqf pour cibler l'impact social
  - iv. Faciliter l'inclusion financière des individus
- Les valeurs fondamentales de la finance islamique comprennent des normes en phase avec les principes du développement durable. Les IFI peuvent se positionner comme des acteurs majeurs du développement durable et bénéficier des avantages respectifs en levant des fonds auprès d'institutions ciblant les acteurs du développement durable. D'un point de vue marketing, cela permettra aux IFI de se différencier de leurs concurrents, ce qui peut les aider à générer davantage de transactions. Au final, cela améliorera la compétitivité de ces IFI et les aidera à se développer sur leurs marchés respectifs.
- Les IFI marocaines sont confrontées à un certain nombre de défis dans leur quête pour se positionner en tant qu'acteurs majeurs du développement durable, à savoir :
  - i. Le niveau de développement/maturité des institutions bancaires conventionnelles, notamment en termes de variété de produits pour toutes les catégories de clients, de diversité des canaux de distribution, de taille importante du réseau de distribution, etc. qui rend la concurrence avec le secteur conventionnel très rude.
  - ii. Connaissance générale des produits et services de la finance islamique, jugée faible.
  - iii. Les défis comprennent également un écosystème de la finance islamique peu complet, y compris l'offre de produits et de services.
- La Fintech fait face à de nombreux défis au Maghreb en général et au Maroc en particulier. Il s'agit notamment de la petite taille du marché, mais surtout du cadre légal et réglementaire qui doit être renforcé afin d'accompagner les efforts de mise en place d'une industrie Fintech compétitive.
- La pandémie du COVID-19 a été un accélérateur de changement et d'innovation et a montré l'importance de la digitalisation à travers le monde. Au Maroc, le législateur a ainsi accéléré de nombreux projets tels que l'ouverture de compte à distance qui ouvrira la porte à de nombreuses applications Fintech dans un futur proche.
- Au Maroc, la Fintech est l'un des moyens pour les banques islamiques d'être compétitives et d'attirer plus de clients tout en les servant de manière efficace. Pour l'instant, les banques islamiques tentent de mettre à niveau leurs solutions pour être en phase avec les pratiques du marché. Une fois cette étape franchie, les banques islamiques pourront passer à des solutions technologiques plus innovantes.
- Les technologies financières peuvent aider les banques islamiques à renforcer l'inclusion financière et à servir davantage de personnes avec des coûts moins élevés. En outre, c'est un moyen de positionner les IFI comme des leaders d'impact et de changement en promouvant de nouveaux modèles d'affaires et des solutions basées sur la technologie et la durabilité.



**Mme. MOUNA LEBNIOURY,  
DIRECTRICE GENERALE DE BANK AL YOUSR MAROC**

- Le Maroc a aujourd'hui, plus que jamais besoin de toutes les initiatives pour la construction d'un pays fort et résilient aux crises.
- La finance participative vient compléter le paysage financier au Maroc pour permettre à tout un chacun d'aller jusqu'au bout de ses projets.
- Elle limite ainsi les auto-exclusions d'une tranche de la population restée par respect de ses principes en dehors du champ entrepreneurial.
- La finance participative est régie par des valeurs épousant les principes de développement durable (principe de solidarité, de participation, partage équitable des revenus, inclusion, la mise au service du développement humain pour ne citer que ceux-là). Cette approche de développement durable doit être encouragée par les initiatives étatiques pour optimiser les coûts de mise en place et instaurer des écosystèmes complets et évolutifs ciblant le bien-être social. Enfin, l'éducation sur les principes de la durabilité devient nécessaire pour réussir cette approche.
- Le COVID-19 a donné un coup d'accélération pour les efforts de digitalisation aussi bien au niveau du secteur public que du secteur privé notamment le secteur bancaire. En effet, cette crise a permis d'intégrer le digital dans les habitudes et le quotidien de tout un chacun.
- Le développement des Fintech au Maroc demeure tributaire de l'obstacle culturel qui, commence à tomber graduellement avec le COVID-19, des compétences humaines nécessaires pour réussir cette transition et des moyens financiers à mobiliser.
- Pour la finance participative, l'utilisation des technologies financières constitue un relais de croissance et une alternative sérieuse pour combler l'écart relatif au maillage réduit du réseau actuel comparativement au réseau bancaire conventionnel bien établi.



**M. MOHAMED MAAROUF,  
ANCIEN DIRECTEUR GENERAL DE BTI BANK MAROC**

- Le développement durable est aligné sur les principes et l'ADN de la finance islamique:
  - i. La finance islamique évite les activités ayant des externalités négatives.
  - ii. La finance islamique met fortement l'accent sur l'éthique
  - iii. La finance islamique est véritablement intégrée dans les activités économiques.
- Aligner le modèle économique des Institutions Financières Islamiques sur le développement durable :
  - i. Améliore l'image des IFI auprès des parties prenantes (y compris les clients). En effet, il y a un changement dans le comportement des clients qui recherchent des entreprises éthiques qui se soucient des relations avec les clients.
  - ii. Contribue à profiter du profil rendement/risque du portefeuille et aide à lever des fonds auprès des institutions de financement et de développement.
- Défis à relever pour aligner le modèle d'affaires de la banque islamique sur le développement durable :
  - i. Abandonner l'esprit de la banque conventionnelle
  - ii. Réduction d'échelle : Traiter les projets de mésofinance et de microfinance
  - iii. La mesure et la communication de l'impact sont importantes pour éviter le green & social washing.
- Conditions préalables à la transition vers le financement durable:
  - i. Les institutions financières doivent être cohérentes. Revendiquer un positionnement durable suppose un climat social interne positif
    - Se soucier du bien-être des employés
    - Non-discrimination et équité
- Concernant la situation de la Fintech au Maroc:
  - i. Il existe un potentiel (infrastructure mobile, internet, jeunesse...), mais les résultats restent en deçà des attentes.
  - ii. Raisons:
    - Faible niveau de concurrence dans le secteur financier, ce qui rend les nouvelles formes de modèles d'affaires moins attrayantes
    - Conservatisme : Les initiatives de digitalisation actuelles s'inscrivent généralement dans le cadre du modèle d'affaires actuel et ne le modifient pas radicalement.
    - Le cadre légal : La technologie évolue rapidement, tandis que les lois et la réglementation évoluent plus lentement.
- Concernant la Fintech et le secteur bancaire islamique :
  - i. Covid19 est un accélérateur de la transition vers la Fintech
  - ii. C'est une opportunité pour les banques islamiques car elles ne peuvent pas avoir le même modèle de brique et de mortier («brick and mortar») que les banques conventionnelles.
  - iii. La banque islamique est nouvelle dans la région : D'importants efforts ont été déployés pour faire connaître les produits et le modèle d'affaires.
  - iv. Problèmes : De nombreux produits n'étaient pas disponibles au début de l'activité bancaire islamique.
  - v. La Fintech nécessite des investissements importants. De nombreuses banques islamiques n'ont pas atteint le seuil de rentabilité et ont une taille et des capacités financières réduites.
- Concernant l'avenir:
  - i. Les technologies financières peuvent jouer un rôle important dans l'inclusion financière
  - ii. L'Open banking est important
    - L'innovation ne peut se faire exclusivement en interne
    - La collaboration est essentielle
    - Les entreprises Fintech sont des partenaires plutôt que des concurrents



**M. HAMID RASHID,  
DIRECTEUR GENERAL DE FINTERRA**

- La diversité des instruments de la finance islamique : La finance islamique a été positionnée comme un outil qui peut faire beaucoup plus que répondre à l'économie et aux besoins commerciaux d'un pays. Elle comprend des outils qui permettent de redistribuer tout bénéfice réalisé par les institutions financières commerciales à ceux qui sont dans le besoin au sein de la communauté. Cela peut être réalisé grâce aux outils de finance sociale islamique tels que la Zakat, la Sadaqah et le Waqf, qui sont tous des outils spécifiquement conçus pour répondre à ce besoin. En outre, la microfinance islamique peut également servir à amortir cette crise.
- Un positionnement axé sur le développement durable améliore la compétitivité des IFI : Une telle approche créera une atmosphère très saine et compétitive, spécifiquement axée sur le développement de la société. En effet, il ne s'agira pas de savoir qui gagne le plus d'argent, mais qui contribue le plus à la société et à sa durabilité. Dans un marché qui accorde de l'importance au développement durable, les clients rechercheront des institutions qui proposent de tels contrats plutôt que de se contenter de faire du profit. Cela oblige les institutions à être plus créatives et crée une atmosphère saine et compétitive. Cette approche est actuellement mise en place dans les secteurs de la finance islamique arrivés à maturité, tels que la Malaisie.
- Les défis du déploiement d'une telle approche :
  - i. L'aspect de la finance sociale islamique n'est pas nécessairement intégré dans la plupart des Institutions Financières Islamiques. Ainsi, le changement de ces opérations existantes vers une approche plus sociale pourrait être confronté à des défis et à une résistance de la part des acteurs du marché et même des régulateurs.
  - ii. Le manque de ressources humaines. Si le nombre d'experts en finance islamique a rapidement augmenté au fil des ans, très peu sont spécialisés dans la finance sociale islamique. Les experts en finance islamique sont pour la plupart des personnes à l'esprit commercial et motivées par le profit.
  - iii. Il y a aussi le domaine de la réglementation qui peut créer certains obstacles. La plupart des lois relatives à la finance islamique sont rédigées dans l'optique du «commerce». Et les aspects sociaux de la société sont régis par des lois distinctes qui ne concernent pas la finance islamique. Il est donc un peu compliqué d'intégrer la finance sociale islamique dans les opérations d'une Institution Financière Islamique commerciale.
- Evaluation du développement actuel de la Fintech au Maghreb
  - i. Il y a un développement des Fintech au Maghreb, mais il n'est pas aussi rapide que dans le reste des pays de la région.
  - ii. Il existe un intérêt pour l'utilisation des Fintech pour les Institutions Financières Islamiques dans la région. Cependant, l'utilisation de la Fintech semble être assez faible. Il s'agit plutôt d'une phase de recherche pour comprendre comment la Fintech peut être intégrée dans les opérations des Institutions Financières Islamiques. Les régulateurs cherchent également à savoir comment les nouvelles technologies comme la blockchain peuvent constituer une meilleure alternative aux systèmes traditionnels.
  - iii. La plupart des développements Fintech semblent être dans le domaine de la finance commerciale, ce qui signifie qu'il y a un manque de produits Fintech développés pour répondre à la finance sociale. Tout développement observé au Maghreb provient des banques ou est financé par des banques qui veulent se démarquer sur le marché et s'adresser à la population jeune.

- Constraintes impactant le développement des Fintechs au Maghreb
  - i. La pénétration de l'internet étant plus faible au Maghreb, en particulier chez les clients plus âgés et dans les régions plus pauvres, des programmes de sensibilisation seraient nécessaires avant que le développement de la Fintech n'atteigne sa maturité.
  - ii. Financement : très peu de fonds sont investis dans les Fintech en Afrique du Nord. Ainsi, à moins qu'il n'y ait des sociétés de capital-risque locales désireuses de contribuer au développement de la Fintech, cela peut être une contrainte énorme car le développement du matériel et des applications peut être coûteux.
- Rôle que pourrait jouer le Covid19 dans le développement des FinTech au Maghreb
  - i. Le Covid19 pourrait jouer un rôle important dans le développement des Fintechs au Maghreb également, puisqu'il permet à un marché « novice » d'envisager des alternatives aux activités de financement traditionnelles.
  - ii. Mettre en lumière la nécessité de développer les Fintech dans le domaine de la finance sociale
- Les opérateurs Fintech comme partenaires ou plutôt comme concurrents des acteurs historiques
  - i. Ils sont considérés comme des partenaires, et des opportunités de croissance. Les opérateurs Fintech sont également des experts dans le domaine, de sorte que la possibilité d'utiliser leur base de connaissances et leur expertise ressemble davantage à un partenariat qu'à une concurrence.
- Mobiliser les Fintech pour le développement durable
  - i. Les Institutions Financières Islamiques doivent utiliser des outils tels que le Waqf, la Sadaqah et la Zakat afin d'atteindre les objectifs de développement durable. Mais si vous regardez les opérations actuelles de ces outils, il y a tellement de problèmes qui tournent autour de la confiance, la transparence et la traçabilité. Par conséquent, la solution la plus idéale pour résoudre ce dilemme passe par la Fintech et les nouvelles technologies. Les solutions Fintech telles que la blockchain permettent aux institutions d'augmenter le niveau de confiance de leurs clients et de les considérer comme transparentes.
  - ii. La Fintech accroît également la portée des Institutions Financières Islamiques pour répondre à ces objectifs.
  - iii. La plus grande difficulté pour atteindre les objectifs de développement durable est le manque de financement. Grâce à la Fintech, les Institutions Financières Islamiques peuvent soit proposer une plateforme de collecte de fonds pour ces objectifs qui apporte une valeur ajoutée à leurs propres opérations commerciales. Ou bien l'institution peut contribuer aux objectifs par le biais de plateformes Fintech développées et mises à disposition par des institutions privées, contribuant ainsi auxdits objectifs.

## Notes

1. Sachs, J.D. 2015, The age of sustainable development, Columbia University Press.
2. IFC 2017, W.G., Green Bond Impact Report.
3. Bertelsmann\_Stiftung\_and\_Sustainable\_Development\_Solutions\_Network 2017, SDG Index and Dashboards Report 2017. Global Responsibilities : International spillovers in achieving the goals.
4. <https://www.undp.org/content/undp/en/home/sustainable-development-goals.html>
5. World Bank 2020, Managing the Employment Impacts of The Covid-19 Crisis: Policy Options For Relief And Restructuring
6. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2020/06/COVID19-pandemic-impact-on-remitance-flows-sayeh.htm>
7. Congressional Research Service 2020, Global Economic Effects of COVID-19
8. Schmidt-Traub, G., Investment Needs to Achieve the Sustainable Development Goals :Understanding the Billions and Trillions. 2015
9. Schmidt-Traub, G., Investment Needs to Achieve the Sustainable Development Goals :Understanding the Billions and Trillions. 2015
10. WWF, Green bonds must keep the green promise!, 2016
11. World Economic Forum, 2019
12. [https://www.hkex.com.hk/?sc\\_lang=en](https://www.hkex.com.hk/?sc_lang=en)
13. CIBAFI 2020, Global Islamic Bankers' Survey Beyond Digitalization: Fintech & Customer Experience
14. [https://www.fsb.gov.hk/fsb/ppr/report/doc/Fintech\\_Report\\_for%20publication\\_e.pdf](https://www.fsb.gov.hk/fsb/ppr/report/doc/Fintech_Report_for%20publication_e.pdf)
15. BIS 2020, FSI Insights on policy implementation No 23. Policy responses to fintech: a cross-country overview
16. MAALI, B., CASSON, P. & NAPIER, C. 2006. Social reporting by Islamic banks. Abacus, 42, 266-289.
17. WAJDI DUSUKI, A. & IRWANI AB-DULLAH, N. 2007. Why do Malaysian customers patronise Islamic banks? International Journal of Bank Marketing, 25, 142-160
18. IFSB 2019, Global Stability Report
19. DinarStandard, 2018
20. Islamic Finance News, 2017
21. Clifford Chance 2019, Fintech in the Middle East
22. CIBAFI 2020, Global Islamic Bankers' Survey Beyond Digitalization: Fintech & Customer Experience
23. <https://globalsadaqah.com/>
24. <https://ethis.co/id/>
25. <https://finterra.org/>
26. SDG Center for Africa and Sustainable Development Solutions Network (2019): Africa SDG Index and Dashboards Report 2019. Kigali and New York: SDG Center for Africa and Sustainable Development Solutions Network. Lien: <https://sdgindex.org/reports/2019-africa-sdg-index-and-dashboards-report/>
27. Sustainable Development in Morocco. Achievements and Perspectives. 2012. Source: <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/1010file.pdf>
28. Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, First report on sustainable development in Maghreb region, 2018. Lien : [https://www.unece.org/sites/default/files/images/ice\\_2018-first\\_report\\_on\\_sdg\\_impl\\_summary.pdf](https://www.unece.org/sites/default/files/images/ice_2018-first_report_on_sdg_impl_summary.pdf)
29. <http://gcnmorocco.ma/>
30. Stratégie Nationale de Développement Durable, Tunisie. Lien : <http://www.gerep-environnement.com/references/environnement-et-developpement-durable>
31. Rapport National Volontaire Tunisie 2019. Lien: <https://www.onu-tn.org/uploads/documents/15094544391.pdf>
32. Rapport National Volontaire Algérie 2019, Lien : [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23441MAE\\_rapport\\_2019\\_complet.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23441MAE_rapport_2019_complet.pdf)
33. Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, first report on Sustainable Development in Maghreb region, 2018. Lien: [https://www.unece.org/sites/default/files/images/ice\\_2018-first\\_report\\_on\\_sdg\\_impl\\_summary.pdf](https://www.unece.org/sites/default/files/images/ice_2018-first_report_on_sdg_impl_summary.pdf)
34. SDG Center for Africa and Sustainable Development Solutions Network (2019): Africa SDG Index and Dashboards Report 2019. Kigali and New York: SDG Center for Africa and Sustainable Development Solutions Network. Lien: <https://sdgindex.org/reports/2019-africa-sdg-index-and-dashboards-report/>
35. Stratégie Nationale De Développement Durable Maroc – Résumé Exécutif 2017. Lien: [https://www.environnement.gov.ma/PDFs/publication/Synthese-SNDD\\_FR.pdf](https://www.environnement.gov.ma/PDFs/publication/Synthese-SNDD_FR.pdf)
36. SNDD Maroc – Lien: [https://www.greengrowthknowledge.org/sites/default/files/downloads/policy-database/ENG-SNDD\\_RESUME%20EXECUTIF-V24-D%20%281%29.pdf](https://www.greengrowthknowledge.org/sites/default/files/downloads/policy-database/ENG-SNDD_RESUME%20EXECUTIF-V24-D%20%281%29.pdf)
37. La Mise en Œuvre de la Stratégie Nationale de Développement Durable. Recueil des Plans d'Actions Sectoriels du Développement Durable. Lien : <https://www.environnement.gov.ma/fr/strategies-et-programmes/sndd?showall=1&limitstart=>
38. Rapport National Volontaire Tunisie sur la Mise en Œuvre des ODD. 2019. Lien: <https://www.onu-tn.org/uploads/documents/15094544391.pdf>
39. Algérie Rapport National Volontaire. Progression de la mise en œuvre des ODD. 2019. Lien : <https://www.unicef.org/algeria/documents/rapport-national-volontaire-2019-objectifs-de-d%C3%A9veloppement-durable-odd>
40. SDG Center for Africa and Sustainable Development Solutions Network (2019): Africa SDG Index and Dashboards Report 2019. Kigali and New York: SDG Center for Africa and Sustainable Development Solutions Network. Lien: <https://sdgindex.org/reports/2019-africa-sdg-index-and-dashboards-report/>
41. La Mise en Œuvre de la Stratégie Nationale de Développement Durable. Recueil des Plans d'Actions Sectoriels du Développement Durable. Lien : <https://www.environnement.gov.ma/fr/strategies-et-programmes/sndd?showall=1&limitstart=>

42. Rapport National Volontaire sur la mise en œuvre des ODD, Tunisie. Forum Politique de Haut Niveau pour le Développement Durable, New York, 2019. Lien : [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23372Rapport\\_National\\_Volontaire\\_2019\\_Tunisie.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23372Rapport_National_Volontaire_2019_Tunisie.pdf)
43. Tunisie Rapport National Volontaire 2019. Lien: <https://www.onu-tn.org/uploads/documents/15094544391.pdf>
44. Ministère de l'Education Nationale, Maroc, 2019. Lien: <https://www.medias24.com/MAROC/EDUCATION/189104-Reforme-de-l-education-voici-le-bilan-d-etape-presente-par-Amzazi.html>
45. Stratégie Nationale de Développement Durable Maroc – Résumé Exécutif 2017. Lien: [https://www.environnement.gov.ma/PDFs/publication/Synthese-SNDD\\_FR.pdf](https://www.environnement.gov.ma/PDFs/publication/Synthese-SNDD_FR.pdf)
46. Rapport National Volontaire sur la mise en œuvre des ODD, Tunisie. Forum Politique de Haut Niveau pour le Développement Durable, New York, 2019. Lien : [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23372Rapport\\_National\\_Volontaire\\_2019\\_Tunisie.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23372Rapport_National_Volontaire_2019_Tunisie.pdf)
47. Algérie Rapport National Volontaire 2019. Progression de la mise en œuvre des ODD. 2019. Lien: <https://www.unicef.org/algeria/documents/rapport-national-volontaire-2019-objectifs-de-d%C3%A9veloppement-durable-odd>
48. Collection de plans d'action sectoriels pour le développement durable, Maroc, 2019. Lien : <https://www.environnement.gov.ma/fr стратегии и программы/sndd?showall=1&limitstart=>
49. Haut Commissariat au Plan, Maroc, 2019. Lien : <https://www.hcp.ma/>
50. Tunisie Rapport National Volontaire Sur la mise en œuvre des ODD. 2019. Lien: [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23372Rapport\\_National\\_Volontaire\\_2019\\_Tunisie.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23372Rapport_National_Volontaire_2019_Tunisie.pdf)
51. Algérie Rapport National Volontaire, 2019. Lien: <https://www.unicef.org/algeria/documents/rapport-national-volontaire-2019-objectifs-de-d%C3%A9veloppement-durable-odd>
52. Site web de la Banque Mondiale. Lien: <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.KD.ZG>
53. Impact of the Coronavirus (Covid 19) on the African Economy, April 2020. Lien: <https://www.tralac.org/documents/resources/covid-19/3218-impact-of-the-coronavirus-covid-19-on-the-african-economy-african-union-report-april-2020/file.html>
54. Brookings, 2020. Lien : <https://www.brookings.edu/topic/coronavirus-covid19/>
55. Fédération Tunisienne de l'Hôtellerie, Juin 2019. Lien : <https://www.fth.com.tn/>
56. Ministère du Tourisme, de l'Artisanat, du Transport Aérien et de l'Economie Sociale, Maroc. Lien : <https://mtataes.gov.ma/fr/>
57. Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, 2019. Lien : <https://unctad.org/en/pages/PublicationWebflyer.aspx?publicationid=2526>
58. Extrait de: [https://www.lepoint.fr/afrique/covid-19-la-tunisie-entre-inquietude-sanitaire-et-desarroi-économique-08-04-2020-2370598\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/covid-19-la-tunisie-entre-inquietude-sanitaire-et-desarroi-économique-08-04-2020-2370598_3826.php)
59. Bansal, P., Jiang, G. F., & Jung, J. C. (2015). Managing responsibly in tough economic times: strategic and tactical CSR during the 2008–2009 global recession. Long Range Planning, 48(2), 69-79.
60. Nidumolu, C.K. Prahalad, and M.R. Rangaswami. Why Sustainability is Now the Key Driver of Innovation. Harvard Business Review. September 2009. Lien : <https://hbr.org/2009/09/why-sustainability-is-now-the-key-driver-of-innovation>
61. Simon Mair. How will the coronavirus change the world? BBC Futures. March 2020. Lien: <https://www.bbc.com/future/article/20200331-covid-19-how-will-the-coronavirus-change-the-world>
62. Bank Al-Maghrib, (2019), Statistiques monétaires, extrait de: <http://www.bkam.ma/Publications-statistiques-et-recherche/Documents-d-information-et-de-statistiques/Statistiques-monetaires>
63. Total des actifs bancaires marocains de 1 502 032 000 MAD (157,2 millions USD) selon le rapport des statistiques monétaires de BAM de janvier 2020.
64. Bank Al-Maghrib, (2020), Statistiques monétaires, Extrait de: <http://www.bkam.ma/Publications-statistiques-et-recherche/Documents-d-information-et-de-statistiques/Statistiques-monetaires>
65. Nombre d'agences pour chaque banque participative marocaine en mars 2020, Umnia Bank (32 agences), Bank Assafa (37), Dar Al Amane (13), Bti Bank (5), Al Yousr (10), Al Akhdar Bank (16), Arreda Bank (12) et BMCI Najmah (2).
66. Bank Al-Maghrib, (2020), Statistiques monétaires, Extrait de: <http://www.bkam.ma/Publications-statistiques-et-recherche/Documents-d-information-et-de-statistiques/Statistiques-monetaires>
67. Bank Al-Maghreb, (2019), Statistiques monétaires, source: <http://www.bkam.ma/Publications-statistiques-et-recherche/Documents-d-information-et-de-statistiques/Statistiques-monetaires>
68. IFSB, (2019), Islamic financial industry service stability report
69. Selon les rapports financiers de Wifak Bank (3T19), Zitouna Bank (2018) et Al Baraka Tunis (2019).
70. IFSB, (2019), Islamic financial industry service stability report
71. Banque centrale de Tunisie rapports de supervision bancaire 2017 et 2018. Source: [https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/documents/sup\\_bc\\_fr.pdf](https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/documents/sup_bc_fr.pdf)  
<https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/actualites.jsp?id=560>
72. Banque Centrale de Tunisie rapports de supervision bancaire 2017 et 2018, source: [https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/documents/sup\\_bc\\_fr.pdf](https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/documents/sup_bc_fr.pdf)  
<https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/actualites.jsp?id=560>
73. Rapports annuels de Banque Zitouna, Al Baraka Bank et Wifaq Bank ainsi que le Rapport de supervision bancaire 2018 de la Banque Centrale de Tunisie: [http://www.banquezitouna.com/Fr/rapports/rapport\\_2018/img/Rapport\\_](http://www.banquezitouna.com/Fr/rapports/rapport_2018/img/Rapport_)

- Annuel\_2018\_Banque\_Zitouna.pdf  
<https://www.albarakabank.com.tn/sites/default/files/2020-01/rapport-annuel-2017.pdf>  
<https://www.albarakabank.com.tn/sites/default/files/2018-11/rapport-2016-final-2-compressed.pdf>  
<http://www.wifakbank.com/pdf/RapportAnnuel2019.pdf>  
[https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/documents/sup\\_bc\\_fr.pdf](https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/documents/sup_bc_fr.pdf)
74. Etats financiers de Banque Zitouna, Al Baraka Bank et Wifak Bank, 2015-2019.  
 Banque Zitouna: [https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/zitouna\\_banque\\_efd311216.pdf](https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/zitouna_banque_efd311216.pdf)  
[https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/zitouna\\_banque\\_efd311217.pdf](https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/zitouna_banque_efd311217.pdf)  
[https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/efd\\_2019\\_banque\\_zitouna-1.pdf](https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/efd_2019_banque_zitouna-1.pdf)  
 Al Baraka Bank:  
[https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/al\\_baraka\\_efd311216.pdf](https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/al_baraka_efd311216.pdf)  
[https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/al\\_baraka\\_bank\\_efd311217.pdf](https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/al_baraka_bank_efd311217.pdf)  
[https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/efd\\_2019\\_al\\_baraka\\_bank\\_tunisia.pdf](https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/efd_2019_al_baraka_bank_tunisia.pdf)  
 Wifak Bank:  
[https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/wib\\_efd311216\\_0.pdf](https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/wib_efd311216_0.pdf)  
[https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/efd\\_efd311217.pdf](https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/efd_efd311217.pdf)  
[https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/efd\\_2019\\_wib.pdf](https://www.cmf.tn/sites/default/files/pdfs/emetteurs/informations/consultations/efd_2019_wib.pdf)
75. Banque Zitouna (129) agences, Al Baraka Bank (38) agences and Wifak Bank (30) agences.
76. Journal officiel du gouvernement algérien, Mardi 29 Rajab 1441 / 24 Mars 2020
77. IFSB, Islamic Financial Services Industry stability report, 2019.
78. Al Baraka Bank Algérie, Extrait de : <https://www.albaraka-bank.com/wp-content/uploads/2018/12/SAAFI-2018-Etat-des-lieux-de-la-banque-islamique-en-Alg%C3%A9rie-AL-BARAKA-BANK.pdf>
79. Al Salam Bank, Rapport annuel 2018, Extrait de: <https://www.alsalamalgeria.com/pdf/Binder1.pdf>
80. Al Baraka Bank Algérie, Extrait de: <https://www.albaraka-bank.com/wp-content/uploads/2018/12/SAAFI-2018-Etat-des-lieux-de-la-banque-islamique-en-Alg%C3%A9rie-AL-BARAKA-BANK.pdf>
81. <http://www.acm.gov.tn/Fr/upload/1421315758.pdf>
82. Rapport annuel du Comité Général des Assurances 2018, Extrait de : [http://www.cga.gov.tn/fileadmin/contenus/pdf/Rapport\\_CGA\\_FR-ANG\\_-\\_2018\\_final.pdf](http://www.cga.gov.tn/fileadmin/contenus/pdf/Rapport_CGA_FR-ANG_-_2018_final.pdf)
83. Extrait de : <https://www.cmf.tn/?q=emission-de-titres-participatifs-chahadet-zitouna-2015-0>
84. Extrait de : <https://www.reuters.com/article/algeria-economy-idAFL5N1M24H1>
85. Extrait de : [shorturl.at/eoDMN](http://shorturl.at/eoDMN)
86. Ministère des Habous et des Affaires Islamiques (2018), Stratégie Awqaf 2030
87. IRTI 2020, Islamic Social finance report
88. IRTI 2020, Islamic Social finance report
89. <https://idaraty.tn/fr/news/2019/08/publication-banque-tunisienne-de-solidarite-08-08-2019-15667292>
90. IFSB, (2019), Islamic finance industry service stability report
91. Calculs des services du FMI sur la base de Gaspar et autres, 2019.
92. Global Islamic Economy report 2019
93. HCP (2018), Démographie maghrébine : Situation et perspectives
94. Hootsuite (2020), DIGITAL 2020 MOROCCO
95. Hootsuite (2020), DIGITAL 2020 ALGERIA
96. Hootsuite (2020), DIGITAL 2020 TUNISIA
97. Banque Mondiale (2018), The Global Findex Database 2017
98. HCP (2018), Démographie maghrébine : Situation et perspectives
99. UN MIGRATION (2020), WORLD MIGRATION REPORT 2020
100. Banque Mondiale (2018), MIGRATION AND REMITTANCES Recent Developments and Outlook
101. <https://data.worldbank.org/>
102. <https://trends.google.com/>
103. «Google Trends» fournit une mesure normalisée du volume de recherche pour un terme de recherche donné sur une période donnée.
104. <https://innovation.thomsonreuters.com/en/labs/portfolio/global-fintech-rankings.html#/>
105. KMPG (2019), Fintech100: Leading Global Fintech Innovator
106. Findexable (2020), The Global Fintech Index 2020
107. PWC & CFC (2019), Digitalizing Africa: The rise of Fintech Companies
108. MAGNiTT (2019), MENA Fintech venture report
109. Opensignal (2020), The State of Mobile Network Experience 2020: One Year Into the 5G Era
110. Opensignal (2020), The State of Mobile Network Experience 2020: One Year Into the 5G Era
111. <https://www.speedtest.net/>
112. <https://data.worldbank.org/indicator/IT.NET.BBND.P2?end=2019&locations=MA-DZ-TN-XP&start=2010>
113. Banque Mondiale (2014), Striving for Better Jobs, <http://dx.doi.org/10.1596/978-0-8213-9535-6>
114. PWC (2020), Africa Capital Markets Watch 2019
115. Data.worldbank.org
116. Le modèle de Panzar et Rosse est utilisé pour évaluer le comportement concurrentiel, souvent dans des spécifications contrôlant la taille de l'entreprise ou utilisant une équation de prix.
117. Benazzi, Sara and Rouiessi, Imane, (2017), Analyse de la concurrence bancaire au Maroc : Approche

- de Panzar et Rosse, No 2017-1, Document de travail, Bank Al-Maghrib, Département de la Recherche.
118. S&P Global (2019), Global Banking Country-By-Country Outlook 2020: The Calm Before The Turn?
119. <https://oxfordbusinessgroup.com/overview/mindful-leadership-fundamentals-remain-sound-authorities-tackle-new-issues>
120. <https://wits.worldbank.org/>
121. HHI: Une mesure de la taille des entreprises par rapport à l'industrie et un indicateur de l'importance de la concurrence entre elles.
122. Bank Al Maghrib (2018), Circular 6/W/16
123. Bank Al Maghrib (2018), Circular 7/W/16
124. Banque Centrale de Tunisie (2018), Circular 2018 -61
125. <https://www.jeuneafrique.com/1051170/economie/le-paiement-mobile-au-maroc-est-il-dans-limpasse/>
126. Bank Al Maghrib (2018), LC N° 1/DSB/2020
127. <https://www.mtcen.gov.tn/index.php?id=344>
128. Ministère des Finances Algérie (2020), Loi de finances complémentaire 20-07
129. Banque Centrale de Tunisie (2020), Guide d'accès à la Sandbox Réglementaire
130. <https://fintech.bct.gov.tn/fr/sandbox>
131. <https://www.startupact.tn/resultats.html>
132. <https://www.startupact.tn/avantages-startupact.html>
133. Easypaisa est une initiative lancée par Telenor Pakistan en collaboration avec Tameer Microfinance Bank, avec l'approbation de la State Bank of Pakistan.
134. <https://www.ericsson.com/en/press-releases/2016/5/pakistan-underbanked-get-evolved-mobile-money-services-from-easypaisa-and-ericsson>
135. <https://www.vodafone.com/what-we-do/services/m-pesa>
136. <https://www.ecofarmer.co.zw/>
137. <http://www.fao.org/3/I9030EN/I9030en.pdf>
138. <https://finterra.org/>
139. <https://mywaqf.com/>
140. <https://www.kiva.org/about/how>
141. <https://www.kiva.org/about/impact>
142. BAZNAS (2019), Indonesia Zakat Outlook 2019
143. <https://www.zakatify.com/>
144. <https://www.zakatify.com/faq>
145. <https://blossomfinance.com/>
146. <https://internationalfinance.com/worlds-first-blockchain-Sukuk-bmt-bina-ummah-raises-50k/>
147. <https://www.indiastack.org/>
148. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/384361600877094703/pdf/Leveraging-Islamic-Fintech-to-Improve-Financial-Inclusion.pdf>
149. Hafiz Budi Firmansyah, Ahmad Luky Ramdani, 2018. The Role of Islamic Financial Technology (FinTech) Start-up in Improving Financial Inclusion in Indonesia Case: Angsur. Disponible sur: <https://www.ssrn.com/>
150. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/384361600877094703/pdf/Leveraging-Islamic-Fintech-to-Improve-Financial-Inclusion.pdf>
151. <https://www.arkx.cfa/~media/051D925FB9EA46D-89623362BA7050DF7.ashx>
152. <https://www.irisguard.com/how-we-work/>
153. <https://www.euronews.com/2019/04/12/refugees-in-jordan-are-buying-groceries-with-eye-scans>
154. <https://easypaisa.com.pk/>
155. <https://assets.kpmg/content/dam/kpmg/uk/pdf/2017/02/tele-norswebaccess.pdf>
156. [https://fintechforhealth.sg/wp-content/uploads/2020/06/Fintech-for-Health-Case-Study\\_M-tiba.pdf](https://fintechforhealth.sg/wp-content/uploads/2020/06/Fintech-for-Health-Case-Study_M-tiba.pdf)
157. <http://mtiba.com/cash-advance/>
158. <https://mtiba.com/>
159. The Economist (2018), "Special report: financial inclusion is making great strides"
160. <https://blockchainhealthcarereview.com/coverus-using-blockchain-to-securely-broker-health-data/>
161. <https://www.intuit.com/content/dam/intuit/intuitcom/documents/company/intuit-cr-report-2020.pdf>
162. <https://www.intuit.com/company/corporate-responsibility/report/>
163. <https://techbullion.com/unicefs-first-blockchain-investment-amply-ensures-south-african-early-childhood-development-centres-get-the-funding-they-need/>
164. <https://www.safewaternetwork.org/>
165. <https://m-kopa.com/>
166. <https://m-kopa.com/impact/>
167. <https://thesunexchange.com/>
168. <https://www.linkedin.com/company/the-sun-exchange/about/>
169. Van der Warf, G.R., Morton, D.C., DeFries, R.S., Olivier, J.G. J.Kasibhatia, P.S, Jackson, R.B., Collatz, G.J. & Rander, J.T (2009). CO<sub>2</sub> emissions from forest loss. Nature Geoscience, 2, 737-738. Lien: <https://www.nature.com/articles/ngeo671>
170. [http://cleantech21.org/fileadmin/content/NBE/C21\\_H4C\\_RED-Chain\\_Sum082018\\_v04.pdf](http://cleantech21.org/fileadmin/content/NBE/C21_H4C_RED-Chain_Sum082018_v04.pdf)
171. <https://vechainofficial.medium.com/byd-one-of-the-largest-chinese-car-brands-and-worlds-top-selling-plug-in-electric-car-ab591f73237f>
172. <https://seekingalpha.com/article/4388622-byd-king-of-electric-vehicles>
173. Cambridge Centre for alternative finance (<https://www.jbs.cam.ac.uk/faculty-research/centres/alternative-finance/> ),

174. Banque Mondiale (2020), How regulators respond to fintech: Evaluating the different approaches—sandboxes and beyond, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33698>
175. <https://asic.gov.au/for-business/innovation-hub/fintech-regulatory-sandbox/>
176. BIS (2020), Policy responses to fintech: a cross-country overview, (<https://www.bis.org/fsi/publ/insights23.pdf>)
177. UNSGA (2020), Early Lessons on Regulatory Innovations to Enable Inclusive FinTech, ([https://www.unsgsa.org/files/2915/5016/4448/Early\\_Lessons\\_on\\_Regulatory\\_Innovations\\_to\\_Enable\\_Inclusive\\_FinTech.pdf](https://www.unsgsa.org/files/2915/5016/4448/Early_Lessons_on_Regulatory_Innovations_to_Enable_Inclusive_FinTech.pdf))
178. Groupe de la Banque Mondiale (2020), How Regulators respond to Fintech
179. <https://fintech.bct.gov.tn/fr/acualite/bct-lab-visite-virtuelle>
180. idem
181. CEMLA (2019), "key aspects around financial technologies and regulation policy report", (<https://www.cemla.org/fintech/docs/2019-06-KeyAspectsAroundFinancialTechandRegulation.pdf>)
182. Vasylchuk et al., "Social finance taxonomy in transition towards a more sustainable economy" (<https://pdfs.semanticscholar.org/d58a/9fc991c2c97ed38d8dbd9eea0b90e62791a.pdf>)
183. [http://www.ammc.ma/sites/default/files/AMMC\\_Guide%20sur%20les%20Green%20Bonds\\_VF.pdf](http://www.ammc.ma/sites/default/files/AMMC_Guide%20sur%20les%20Green%20Bonds_VF.pdf) et [http://www.ammc.ma/sites/default/files/AMMC\\_%20Guide%20sur%20les%20Green%2C%20Social%20and%20Sustainability%20Bonds.pdf](http://www.ammc.ma/sites/default/files/AMMC_%20Guide%20sur%20les%20Green%2C%20Social%20and%20Sustainability%20Bonds.pdf)
184. AFI (2020), "Creating enabling Fintech ecosystems: the role of regulators", ([https://www.afi-global.org/sites/default/files/publications/2020-01/AFI\\_FinTech\\_SR\\_AW\\_digital\\_0.pdf](https://www.afi-global.org/sites/default/files/publications/2020-01/AFI_FinTech_SR_AW_digital_0.pdf))
185. AFI (2020), "Creating enabling Fintech ecosystems: the role of regulators"
186. OCDE (2019). Smarter financial education: key lessons from behavioural insights for financial literacy initiatives.
187. <https://www.fmef.ma/>, <http://www.endarabe.org.tn/entreprendre/education-entrepreneuriale/education-financiere/>
188. Tahiri Jouti (2020), "What policy for Islamic financial literacy", (<https://tujise.org/content/5-online-first/a148/tuj148.pdf>)
189. AFI (2020), "Creating enabling Fintech ecosystems: the role of regulators"
190. BIS (2020), "Policy responses to fintech: a cross-country overview"
191. AFI (2020), "Creating enabling Fintech ecosystems: the role of regulators"
192. Idem
193. <https://www.un.org/sustainable-development/>



Islamic Development Bank Institute  
8111 King Khalid Street, Jeddah  
Saudi Arabia 22332-2444.

<https://irti.org/>